

# Le prolétaire

M2414 - 378 - 4F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant:  
VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
F-67000 Strasbourg.

JUILLET 1984  
20<sup>e</sup> ANNEE

4FF  
2FS

n° 378

## Pour une lutte prolétarienne indépendante

Les résultats des élections européennes du 17 juin 1984 et la manifestation organisée par la droite le 24 juin pour la défense de l'école privée, représentent 2 indicateurs intéressants permettant de mesurer l'évolution de l'alignement politiques des forces sociales qui se dessine en France; évolution s'inscrivant dans le cadre d'une offensive anti-ouvrière du gouvernement de gauche (qui n'en est qu'à ses débuts) alors que les réactions de lutte ouvrière sont, quoique violentes et courageuses, encore sporadiques, tandis que la scène politique est monopolisée par les partis politiques de droite et les partis opportunistes qui ont depuis plus de 10 ans cherché à dévoyer tout mouvement prolétarien dans les ornières de l'électoralisme. Il est donc normal que d'une part les poussées de colère ouvrière aient tendance à être limitées par les illusions qui existent au sujet de l'opportunisme et que d'autre part une désillusion provoquée par les offensives du pouvoir de gauche s'expriment sur le terrain des résultats électoraux.

Les résultats du 17 juin sont à cet égard **significatifs**, puisqu'ils expriment, de manière voilée, les tensions qui s'accroissent dans l'ordre social bourgeois en France: abstention de 43 %, recul très net du PCF à 11 % à peine, poussée de le Pen à égalité ou presque avec le PCF, tassement du PS à environ un peu plus de 20 % la gauche totalisant moins de 40 % au total. Il faut d'abord préciser que ces résultats ne représentent en rien un "tremblement de terre" comme le prétendent les différents politologues en mal de publicité. Pour nous les véritables "tremblements de terre" s'exprimeront à travers le développement de luttes de plus en plus intenses et larges cherchant à s'unifier dans un vaste front prolétarien et anticapitaliste. Cela ne signifie nullement que nous sommes indifférents à l'évolution de la situation, ne serait-ce que par celle-ci influencera inévitablement la stratégie des différentes forces politiques bourgeoises et opportunistes pour poursuivre et intensifier l'offensive anti-ouvrière et pour chercher à briser toute tentative de combat.

(Suite en page 7)

### DANS CE NUMERO

- Mesures anti-chômage.
- Nouvelles attaques contre les chômeurs.
- Les 35H et le "partage du travail".
- Foyers Sonacotra.
- SNCF.
- Lorraine: interview d'un sidérurgiste.
- Solidarité avec les ouvriers de Sider.
- Grève à l'hôpital de Genève.
- Tendances du militarisme français.
- Manifestation prolétaire à Mestre.
- Lénine et le défaitisme.
- Chronique de la répression.
- Libérez M.S.
- Non au contrôle de l'immigration.
- La gauche remercie les immigrés.
- Crac...Bourm...Unanimes.
- La Syrie: un gendarme antiprolétarien.
- Un homme d'affaire trop bavard.
- Affrontements de classe au Maghreb.
- Algérie: une clémence très sélective.
- La répression n'arrêtera pas la colère des masses.
- En marge du sommet de Londres.
- Lettre du Vénézuéla.
- A propos de la destruction d'Israël.
- Turquie.

## Dans toute l'Europe, les travailleurs luttent contre l'austérité

L'offensive contre les travailleurs, qui se poursuit sans désemparer dans toute l'Europe, n'a sans doute pas la brutalité de celle que le capitalisme mondial inflige aux classes ouvrières du Tiers-Monde. L'existence d'amortisseurs sociaux encore à peine entamés, jointe au désarroi provoqué parmi les masses par la constatation de l'inefficacité des méthodes qui avaient assuré dans la période précédente un progrès social quasi ininterrompu, est la cause de cette passivité et de ce repli sur soi qui a caractérisé l'attitude des travailleurs dans la première phase de l'offensive bourgeoise et qui a assuré le succès de cette dernière.

Selon une étude de l'OCDE (février 84) l'ouvrier allemand a subi en moyenne une baisse du pouvoir d'achat de 0,8 % en 1982, l'ouvrier suisse de 5,8 %, l'ouvrier français de 1,9 %, l'ouvrier

Ces succès des capitalistes ne les incitent absolument pas à ralentir leur offensive. Enhardis par la résistance jusqu'à maintenant faible des travailleurs ils poussent à de nouveaux "gains" sur les salaires, au nom évidemment des lois économiques et de la défense de l'économie nationale. Les économistes nord-américains trouvent que les baisses de salaire infligées aux travailleurs des USA sont insuffisantes. "Ce serait bien de pouvoir dire que les réductions de salaires douloureuses qu'ont supporté beaucoup d'ouvriers américains ont servi à rétrécir la grande différence entre les niveaux de salaire US et étrangers, mais ce n'est tout simplement pas le cas" confiait hypocritement au Wall Street Journal (26/4/84) un banquier de la Citybank.

Les divers rapports cités par le quotidien de la finance new-yorkaise indiquent non seulement des salaires plus élevés mais aussi une productivité plus basse des ouvriers américains par rapport aux ouvriers européens.

A peu près en même temps une étude scientifique rapportée par l'hebdomadaire économique français "le Nouvelle Economiste" démontre à l'inverse que les coûts salariaux sont plus élevés et croissent plus vite en France qu'aux USA ! Comme chacun sait les chiffres ne mentent pas, il suffit de leur faire dire ce que l'on veut. Des 2 côtés de l'Atlantique les bourgeois leur font dire la même chose: les ouvriers sont trop payés et ils ne travaillent pas assez...

L'attaque contre la classe ouvrière se mesure aussi à l'aune de la progression du chômage: 12,4 millions de chômeurs en 1983 pour les pays de la CEE soit une progression de 6,5 %. Une forte augmentation est prévue pour 1984 par les différents organismes de prévision économique, alors que tous les gouvernements préparent ou instaurent des mesures pour diminuer les indemnités de chômage et amputer les transferts sociaux et les intolérables "rigidités" de l'Etat-providence !

italien de 6,7 % (l'ouvrier américain a perdu 15,5 % en 1982 après une perte de 14,4 % en 1981 et 11,1 % en 1980 !).

Si on prend en compte les transferts sociaux les résultats sont plus contrastés selon l'OCDE. La tendance est partout à la baisse pour une famille type avec 2 enfants, mais sur une période de 3 ans les ménages ouvriers allemands maintiennent leur pouvoir d'achat en Allemagne et en Italie alors qu'ils perdent en G-B et en France, les chiffres sont pour 1980, 81 et 82 respectivement de - 2,4 %, - 1,4 % et + 0,6 %. Par comparaison pour les ménages ouvriers américains les chiffres correspondants sont de -9,5 %, -12,3 % et - 14,2 %. Faut-il chercher ailleurs l'optimisme retrouvé des industriels américains au début de cette année ?

Malheureusement pour l'OCDE qui recommande aux gouvernements "un degré élevé de consensus social" pour réussir les "ajustements nécessaires" de l'économie, d'importants mouvements de résistance ouvrière laissent présager le retour de la lutte prolétarienne dans les métropoles impérialistes.

En Belgique, la défaite de la puissante grève générale de la fonction publique de cet automne, sabotée par les directions syndicales n'a pas suffi à démoraliser les travailleurs. Des grèves spontanées ont éclaté ce printemps et la FGTB a du organiser des journées de grève générale pour canaliser les réactions ouvrières contre le plan Martens centré sur les "modérations salariales" (suppression de l'indexation des salaires sur les prix) et la diminution des prestations sociales.

En Italie, ce sont les mesures anti-ouvrières prises par le premier ministre socialiste Craxi qui ont déclenché une vague

(Suite en page 5)

## La guerre Iran-Irak une boucherie contrerévolutionnaire

La guerre Iran-Irak qui dure maintenant depuis 45 mois a pris la dimension d'une terrible boucherie entraînant le massacre de plusieurs centaines de milliers de personnes parmi les masses des deux Etats qui se nourrissent en permanence d'une féroce exploitation et oppression des masses qu'ils asservissent. Pire même, cette guerre permet à deux Etats de renforcer le joug sous lequel ils maintiennent leurs populations laborieuses au nom de la défense de

leurs intérêts nationaux respectifs. Intérêts qui sont, faut-il le répéter, réactionnaires du point de vue de la révolution prolétarienne qui est à l'ordre du jour non seulement en Iran et en Irak mais aussi dans toute la région du Proche-Orient et qui concerne le sort de la classe ouvrière et de toutes les masses opprimées et sans réserves de la région toute entière, quelque soit leur nationalité.

Par sa dimension même ce conflit cristallise, à travers les contradictions spécifiques à l'Iran et à l'Irak et à l'antagonisme de nature bourgeoise qui oppose ces deux Etats, des enjeux internationaux. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que la guerre a gagné en intensité depuis le début de l'année 1984 dans le prolongement des tensions et des heurts qui se sont développés notamment au Liban et qui se sont traduits par un recul limité mais réel des forces impérialistes militaires US et françaises. C'est pourquoi au-delà de son rayon d'influence "local" la guerre Iran-Irak est un point de fixation international dont les enjeux concernent non seulement le Golfe Persique et le Moyen-Orient mais aussi la stratégie des impérialismes occidentaux (US et européens) et de l'impérialisme russe.

Ainsi lorsque l'Irak a déclenché son offensive militaire le 22 septembre 80 contre les zones pétrolières de l'Iran situées dans le Kouzistan avec la complicité pratiquement ouverte de tous les impérialismes occidentaux et des Etats réactionnaires de la région du Golfe (avec en tête l'Arabie Saoudite) les objectifs étaient multiples. Il s'agissait d'abord pour l'Irak de profiter de la chute du régime du Shah pour récupérer des territoires dans le Chatt-el-Arab (delta des fleuves le Tigre et l'Euphrate) que l'Irak avait accepté de ne plus revendiquer à la suite d'un accord signé

avec l'Iran en 1975 à une époque où ce dernier jouait le rôle de gendarme du Golfe au profit des impérialismes occidentaux. Il s'agissait de plus pour l'Irakien d'accéder au rôle de nouveau gendarme local en remplacement du régime du Shah. Il s'agissait enfin de provoquer la chute du régime des mollahs non pas parce qu'il représentait un quelconque danger révolutionnaire prolétarien ou anti-impérialiste mais bien parce qu'il semblait peu fiable pour réprimer durablement la formidable vague de lutte qui avait secoué l'Iran et parce qu'il pouvait favoriser le développement d'une vague d'intégrisme religieux chiite susceptible de menacer l'ordre réactionnaire de la région du Golfe tel qu'il est fixé sous sa forme actuelle.

Au départ l'Irak parvient à marquer des points en s'emparant de territoires dans le Kouzistan iranien et notamment la ville de Khoramchar et en encerclant Abadan qui est une des plus grandes raffineries du monde. Cependant l'armée irakienne forte de 300 000 hommes et de 250 000 réservistes et dotée d'un équipement plus moderne, plus performant et plus homogène (les fournisseurs officiels étant l'URSS et la France qui a fourni pour plus de 40 milliards de francs de matériel depuis le début du conflit: missiles air-air fabriqués par Matra Magic, missiles Exocet, hélicoptères Gazelles antichars, avions Mi-

rage F1 et Super-Etendards, etc.) a montré qu'elle était incapable de dominer efficacement le terrain conquis en optant pour une guerre de position plutôt que de mouvement. C'est pourquoi à partir de 1982 l'armée iranienne (forte de 300 000 hommes et de 500 000 réservistes pour un pays 4 fois plus peuplé que l'Irak) a pu lancer des contre-offensives qui ont permis de reprendre Khoramchar (réduit à un tas de ruine) et la plupart des territoires cédés et d'ouvrir des fronts militaires plus au nord de la frontière Iran-Irak dans le Kurdistan notamment et à la hauteur des champs pétrolifères de Mossoul. Ce recul de l'armée irakienne a été obtenu notamment parce que l'Etat iranien a utilisé massivement l'énergie des foules mobilisées de force, composées d'enfants à peine âgés de 14 ans voire même de vieillards et lancées dans des opérations suicides, c'est-à-dire utilisées sans vergogne comme chair à canon.

Ainsi pour se mettre à l'abri de toute tentative menée par l'Irak pour provoquer la chute du régime khomeiniste l'Iran a pris des gages en menaçant de porter le conflit sur plusieurs points contre l'Irak et d'appeler à la solidarité les populations irakiennes de religion chiite.

De son côté l'Irak depuis plusieurs semaines pousse à une "dramatisation"

(Suite en page 12)

# Mesures anti-chômage: aucune réforme sociale ne réduira le chômage

Déjà au siècle dernier, les marxistes ont montré qu'il n'y avait aucun rapport entre taux de chômage et durée de travail, le premier étant une donnée indépendante du second. Ils l'ont montré théoriquement, aujourd'hui, de nouveau, l'histoire le confirme. Sinon comment expliquer les phénomènes helvétiques et japonais où le temps de travail est des plus longs, respectivement 43,9 et 41,2 heures par semaine avec peu de chômage ainsi que le phénomène belge où le temps de travail est des plus faibles (35,8 heures par semaine) avec 15 % de la population active au chômage ?

Tout d'abord, pour répondre à ces questions, il faut se remettre à l'esprit l'ABC du marxisme révolutionnaire: tant que le capitalisme existera, le chômage subsistera, car il lui est une nécessité ne serait-ce que pour pallier aux vicissitudes des commandes et des débouchés de capitaux, il représente une masse de main d'oeuvre en réserve. Mais comment expliquer ces fluctuations, son augmentation dans les périodes de crise et de récession et sa diminution dans les périodes d'expansion? Le marxisme y a répondu: le capitalisme produit pour produire, pour le profit d'entreprise, produit toujours plus, non du produit social, mais des marchandises déversées sur le marché mondial qui ne peut tout absorber. Les forces productives entrent alors en contradiction avec les rapports sociaux existants: c'est la crise de surabondance et de surproduction alors que plus de la moitié de la population crève de faim dans le monde. Il y a trop de capitaux, trop de marchandises c'est la crise. Comme le dit le Manifeste Communiste de 1848: "la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise; au contraire elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci qui alors leur fait obstacle; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise toute entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein".

Trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, les usines tournent au ralenti ou ferment. Il n'y a que le PCF pour crier que le capitalisme brade "notre" économie nationale. Ceci si-

## CHOMAGE ET CRISE CAPITALISTE.

La situation intérieure des métropoles impérialistes et des jeunes pays capitalistes montrent bien que le chômage augmente en fonction des récessions et diminue lors de reprises économiques, c'est-à-dire la possibilité ou non de trouver des débouchés sur le marché.

En France et selon les données officielles, le cap des 500 000 chômeurs est dépassé en octobre 74 pour atteindre avec la crise internationale de 1975 la barre de plus d'un million de sans travail en octobre.

Avec la petite reprise de 76, le chômage régresse: 810 000 environ en juillet pour connaître une nouvelle progression en 1977 avec 1 100 000-1 200 000 (1 350 000 en octobre). Dès le printemps 1979, deuxième choc pétrolier, on frôle le "mur" des 1 500 000 qui sera atteint en septembre 80. Un an plus tard, le plus fort bon annuel est atteint: 2 000 000 en octobre 81.

Aujourd'hui; on compte déjà 2 250 000 et Mauroy annonce 2 450 000 chômeurs pour la fin de l'année (à l'assemblée nationale du 11/4) tandis que le ministère de l'emploi en annonçait fin mars pour cette fin d'année 2 600 000.

L'Europe toute entière connaît cette grave maladie, la courbe du chômage y est aussi alarmante: dans les années 60,

## LES SOLUTIONS BOURGEOISES

Une des solutions bourgeoises (PCF, RPR) tend à faire croire qu'une politique d'investissement permettrait de relancer l'économie nationale et donc de "créer des emplois". S'il s'agit bel et bien de relancer l'économie pour les bourgeois et jouer des coudes pour se placer en tête sur le marché mondial, cette politique impérialiste ne résoud nullement la question du chômage. Les faits sont têtus et le prouvent. En période de crise et de récession, le capitalisme hésite à se lancer dans un programme d'investissement: il risque de casser ses dernières dents. D'après le président de la banque européenne d'investissement Y. Le Portz (3) le volume de formation du capital constant a reculé de 4,2% en 81 pour baisser de nouveau de 1,3 % en 82. Or, le gros des investissements ne peut se porter sur les petites et moyennes entreprises, mais sur les grosses, qui introduisent des machines plus perfectionnées, plus robotisées. Le "Monde Diplomatique" de juin 84 explique que ces investissements-là sont "indispensables pour l'avenir", c'est-à-dire pour l'impérialisme et sa bonne marche (plusieurs millions sont prévus pour les prochaines années).

gnifie pour l'ouvrier chômage et licenciement. Pour le capitalisme, il est nécessaire sous peine de mort de pallier à la baisse de la productivité par une augmentation de la rentabilité et de se lancer dans un programme d'investissement. Ceci, il le craint parce qu'avec l'exacerbation de la concurrence, il peut y perdre sa culotte et ne s'y résoud que contraint. Investir, cela signifie introduction de nouvelles machines plus modernes et plus rentables, soit aujourd'hui informatique et robotique. Cela signifie un second dégraissage dans les entreprises, de nouveaux licenciements pour les travailleurs, et augmentation des cadences pour les actifs.

Dans toute cette démonstration, le temps de travail n'entre pas en considération. Celui-ci pourrait être diminué à 7 H par jour, à 4 H par jour, voire même à une minute par jour, il y aurait toujours du chômage, car il y aura toujours des crises de surproduction de marchandises et de capitaux, toujours la course aux profits et à l'accumulation pour l'accumulation. Nous nions qu'il y ait un lien automatique et mécanique entre temps de travail et chômage; cela ne signifie pas qu'à court terme et dans des conditions données une baisse du temps de travail ne puisse provoquer une embauche locale, mais comme solution générale et comme panacée universelle, c'est une illusion. D'ailleurs, cette embauche locale n'est que provisoire et transitoire, car l'entreprise qui s'y résoud dans le but d'augmenter la production se trouvera à moyen ou long terme de nouveau confrontée à la concurrence que se livrent les rapaces impérialistes et devra dégraisser si elle veut survivre. Pour le capitalisme, la diminution du temps de travail est un palliatif pour réduire le chômage, pour le prolétariat, c'est un mythe, une tromperie et une supercherie afin de le désarmer politiquement.

L'Europe comprend 2 000 000 de chômeurs, en 78, elle passe à 6 000 000, en 81, à 10 000 000, et en 84 à 12 500 000. Le taux de 6 % le plus élevé est atteint par l'Irlande en 74, par la Belgique en 76 et l'Italie en 77, suit le Danemark et la Grande-Bretagne en 78, la France en 79, enfin les Pays-Bas et la RFA en 81. Ces 2 derniers ont été touchés entre 79 et 82 avec respectivement 122 % et 131 % d'augmentations du nombre des chômeurs (1).

Lorsque le capitalisme s'intéresse au chômage, ce n'est pas pour défendre la personne du chômeur et sa famille, mais au moins pour 2 raisons: il coûte cher et de plus, il représente une véritable bombe sociale en plein centre impérialiste risquant d'exploser à tout moment. La bourgeoisie chiffre le chômage à 350 milliards de dollars par an, soit plus de la moitié du volume total de la dette des pays sous-développés (2). Tant que le chômage ne dépasse pas certaine limite financièrement, la bourgeoisie accepte de payer car c'est plus rentable, au-delà, il pèse et devient un véritable handicap dans la concurrence économique, elle apporte ses propres solutions, chasse aux "faux" chômeurs, aide financière aux entreprises et aux patrons pour investir ou embauche...

Comme l'expliquait "Libération" du 23/11/81, les "investissements sont destinés à "rationaliser" l'outil de production dans l'industrie comme dans les services-banques, assurances... Dans la sidérurgie l'installation de la "coulée continue" a supprimé des milliers d'emplois. Dans la téléphonie, les centraux dits temporels-électroniques nécessitent pour leur fabrication 4 fois moins de main-d'oeuvre. Pour les fibres optiques, par rapport au fil de cuivre, le rapport est de un à dix. Il fallait 12 heures pour fabriquer un poste couleur en 1970, il n'en faut aujourd'hui que 2. Du centre de gestion informatisé de la BNP à l'usine Renault de Douai où les fameux robots fabriquent la R9 en passant par les nouveaux laminoirs de Sacilor ou d'Usinor il y a un seul et même lien: les investissements réalisés ont supprimés des emplois et parfois par milliers". L'introduction de nouvelles machines plus perfectionnées augmente la productivité des entreprises, selon les sources de l'OCDE un salarié produit par an à Toyota 54 véhicules, à Nissan 41, à Mazda 40,3, à Chrysler 16,5, à GM 13, à la Fiat 11, à Renault 7,4, et à PSA 6,8 voitures. Ces chiffres permettent de tirer plusieurs

conclusions.

Premièrement, l'augmentation de la productivité exacerbe la concurrence et la guerre économique que se livrent les entreprises et les Etats. Des entreprises moins rentables sont coulées, c'est une politique bien connue des gouvernements d'apporter des aides financières à certaines entreprises pour en couler et fermer d'autres afin d'augmenter la compétitivité de son propre pays sur le marché international. D'où des licenciements et l'accroissement du chômage. Rentabiliser, investir c'est mettre au moins en difficulté des entreprises des pays voisins et de son propre pays, c'est préparer des licenciements.

Deuxièmement, exacerber la

## LES NATIONALISATIONS.

Les nationalisations sont une autre panacée des solutions bourgeoises (PCF, PS). Là encore, pas d'illusion à se faire, les entreprises nationalisées ne créent pas d'emplois titrent "Libération" du 2/11/81 et crient les experts. Qu'en est-il des promesses de Delors qui fixait devant l'Assemblée l'objectif de créer 102 000 emplois publics en moins de 15 mois (4) et de celle de Mauroy dans son interview au "Point" de juin 81 de "créer 210 000 emplois publics dans les 18 mois"? En fait, au lieu de "créer des emplois" c'est par dizaines de milliers que l'on licencie sous les gouvernements de gauche et de droite.

Les grandes entreprises augmentent leur productivité par le biais des investissements et l'introduction de machines plus perfectionnées qui remplacent le travail humain, les petites entreprises ne peuvent se payer ce luxe, elles se rentabilisent par le biais de l'augmentation d'utilisation du capital constant, ne touchant que peu à l'amélioration de ses machines, mais introduisant de nouvelles équipes, le travail en continu, de nuit et de week-ends. Le "Figaro" du 7-8/4/84 le dit ouvertement: "les emplois se créent de plus en plus dans les petites et moyennes entreprises plutôt que dans les grandes. Aux Etats-Unis, selon

## LA RETRAITE A 60 ANS

Une autre panacée serait la retraite à 60 ans et les pré-retraites. Une étude du BIT citée par le "Figaro" du 23/11/83 est claire: "si l'âge de la retraite est ramené par exemple de 60 à 65 ans, les dépenses des pensions vieillesse pourraient augmenter de 50 %. De plus, rien ne garantit qu'une telle mesure permettrait de créer des emplois pour les jeunes". Le "Figaro" explique: "en 1950, certains pays industrialisés comptaient 4 à 5 cotisants pour un bénéficiaire, il n'y aura plus que 3 cotisants pour un retraité à la fin du siècle. Et ce sera pire encore 20 ans plus tard. Les statistiques internationales démontrent aisément que le problème sera alors très difficilement surmontable.

"Au Japon, le nombre des habitants non actifs de 55 ans et plus pourraient s'élever de 5 millions en 1950 à plus de 23 millions en l'an 2000. En Europe, il passera de 49 à 133 millions. Une tendance identique sera notée en Amérique du Nord et en URSS, faisant grimper la statistique de 15 à 55 millions environ.

## DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL.

La dernière panacée trouvée revenant à la mode aujourd'hui tant en RFA qu'en France est la diminution du temps de travail. C'est probablement la dernière carte à jouer pour la gauche afin de conserver une confiance et un impact auprès des ouvriers.

Le ministre belge du travail expliquait fin mai sur Antenne 2 que l'abaissement du temps de travail dans le but d'apporter des loisirs est une chose, autre chose est de diminuer le temps de travail dans le but de l'entreprise et de sa rentabilité. "Le Monde" du 31/5/79 expli-

## QUE CHERCHE LA BOURGEOISIE LORSQU'ELLE ABASSE LE TEMPS DE TRAVAIL?

Les entreprises n'ayant pas la possibilité financière d'augmenter leur productivité par l'accumulation, c'est-à-dire par l'achat de machines plus modernes et plus rentables tout en licenciant du personnel doivent le faire en augmentant l'utilisation de leur machine. Elles n'investissent pas, ne touchent donc pas à leur capital constant. Les mêmes machines tournent plus. En conservant intact le capital constant circulant fixe (machines-outils) et en augmentant donc le capital constant circulant (matières premières et secondaires) ainsi que les frais de personnel, soit le capital variable, le capitaliste augmente en même temps son taux de profit moyen puisque celui-ci n'est que le rapport du profit total sur l'ensemble du capital avancé, et la vitesse de rotation de l'ensemble du capital, puisque celui-ci est le rapport du coût de production total annuel

concurrence économique entre les Etats pour le partage et le repartage du monde, la lutte pour les débouchés de marchandises et des capitaux, donc exacerber la lutte pour le contrôle et la reconquête de zones d'influence, c'est donc exacerber les risques de guerres impérialistes et de conflits militaires. Investir est une politique impérialiste.

Troisièmement, le perfectionnement de la technique démontre que la journée de travail peut être diminuée radicalement au moins à 4 heures par jour à condition que l'on se dirige vers une politique de satisfaction des besoins de toute l'espèce humaine et que l'on rompe avec les limites et le profit d'entreprise, le salariat et la valeur d'échange, l'argent bref que l'on en finisse avec le capitalisme.

le professeur au Claremont Institute, les 15 millions d'emplois créés entre 1973 et 1982 (pendant que l'Europe en perdait 3 millions) l'ont été essentiellement dans des entreprises petites et moyennes des secteurs traditionnels (10 % seulement des secteurs de pointe à niveau technologique élevé). En France, selon l'INSEE, les effectifs dans les secteurs marchands ont augmenté de 462 000 entre le 31 mars 1975 et le 31 mars 1980. Ensuite ils ont diminué de 155 000 jusqu'au 31 mars 1983 et la chute s'est accélérée depuis (158 500 perdus au total en 1983). Or pendant toute cette période, la taille des entreprises créant des emplois n'a cessé de diminuer. En 1975, c'était surtout les entreprises de moins de 200 salariés qui fournissaient les nouveaux postes de travail. Depuis 1982, ce sont celles de moins de 20 salariés". Les politiciens de droite et de gauche n'ignorent pas ces faits et le gouvernement doit jouer la carte des PME, il faudra alléger leurs charges sociales et aider à restaurer leur situation financière. Et le "Figaro" de continuer: "les projets qui ont reçu, de juillet 1982 à décembre 1983, des primes d'aménagement du territoire pour créer (en 3 ans) 4 710 emplois en Lorraine portent sur des petites et moyennes entreprises".

## ET LA PRE-RETRAITE.

"Dans le même temps, les dépenses de caisse des retraites sont montées en flèche. Entre 1970 et 1977, elles ont ainsi progressé de 428 % en France. Voici 11 ans, l'Etat versait chaque année 33 milliards 846 millions de francs - c'était l'indice 100. En 1960, le règlement ne dépassait pas 7 milliards 800 millions, le niveau d'indice était de 23. En 1977, les paiements furent de l'ordre de 144 milliards 651 millions (...)

"Dans les autres pays, la tendance est similaire bien que les taux soient inférieurs. Au Danemark, on enregistre une montée de 328 % contre 283 aux USA, 259 au Royaume-Uni, 238 en Allemagne. Le coût des pensions continue partout à grimper. Apparemment, c'est en France que l'on approche des plus hauts sommets".

L'étude du BIT conclut: cette formule est négative sur 2 plans, celui de l'augmentation des dépenses et sur la possibilité d'abaisser ainsi le chômage. En clair coûteux et sans effet sur l'emploi. C'est pourquoi en France le gouvernement PC-PS l'a abandonné.

La même chose: "deux formes de réductions d'horaires sont observées: d'abord celles qui sont imposées par la crise économique (il s'agit alors d'une sorte de chômage partiel), ensuite celles qui sont arrachées par les syndicats (par les travailleurs diront nous NDR), en vue d'améliorer le genre de vie et les conditions de travail". Tout cela est exact, car selon que l'on recherche à satisfaire la santé des travailleurs ou celle de l'entreprise, on aménage la diminution d'une manière différente, d'ailleurs au détriment ou bien des travailleurs ou de la compétitivité de l'entreprise.

Prenons un exemple: imaginons un capitaliste investissant 200 millions de capital constant fixe (entreprise et machines outils) et avançant 15 millions de capital constant circulant (matières premières) et 5 millions de salaire (capital variable), soit un total de capital avancé de 220 millions. Il prévoit que ses machines lui coûtent 35 millions par an, elles seront donc usées complètement et bonnes à remplacer dans une période d'environ 6 ans (200/35). Les 35 millions correspondent à la valeur annuelle de l'usure des machines, ils sont donc à inclure dans la valeur transmise au total

des marchandises produites annuellement. Il engage 45 millions de matières premières et paie 40 millions en un an de salaires. Cette somme de 120 millions (35,45,40) représentent la somme totale de la valeur transmise au total des marchandises produites annuellement. Son profit est de 30 millions en un an. On peut donc calculer son taux de profit annuel; il est égal à 30/220 soit 0,14 et la vitesse de rotation de l'ensemble de ces capitaux: 120/220 soit 0,55.

Il décide de doubler son profit, de le placer à 60 millions par an en doublant son personnel et les frais de matières premières. En capital constant fixe, il n'investit pas mais l'usure double également, elle passe donc à 70 (35x2) millions par an, ses frais de personnel à 80 (40x2) millions et ses frais de matières premières à 90 (45x2) millions. La valeur transmise ou coût de production monte à 240 millions. Son taux de profit devient égal à 60/220 soit à 0,27 et la vitesse de rotation de l'ensemble de son capital à 24/220 soit à 1,09.

L'entreprise capitaliste augmente la vitesse de rotation de l'ensemble de son capital soit en augmentant le temps de travail par ouvrier, soit en introduisant le travail de nuit et de week-end, soit en introduisant également une nouvelle équipe de travail. Elle peut également diminuer la part revenant aux salariés. Ce sont de telles mesures que prennent les petites et moyennes entreprises qui ne peuvent se lancer dans un vaste programme d'investissement. Introduire une nouvelle équipe, le travail de nuit signifie pour l'entreprise une embauche de personnel, une "création d'emplois". Elle a pour but l'augmentation de la productivité.

Si on reprend notre exemple où le patron veut augmenter sa production de 20 % en introduisant une 4<sup>e</sup> équipe de travail travaillant désormais 6 jours par semaine de 6 heures par jour, soit 144 heures d'utilisation d'une machine par semaine au lieu de 120 heures autrefois réparties en 3 équipes de 40 heures par semaine (5jx8h). En plus du travail de nuit existant, il introduit en plus le travail du samedi. Il y a donc 20 % d'heures de travail supplémentaire (144x100/120). Il paie désormais 4 équipes au lieu de 3, ses frais de personnel sont augmentés de 33 %, en admettant que les 36 heures sont payés 40 heures, soit 13 % de plus que l'augmentation d'utilisation des machines. S'il avait augmenté sa masse salariale de 20 % soit égale à celle de la durée d'utilisation des machines et de la productivité, il aurait fait un profit annuel de 30 millions augmentés de 20 % soit 36 millions. Il paie en plus 13 % de compensation salariale, soit 13 % que multiplie 40 millions, cela lui fait 5,3 millions de

perte. Il fait quand même un profit supplémentaire de 0,7 million soit un profit annuel de 30,7 millions. Son taux de profit a augmenté, la vitesse de rotation du capital également.

Pour augmenter plus son profit annuel, il peut jouer sur plusieurs plans: ne pas compenser en totalité le salaire de l'ouvrier ou augmenter ses prix de vente dans la limite de la compétitivité, mais il crée l'inflation, ou il recourt aux heures supplémentaires.

Les petites entreprises sont donc "créatrices d'emplois", elles diminuent le temps de travail dans le but unique d'augmenter leurs productivités: "Cit-Alcatel profite des 35 heures pour accroître la durée d'utilisation des machines; l'extension du travail d'équipe, les horaires modulés permettront progressivement un fonctionnement des 7 établissements pendant 24 heures par jour. A la SNPE, en échange des 35 heures, 600 salariés acceptent de travailler en continu, samedi et dimanche compris. Chez Lustucru, l'introduction du travail le samedi a permis un accroissement de la productivité de 20 %. A St-Brieuc, Stalaven, spécialisé dans la charcuterie, a évité de gros investissements en mettant en place 2 équipes, travaillant chacune 35 heures", écrit le "Nouvel Observateur" du 25/5/84. A BSN-Emballage où la durée hebdomadaire moyenne du travail a été réduite à 33H30 avec introduction d'une 5<sup>e</sup> équipe, "il a fallu identifier 7 % de gains de productivité, en moyenne pour financer la réduction d'horaire et la 5<sup>e</sup> équipe" écrit le "Figaro" du 22/1/82. "Il y aura moins de nuits, de dimanche et de jours fériés travaillés par les postés, les primes de nuisances correspondantes seront diminuées dans la même proportion. En moyenne, la différence est de l'ordre de 1,6 % de la rémunération totale" (idem). "Libération" du 24-25/4/84 annonce qu'à SAB-Amiens, "les 35 heures seront effectives au plus tard le 1/10/83, et les 51 salariés travaillant actuellement en 2 équipes bénéficieront à cette date des 33 heures grâce à la création d'une 3<sup>e</sup> équipe. Cette mesure permettra l'embauche de 28 personnes (... ) les salariés et leur syndicat CGT (... ) consentent en contrepartie une perte de leur pouvoir d'achat de 5 % (... ) Les travailleurs veilleront à ce que le taux d'absentéisme (... ) ne dépasse pas la moyenne de 1981, sinon la limitation à 5 % de la baisse du pouvoir d'achat ne pourrait plus être garantie. Enfin, l'entreprise prévoit un réaménagement de l'organisation du travail, en prolongeant l'utilisation des équipements, dont la durée de fonctionnement passera de 78 heures hebdomadaires à 99 heures".

Pour augmenter la durée d'utilisation des machines, la bourgeoisie doit liquider la notion de durée hebdomadaire pour introduire celle de durée hebdomadaire moyenne et de durée annuelle du travail. Le salarié travaillera une semaine par exemple 45 heures, la suivante 20 heures, selon les nécessités de l'entreprise. Il pourra ainsi avoir un après-midi ou des journées de libres, partir plus souvent en vacances ou prolonger un week-end, les mères de famille auront le temps de déposer leurs enfants à l'école ou pourront les garder le mercredi. Mais les horaires modulés, le travail à la carte n'est admis que du point de vue de l'entreprise, de leurs conciliations avec

#### LA BAISSÉ DU TEMPS DE TRAVAIL N'EVITE PAS

#### LES LICENCIEMENTS DANS LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ.

En fait, la bourgeoisie licencie une partie de chaque force de travail qu'elle emploie, elle met au chômage partiel chaque travailleur. Elle répartit non pas le temps de travail mais les licenciements.

Le maintien de tous les salariés en maintenant intégralement le salaire et en diminuant radicalement le temps de travail engendrerait pour l'entreprise s'y employant une perte de son taux de profit et de rotation du capital. Cela n'augmenterait en rien productivité et temps d'utilisation des machines. Pour augmenter sa productivité (sans toutefois pouvoir augmenter le temps d'utilisation de ses machines car elle crève de surproduction), elle doit diminuer sa masse salariale, qu'elle le fasse en liquidant une partie de ses effectifs ou bien en diminuant temps de travail et salaire pour tous ne changeant rien pour elle. Imaginons une entreprise de 10 salariés où il y aurait par mois 320 heures de travail de trop. Elle licencie donc 2 salariés (40h/semaine et 320 heures pour deux). Ou bien elle diminue de 2/10 le salaire et le temps de travail de ses 10 salariés. Au lieu de travailler 40 heures par semaine, ils en feront 32 heures et gagneront 1/5 en moins. C'est un déguisement de chômage - comme cela existe dans plusieurs pays déjà - que nous proposons en cœur le réformisme et l'ex-trême-gauche. Il est vrai que l'Etat n'aura plus à indemniser les licenciés. Ces gens-là défendent plus les finances de l'Etat que celles des travailleurs.

Pour conclure, nous avons vu que les "créations d'emplois" ont lieu dans les PME afin d'augmenter le taux de profit alors que les grandes entreprises investissent et licencient par milliers. Ces dernières, en France, en 1970, représentaient

les intérêts de celle-ci. "Tout abus sera puni". Le "Figaro" du 23/7/81 le dit explicitement: "en considérant la durée annuelle du travail, nous nous éloignons du monde des salariés pour approcher celui des gestionnaires. Ces chiffres reflètent le travail des hommes, mais ils donnent en outre un aperçu de celui des machines. Et si l'on veut réduire le travail des premiers, il convient de maintenir, sinon d'accroître, l'utilisation des seconds, afin de ne pas altérer la compétitivité des entreprises". Par exemple, dans l'industrie automobile, les horaires d'utilisation des machines sont de 3 800 H par an en France, contre 4 500 au Japon et 6 150 aux USA. Le travail à la carte permet d'augmenter leurs utilisations.

0,5 % du nombre total des entreprises de plus de 5 salariés. Elles employaient par contre 38,6 % des effectifs totaux. Cela signifie que les petites entreprises sont bien peu "créatrices d'emplois" par rapport aux grandes, que le capitalisme n'est pas créateur de poste de travail, mais un affameur et un producteur de chômeurs. Les "créations d'emplois" de gauche ou de droite ne sont que des fiascos, de la poudre aux yeux destinées à tromper les travailleurs. Mauroy promettait hier qu'"à la fin de 1982, il n'y aura plus un seul chômeur de 16 à 18 ans" (le "Matin" du 24/11/81) et que "la courbe du chômage s'inversera en 1982" (le "Matin" du 12/10/81), mais la réalité est tenace, le chômage ne cesse d'augmenter, il a pris des proportions énormes sous la gauche, c'est le cours même du capitalisme qui l'impose, les mesures d'urgence des politiques de droite et de gauche n'y empêcheront rien.

Le prolétariat ne viendra à bout du chômage que par la destruction radicale du capitalisme et de toutes ses lois. Par là même, il libérera la société toute entière. Et il doit se préparer dès aujourd'hui à sa tâche historique: la révolution communiste. La lutte quotidienne contre tous les maux du capitalisme est non seulement une exigence politique pour soulager la classe ouvrière des effets de l'exploitation capitaliste, mais une préparation, un entraînement, une "école de guerre" du communisme.

- 1) "Le Monde Diplomatique" du mois de juin 1984.
- 2) "Croissance, investissements et emploi en Europe", de Michel Albert.
- 3) "Investir dans l'avenir de l'Europe".
- 4) "Le Matin" du 29/10/81.

# Nouvelles attaques contre les chômeurs

Cela fait 3 ans que la "gauche" est arrivée au pouvoir en pleine crise économique mondiale. Quel bilan peut-on faire des mesures qui ont été prises par les "camarades" qui voulaient améliorer le sort de la classe ouvrière? Augmentation du chômage et baisse du pouvoir d'achat: voilà le bilan. Tout le reste n'est que mensonge. Comment cela est-il possible? Derrière les "généreux" programmes électoraux cachait-ils de mauvaises intentions? une volonté délibérée de nuire aux travailleurs? Oui, bien sûr. En réalité, quelles que soient leurs justifications, l'important, c'est qu'en fait, tout comme la droite, ils défendent bel et bien le système capitaliste. Il y a beau temps que ces "communistes-là" et ces "socialistes-là" ne militent plus, même en paroles, pour la destruction du capitalisme. Et comme on ne peut défendre celui-ci sans frapper les ouvriers, ils frappent les ouvriers, non sans faire passer les mesures prises (restructurations, licenciements, etc.) pour des nécessités, douloureuses certes, mais prometteuses d'un avenir meilleur: la droite disait déjà la même chose!

Pour ralentir l'augmentation du chômage en 1982 et 1983, la gauche a préconisé la mise à la retraite anticipée pour les travailleurs les plus âgés et la mise en stages de formation pour les plus jeunes. La méthode utilisée semblait efficace puisque nombre des demandes d'emploi non satisfaites s'est stabilisé, officiellement, autour de 2 millions pendant 2 ans.

Mais pour arriver à ce résultat il ne faut pas oublier que Mauroy et sa bande, par le décret du 24 novembre 1982, avaient volé au secours du patronat en réduisant et l'indemnité des chômeurs et le nombre des chômeurs indemnisés (voir "Le Prolétaire" n° 368). Le bilan est éloquent: 10 milliards de francs ont été économisés sur le dos des chômeurs; 230 000 chômeurs n'ont plus été indemnisés. C'est que pour sauver les intérêts capitalistes, il faut bien déclarer la guerre à la classe ouvrière!

#### LA MONTEE DU CHOMAGE.

Cependant, la préretraite était coûteuse et n'entraînait pas la création d'emplois d'un nombre équivalent. D'autre part, les jeunes sortant de stages de formation trouvaient-ils un emploi? Non, puis-

que les entreprises (et l'Etat-patron lui-même) ne créent pas d'emploi en l'absence d'un espoir de reprise des affaires, et même si le licenciement. Les jeunes sortent donc des stages pour devenir chômeurs, comme au temps où ces messieurs critiquaient les stages Barre. C'est là une des principales explications à l'accroissement massif du nombre de chômeurs depuis le début de l'année: le chômage des jeunes de moins de 25 ans a augmenté de 10 % au cours des 3 derniers mois; il y a 50 000 chômeurs de plus par mois depuis 4 mois. Si ce taux d'accroissement du chômage devait se poursuivre, cela voudrait dire que celui-ci aurait augmenté autant en un demi septennat de Mitterrand que sous l'ensemble d'un septennat de Giscard. Triste bilan pour cette gauche qui prétendait faire reculer... quoi donc? Mais le chômage, voyons!

Ce bilan va d'ailleurs encore s'aggraver puisque Mauroy annonce 2450000 chômeurs pour la fin de l'année ("Le Monde" du 13/4/84) et Ralite 2 600 000 ("Le Monde" du 24/3/84).

#### LE NOUVEAU SYSTEME.

La montée du chômage et les difficultés financières croissantes ont eu raison de l'UNEDIC. Le 8 février 84, tous les partenaires sociaux: patronat, gouvernement, directions syndicales (y compris CGT et CFDT) ont signé un relevé des conclusions sur le système de solidarité. Le 29 février 1984, ils ont signé la convention sur le nouveau régime d'assurance-chômage: ne s'entendent-ils pas comme larrons en foire? Le système appliqué depuis le 1/4/84 distingue deux régimes:

- assurance-chômage, financé par les cotisations, réservé aux chômeurs ayant effectivement cotisé.

- solidarité, financé par des crédits d'Etat, réservé aux chômeurs de longue durée et aux personnes à la recherche d'un premier emploi (femmes, jeunes).

Que dire de ce nouveau système? Tout simplement que le patronat a gagné: c'est lui qui voulait ce système créant deux catégories de chômeurs.

Oui, camarades, le gouvernement de "gauche", socialistes et communistes confondus, et toutes les directions syndicales ont signé avec le patronat cet accord

qui, globalement, diminue les droits et les prestations des chômeurs, surtout des plus défavorisés, en même temps qu'il augmente la cotisation que paie le salarié: elle passe de 1,72 % à 1,92 % du salaire.

Ainsi, si les durées maximales d'indemnisation demeurent inchangées, les durées initiales, c'est-à-dire celles pendant lesquelles le droit à l'indemnisation est garanti, diminuent. Par ailleurs le niveau moyen des indemnités baisse puisque, au 1/4/84, l'indemnisation minimale journalière passe de 100 à 95 FF, tandis que le maximum qui était de 80 % du salaire brut antérieur est ramené à 75 %. Cette dernière mesure touchera surtout les smicards licenciés qui sont, de beaucoup, les plus nombreux. Enfin les indemnités versées diminuent suivant l'âge du chômeur et la durée de la prise en charge.

A côté des smicards, 2 autres catégories sont également victimes du nouveau régime: les travailleurs à statut précaire et les chômeurs de 50 à 55 ans.

Les premiers travaillent par contrat à durée déterminée ou missions d'intérim. S'ils n'ont travaillé que 3 mois au cours des 12 derniers mois, ils toucheront une indemnité journalière réduite pendant 3 mois et ne pourront en bénéficier à nouveau avant 2 ans. Et ceci, notons-le, alors que la précarité de l'emploi augmente et augmentera encore puisque le patronat réclame une plus grande "flexibilité de la main d'oeuvre". La part des demandeurs d'emploi à la fin d'un contrat de travail à durée limitée atteignait près de 40% en janvier 84.

Les chômeurs âgés de 50 à 55 ans sont les seuls pour lesquels les durées maximales d'indemnisation ont été réduites tandis que les durées initiales ainsi que les prolongations ont été diminuées. Or ces chômeurs restent longtemps privés d'emploi et sont donc lourdement pénalisés. Ainsi, d'après "Le Monde" du 28/2/84, pour un chômeur dont le salaire de référence s'élève à 5 000 FF, la perte peut atteindre jusqu'à 9 mois de salaire brut.

Bref, pour les bas salaires, c'est moins sur toute la ligne. En revanche c'est mieux pour les cadres qui se voient garantir un seuil minimum d'indemnisation: ceux qui touchent 6 750 FF d'indemnités de chômage et plus se voient garantir automa-

tiquement 60 % du salaire antérieur sans plafond, ce qui fait que certains pourront toucher 20 ou 30 000 FF par mois ou plus.

Quant au régime de solidarité il remplace l'ancienne allocation forfaitaire versée aux jeunes et aux femmes à la recherche d'un premier emploi par une allocation dite d'insertion qui prévoit 40 F par jour pour les jeunes et 80 FF pour les femmes seules. Une autre allocation dite de solidarité pour les chômeurs de longue durée, d'un montant de 40 FF par jour remplace l'ancienne aide de secours exceptionnel versée aux chômeurs en fin de droits. Allocation d'insertion et allocation de solidarité s'élèvent donc à 1 200 FF par mois, soit 30 % du SMIC et 52 % du minimum vieillesse: on voit de quelle générosité sont capables nos nationaux-socialistes et nos nationaux-communistes: il y a juste de quoi ne pas crever de faim!

Et encore! Cela, ils ne le donnent qu'au compte-gouttes: la plupart de ceux qui espéraient bénéficier du régime de solidarité n'y ont pas droit. En effet, l'allocation d'insertion n'est versée qu'aux jeunes de 16 à 25 ans que s'ils se sont inscrits pour la première fois à l'ANPE après le 1/5/84. Les jeunes inscrits avant cette date n'y ont donc pas droit. Quant aux femmes seules, elles doivent justifier de 5 ans d'attente pour bénéficier de cette même allocation. D'autre part, les femmes seules depuis plus de 5 ans n'ayant pas d'enfant à charge sont écartées du régime de solidarité, de même que les chômeurs de longue durée qui ne justifient pas de 5 ans d'activité avant l'interruption du contrat de travail. Appeler ça de la solidarité, il faut avoir du culot, quand même! Au bout du compte, les "fins de droits", dont le nombre a augmenté de 62 % en 2 ans ("Le Monde" du 28/4/84), de nombreuses femmes seules et les jeunes à la recherche d'un emploi vont devoir continuer à s'adresser aux bureaux d'aide sociale afin de survivre.

#### LA GAUCHE DIVISE LES TRAVAILLEURS.

Les promesses, la droite comme la gauche ne les tiennent pas. Il s'agit maintenant de refaire une santé au capitalisme: il faut réussir la "troisième révolu-

(Suite en page 4)

# Nouvelles attaques ...

(Suite de la page 3).

tion industrielle", il faut réaliser "les mutations technologiques". Il faut donc restructurer et licencier. Pour que vive le capitalisme, même de "gauche", il faut que créent des travailleurs. Par peur de leurs réactions, et pour faire des économies, la gauche les divise en 3 paquets, plus ou bien traités selon les cas:

-ceux qui bénéficient de l'assurance-chômage.

-ceux qui bénéficient du système de solidarité.

-ceux qui bénéficient du "congé de reconversion" dans les "périmètres de renaissance" (!), les "pôles de conversion": sidérurgie, charbonnages, chantiers navals.

Et tout ça, ce serait pour sortir du tunnel! Mon œil! En effet la restructuration du tissu industriel français est une réponse à la crise. Mais elle accélère aussi la crise puisqu'il faut casser des usines, et licencier massivement, et même, elle prépare des crises plus importantes encore.

## FACE AU CHOMAGE, QUELQUES AXES CONCRETS DE LUTTE.

Il ne s'agit pas pour nous de donner ici des recettes ou de lancer quelques expédients tactiques mais d'indiquer quelques terrains d'intervention pour la défense des conditions d'existence des prolétaires chômeurs.

Tout d'abord nous devons lutter contre les visions paternalistes et d'assistance véhiculées par les appareils syndicaux qui font des chômeurs des prolétaires de second rang, incapables de s'organiser et attendant leur espoir de l'organisation des ouvriers actifs. Elles ne font en réalité que renforcer la division actif-non-actif et entretenir l'isolement et la déprime. Les appareils syndicaux qui soutiennent la politique de l'emploi du gouvernement n'ont évidemment aucun intérêts à organiser pour la lutte cette masse formidable de millions de chômeurs, car leur lutte prendrait nécessairement comme cible l'Etat géré par la gauche.

L'organisation des chômeurs est une nécessité vitale pour les prolétaires pour se défendre de la pression exercée sur eux par le capital, mais aussi pour ne pas laisser l'Etat en paix sur un seul front de lutte. La lutte des chômeurs ne doit évidemment pas rester isolée et devenir une lutte catégorielle cloisonnée, il faut tendre - c'est un objectif et non un préalable à l'organisation des chômeurs - à faire converger cette lutte avec celles des actifs.

Sur leurs lieux de travail les prolétaires subissent des attaques collectives et leur riposte est naturellement collective. Pour les chômeurs les attaques sont individuelles et leur isolement les rend impuissants face à la machine à broyer de l'Etat, de ses institutions, de ses propriétaires, etc. Le premier acte doit donc être de briser cet isolement et de forger des liens solides entre les chômeurs. Il est donc nécessaire

que naissent des organisations de défense stables sur la base de principes de lutte classistes, donc qui ne jouent pas le rôle de service social mais qui s'efforcent d'impulser une résistance collective.

Pour atteindre un tel but il n'y a pas non plus de recettes miracles, cela exige un long travail de propagande et d'agitation dans les ANPE, aux ASSÉDIC, mais aussi de se doter de moyens matériels telle qu'une salle qui puisse servir aux permanences, où se retrouvent les chômeurs, mais aussi les actifs, etc. Différentes expériences d'organisation de chômeurs existent et doivent servir d'exemple pour faire avancer la lutte (1).

L'objectif à s'assigner n'est évidemment pas de créer ces liens pour constituer un phalanstère ou un foyer où chacun se retrouve pour se pleurer dans le gilet ou se sentir "mieux vivre", mais il est de lutter concrètement contre les saisies, les expulsions, les radiations des listes des ANPE, etc., la liste est longue.

C'est à travers d'une mobilisation autour de cas concrets (saisie par un huissier du mobilier, coupure de gaz ou d'électricité, etc.) que se fera l'apprentissage de la lutte et se forgera donc un véritable rapport de force. La lutte directe est le seul moyen par lequel les chômeurs peuvent prendre confiance en eux-mêmes et réaliser que leur union et leur organisation est la seule et unique condition pour défendre leurs moyens d'existence.

Comme pour les prolétaires actifs nous prônons pour les chômeurs l'organisation indépendante des appareils syndicaux et de leur politique d'appui aux mesures gouvernementales contre les sans-travail. Mais cela ne signifie pas que nous soyons contre l'intervention dans les syndi-

cats, bien au contraire, car les deux formes d'intervention - liées à des situations locales particulières - doivent se compléter et se nourrir mutuellement. Il existe des sections syndicales où les chômeurs combattifs mènent une activité de défense réelle. Leur action est continuellement entravée par les bonzes syndicaux qui y voient un élément de perturbation de l'ordre syndical et d'attaque à leur propre forteresse. De telles initiatives doivent être encouragées car les appareils syndicaux au service de l'Etat et de la paix sociale doivent être ébranlés par tous les bouts à la fois. Le travail dans les organisations syndicales - lorsqu'il est possible - est aussi positif dans le sens où il se situe dans une sphère pouvant, sous certaines conditions, faciliter l'union des prolétaires actifs et non-actifs.

Encore un dernier mot sur l'organisation indépendante des chômeurs. Il est clair que l'émergence de groupes catégoriels (métallus, chômeurs, jeunes, etc.) n'est pas un objectif théorisé et figé. Ce sont des conditions matérielles identiques qui font se rassembler et s'organiser les prolétaires par catégorie. Mais à terme la lutte de classes devra faire converger ces luttes et organismes partiels pour opposer un seul front uni du prolétariat face au capital. Au-delà de la lutte réelle que nous entendons mener aujourd'hui pour la défense de ces catégories, c'est l'union grandissante de tous les travailleurs qui est notre objectif.

1) Ainsi nous avons participé à la constitution du groupe "Chômeurs en colère" à Strasbourg, groupe qui n'existe plus à l'heure actuelle, qui a publié un bulletin encore disponible (en écrivant à notre adresse à Strasbourg).

# Les 35 h. et le «partage du travail»

La progression ininterrompue du chômage et les flambées de lutte qui éclatent ici et là contre les licenciements, avec les risques de voir les bureaucraties syndicales débordées par les ouvriers comme à Talbot, inquiètent évidemment les "partenaires sociaux". Le gouvernement qui multiplie les séminaires et les réunions pour tenter de répondre à la montée du chômage, vient donc de reprendre à son compte la revendication des 35 H: "les 35 H doivent être la revendication majeure pour permettre que la nouvelle société industrielle ne soit pas celle du chômage" affirme Mauroy. CGT, CFDT et FO font chorus alors que le CNPF résolution hostile parle de "tarte à la crème électorale et syndicale" et de "non-sens économique".

## TRAVAILLER MOINS POUR TRAVAILLER TOUS ?

Quelle est la véritable portée du slogan du partage du travail passé des rangs de l'"extrême-gauche" (LCR en tête) à la CFDT puis au gouvernement? Redonnons la parole à Mauroy: "la revendication des 35 H traverse toute l'Europe et les réponses qui seront adoptées devront nécessairement être les mêmes dans toute l'Europe (...). Nous devons privilégier la solidarité et donc le partage du travail". L'ex-extrême-gauche applaudit, mais Mauroy n'a pas fini: "on ne peut à la fois réclamer des emplois pour le plus grand nombre de travailleurs et une augmentation de pouvoir d'achat pour ceux qui bénéficient d'un travail". Il précise que pour les réductions d'horaires, il y a "2 conditions économiques nécessaires: le maintien des coûts salariaux et l'utilisation plus efficace des équipements".

Donc la réduction du temps de travail à condition que cela ne coûte rien au patron (maintien des coûts salariaux) et qu'il y gagne (utilisation plus efficace des équipements). Le même jour au congrès des métallos CFDT, le secrétaire de la fédération Georges Granger disait qu'il combattait "la position confédérale officielle sur la réduction du temps de travail" parce qu'elle parle encore de compensation salariale aux diminutions d'heure de travail. "On ne peut condamner ceux qui acceptent un sacrifice salarial pour limiter les licenciements" explique Granger aux journalistes: il faut comprendre qu'il condamne ceux qui n'acceptent pas un sacrifice salarial. Cette prise de position contraint les délégués de Lorraine à quitter le congrès. Il faut dire que les bonzes de la fédération n'ont pas l'habitude de s'embarasser de ce que pense la base. L'exemple de l'accord sur la réduction du temps de travail et la généralisation de la 5<sup>e</sup> équipe dans la sidérurgie, signé l'an dernier par la fédération malgré les protestations de toutes les sections et l'opposition de tous les syndicats sauf un est là pour le montrer. Réalisme oblige!

La CFDT joue à plein son rôle d'auxiliaire et d'éclairer du gouvernement qui teste en vraie grandeur les nouvelles formules de gestion des contradictions sociales avant qu'elle soit reprise officiellement. Il n'y a là rien de surprenant si on considère l'interpénétration entre personnel politique et bonzes syndicaux que la nomi-

nation de Chêrèque, ex-numéro 2 de la CFDT, au poste du super-préfet de la Lorraine à brillamment mise en lumière.

Pour tous, la réduction de la durée du temps de travail doit être compatible avec la bonne marche de l'économie: Mauroy, lors du conflit Citroën, précisait que "la réduction du temps de travail est négociée dans des secteurs où des gains importants de productivité sont possibles". Jean Le Garrec, ministre du plan, déclare: "qu'on n'a pas le droit de parler des 35 H pour tous; il faut une approche micro-économique adaptée à chaque secteur, à chaque branche, à chaque entreprise". Dans une interview au Matin (1/6/84) Bérégovoy lui fait écho; après un couplet démagogique dans le style social-démocrate: "la revendication des 35 H s'inscrit dans la longue marche de l'humanité vers la libération du travail" il poursuit en se disant proche de la position de la CFDT ou de celle du syndicat allemand IG Metall. Il faut négocier "l'entreprise par entreprise, pour éviter d'augmenter les coûts de production". Il reste le problème de faire passer les diminutions de salaire et à ce sujet Bérégovoy a son idée: "si on dit brutalement partage du temps de travail égal partage des revenus, on a peu de chance d'aboutir. Si on l'étale dans le temps des augmentations de salaire programmées, il est possible de trouver une solution". Mais pour faire gober cette solution nul doute qu'il aura bien besoin de l'aide des syndicats! Bérégovoy se défend ensuite de vouloir mettre la législation sociale en pièces. Ce qu'il propose pourtant y ressemble fort: "toucher aux seuils sociaux ne résoudrait rien. Mais les assouplir ici et là, pourquoi pas? Les partenaires sociaux en discutent. Des initiatives fiscales sont-elles aussi étudiées. Il est nécessaire d'alléger les charges et d'éviter toute tracasserie administrative inutile".

On ne touche pas à la législation sociale, on "l'assouplit", on ne remet en cause les acquis sociaux, on "évite les tracasseries inutiles" (inutiles pour qui?), nuances!

A partir du 1<sup>er</sup> avril (le lecteur verra que ce n'est malheureusement pas une blague) 3 nouvelles mesures visant à relancer les contrats de solidarité pour les 35 H sont entrées en vigueur:

-augmentation des subventions versées aux entreprises (1 500 FF par heure de réduction et par salarié pour une diminution hebdomadaire de 4 heures ou un horaire de 35 H, avec promesse minimum de ne pas licencier; 1 250 FF si une seule de ces 2 conditions est remplie; 1 000 FF si aucune des 2 conditions n'est remplie mais si les horaires de travail diminuent faiblement)

-création de contrat liant la réduction du temps de travail à la formation (suivant les mêmes modalités que ci-dessus).

-augmentation de la subvention pour les entreprises liées au "plan productif".

Le fameux lien entre réduction du temps de travail et création d'emplois à totalement disparu et même la promesse de ne pas licencier n'est plus exigée: il ne subsiste plus dans les faits qu'une aide aux entreprises en difficultés contraintes par la

concurrence de diminuer les horaires.

Tournons nous maintenant vers la presse patronale. Après ce que nous venons de voir, nous ne nous étonnons pas que "L'usine Nouvelle" (31/5/84) trouve l'"hostilité totale aux 35 H du CNPF, "manichéenne et quelque peu dogmatique". Et l'hebdomadaire de citer quelques exemples d'entreprises qui ont fait une bonne affaire en diminuant les horaires (Kronenbourg, Cit-Alcatel, IBM, etc.). L'exemple d'Eurotechnique à Aix-en-Provence va nous permettre de comprendre pourquoi l'accord (signé par la CFDT, CGT, FO) ramène l'horaire de 39 à 36 heures sans diminution de salaire. Une nouvelle organisation du travail est mise sur pied, une 4<sup>e</sup> équipe est créée. 80 ouvriers sont embauchés mais malgré cette augmentation de la masse salariale, les coûts de production ont diminué de 10 %, et la production a augmenté de 20 %. Ce que le journal ne précise pas, c'est que les ouvriers ont maintenant "l'avantage" de travailler pendant le week-end.

Le journal cite un contre-exemple, également dans l'électronique. En 81, "pour gagner en productivité, grâce à une meilleure utilisation des équipements" la boîte passe aux 35 H et 20 nouveaux travailleurs sont employés. Aujourd'hui, confrontée à un tassement du marché et à une aggravation de la concurrence, elle licencie une quarantaine de personnes.

"La Vie Française" (11/6/84) nous décrit elle-aussi quelques entreprises qui pratiquent des réductions d'horaire ... mais "flexibles". Une usine de Vendée de 400 employés pratique des horaires élevés (jusqu'à 43 H) en période de fortes commandes, et des horaires réduits en basse saison. Pas de paiement d'heures supplémentaires, les heures travaillées en sus étant comptabilisées pour être déduites lors de la basse saison. Le patron avait eu des problèmes avec l'inspecteur du travail jusqu'aux ordonnances de 82 sur la durée du travail; il est maintenant "un exemple à suivre puisque le gouvernement incite les entreprises à négocier des accords avec leurs représentants du personnel pour moduler leurs horaires en fonction de la production (...). nécessité oblige: il faut faire tourner au maximum les équipements, rentabiliser les installations. En multipliant les équipes, en créant de nouvelles, en débordant sur le week-end...".

Le journal donne des exemples de boîtes qui se mettent au travail du week-end (Peugeot-Mulhouse, Cogedur, etc.) avec la création d'une nouvelle équipe à horaire réduit. "Mais, se lamente "la Vie Française" pour quelques passages de 2 à 3 équipes ou de 3 à 4 équipes réussis combien d'échecs? combien de conflits? car les salariés habitués à un certain horaire, à un certain rythme, n'aiment pas réviser leur mode de vie quelque bénéfice financier qu'ils en tirent". Dans d'autres cas, écrit le journal, les réductions d'horaires ne sont qu'une "réduction des effectifs en douceur". Chez LIF près du Mans (700 salariés) la direction "propose" le mi-temps ou le licenciement ...

Nous avons déjà fait ces citations parce qu'elles démontrent dans les faits l'absurdité de la formule "travailler moins pour travailler tous". Les capitulistes ne peuvent accepter des diminutions du

temps de travail et des embauches que si cela leur est non seulement possible (passage au travail en équipe, création d'une équipe supplémentaire, etc.) mais profitable.

Une augmentation de capital variable (salaires) nécessite en effet pour que le procès de production se déroule une augmentation correspondante de capital constant (machines, équipements divers). A supposer qu'il existe des débouchés pour la production supplémentaire qui en résulterait (supposition absurde en réalité puisque depuis 4 ans la production industrielle stagne au même niveau en France) il faudrait encore que l'entreprise puisse investir (or ce que les bourgeois appellent la "sous-capitalisation", c'est-à-dire la faiblesse des moyens financiers, et le sur-endettement sont la règle des entreprises françaises) et que l'augmentation de productivité rende l'ensemble de l'opération rentable (1).

La diminution du temps de travail a toujours été et reste un objectif central du mouvement ouvrier. Depuis le début du capitalisme, les conditions d'exploitation, la productivité du travail ont tellement augmenté qu'on pourrait réduire la journée de travail à 4 heures ou moins et satisfaire les besoins sociaux. Mais la diminution du temps de travail ne peut être obtenue que par la lutte ouvrière. Au siècle dernier la lutte pour la journée de 8 heures fut une grande revendication unifiante au niveau international. Il y a presque 50 ans la grève générale de 1936 permit d'obtenir les 40 heures (avant que les patrons ne remettent en question cette conquête). Dans tous les cas la lutte pour la diminution du temps de travail ne se souciait pas de l'intérêt de l'économie nationale et ne cherchait pas une justification dans l'existence du chômage.

C'est en redonnant à la revendication de la réduction du travail son sens de classe, c'est-à-dire en mettant au premier plan le besoin permanent de la diminution de la charge de travail, qu'on pourra lui rendre son caractère unifiant et mobilisateur. Pour arracher cette revendication l'organisation des travailleurs indépendamment de l'influence paralysante de l'opportunisme politique et syndical s'impose absolument si on veut éviter que la lutte ne soit une nouvelle fois dévoyée par ces défenseurs du capitalisme. Pour que les patrons ne reprennent pas d'une main ce qu'ils ont lâché de l'autre, la mobilisation doit reprendre les revendications suivantes:

- Semaine de 35 H maximum pour tous avec compensation intégrale et maintien des avantages acquis.

- Semaine de 7 heures par jour maximum pendant 5 jours.

- Contre l'augmentation des cadences, la "réorganisation" du temps de travail, le développement du travail en équipes, le travail de nuit ou le week-end.

- Temps de transport compris dans le temps de travail, etc.

- Contre la "flexibilité" ou la "modulation" du temps de travail selon les intérêts de la production.

1) Voir l'article "Mesures anti-chômage: aucune réforme sociale ne réduira le chômage".

# Dans toute l'Europe, les travailleurs luttent contre l'austérité

(Suite de la page 1).

de protestation ouvrière. La CGIL (CGT italienne) a refusé de signer "l'accord anti-inflation" qui supprime l'indexation des salaires sur les prix. "Si la CGIL avait, elle aussi, signé l'accord, il y aurait eu un réel mouvement de révolte contre le syndicat dans son ensemble" déclarait à la presse un de ses dirigeants. Aussi la CGIL et le PCI ont-ils pris la tête du mouvement qui risquait de les déborder par l'intermédiaire des "conseils de fabrique auto-convoqués". Le PCI a tenté de redorer son blason par une guérilla parlementaire contre le décret-loi. Le mouvement a culminé par une gigantesque manifestation à Rome fin mars. Devant 800 000 personnes les chefs syndicaux se sont prononcés contre la grève générale et pour la recherche d'un compromis avec Craxi.

En Espagne et au Portugal, c'est aussi contre une austérité décidée par des partis socialistes que se sont déclenchées de dures luttes ouvrières accompagnées d'affrontements avec la police. En Espagne même avec l'UGT, le syndicat socialiste, a été contraint de jouer la comédie de l'opposition (grève générale en Biscaye, à Vigo, etc.) à son corps défendant. "Nous sommes d'accord avec la reconversion mais nous demandons qu'on nous aide à sauver la face comme syndicat pour collaborer" confiait un dirigeant anonyme de l'UGT à Cambio 16. Les commissions ouvrières, dirigées par le PCF ne sont pas non plus

hostiles aux reconversions, à condition qu'il y ait "une négociation réelle avec les syndicats".

Même l'opulente Allemagne est touchée par le démon des luttes ouvrières, certes les grèves pour les 35 H sont entièrement contrôlées par l'appareil ultra-bureaucratique de l'IG Métall, et le compromis avec le patronat est déjà prêt. Mais le fait que les bonzes soient obligés de déclencher ces grèves et que la signature de l'accord ait été à plusieurs reprises repoussée est un signe de la combativité et de la colère des travailleurs.

Cependant c'est en Grande-Bretagne sans doute que les tensions sociales se sont révélées être les plus fortes avec la magnifique grève des mineurs anglais. A l'heure où nous écrivons cette grève est dans sa 15<sup>e</sup> semaine et ne donne pas de signes d'essoufflement.

Pour "restructurer" les charbonnages anglais la bourgeoisie est allée chercher un patron américain qui a importé avec lui des "méthodes américaines". Mais ces méthodes de confrontation dans les rapports entre les classes sont les méthodes d'avenir que le patronat européen devra généraliser. Ce sont 80 % des mineurs qui sont actuellement en grève malgré les campagnes de presse haineuses, malgré le recours à la police (les violences policières ont fait un mort parmi les grévistes). La bourgeoisie a utilisé l'arme de la démocratie, de l'intérêt national; elle cherche à jouer sur les divisions au sein du leadership de la

grève, en s'appuyant sur les dirigeants membres du PC.

C'est évidemment là une faiblesse du mouvement, qui par ailleurs avec son degré de combativité, d'organisation (organisation de piquets de grève illégaux qui sillonnent le pays pour faire fermer les puits, etc.) peut être donné en exemple aux travailleurs des autres pays.



Sans avoir l'ampleur ni la dureté de la grève des mineurs anglais, la grève des ouvriers allemands pour les 35H est un important pavé lancé dans la mare de la pesante paix sociale allemande.

Mais pour faire céder l'Etat anglais les mineurs ont besoin de la solidarité des autres prolétaires. C'est là que le bât blesse. Les bonzes syndicaux n'ont aucun désir de se porter au secours d'une grève "extrémiste". L'appel des mineurs à bloquer les centrales thermiques, à arrêter la production d'acier a eu un écho ici et là à la base. Mais les dirigeants des Trade-Unions n'ont pas bougé le petit doigt, à cause du manque de militantisme, ont-ils eu le toupet de dire, des travailleurs de la base !

Quels que soient ses résultats cette grève marquera les rapports entre les classes en Grande-Bretagne. D'ores et déjà il s'agit de la grève la plus importante depuis la grève générale de 1926.

Nous n'avons pu faire plus que de donner de très brèves indications sur la véritable vague de grèves qui a gagné l'Europe. Sans vouloir déjà tirer des leçons de ce qui n'est qu'un premier mouvement il nous paraît cependant important de souligner que ces grèves ont partout contraint les appareils réformistes à se livrer à des contorsions acrobatiques pour éviter de perdre le contrôle des masses. Il faudra certes d'autres grèves et d'autres luttes de plus grande ampleur encore pour que des secteurs même minoritaires de la classe échappent durablement à l'emprise réformiste. Nous saluons cependant ce début de fracture entre les travailleurs et l'opportunisme comme un gage pour l'avenir et une preuve que la renaissance du mouvement prolétarien n'est pas une chimère. ●

## Non, la grève des foyers des travailleurs immigrés n'est pas morte !

La répression paralegale (attentats, assassinats de résidents) et légale (procès par centaines, expulsions hors de France en 1976, saisies sur salaires et enfin expulsions massives hors des foyers en 1979) avait été à l'échelle de l'importance de cette lutte : des dizaines de milliers de travailleurs mobilisés pour une longue durée dans toute la France, une organisation exemplaire (assemblées générales, comités de résidents, comité de coordination, comités de soutien) indépendante des partis de gauche et des directions syndicales.

Entre 1976 et 1980 nous avons souvent rendu compte dans notre presse de la grève des résidents immigrés des foyers Sonacotra et autres, au soutien de laquelle notre organisation s'était intensément engagée.

C'est que cette grève a pendant 4 ans polarisée la combativité des travailleurs immigrés, particulièrement frappés par la crise et la répression. Cette combativité était aiguës bien sûr par les conditions bestiales dans lesquelles sont logés ces travailleurs (loyers exorbitants pour des réduits de quelques m<sup>2</sup>, règlements intérieurs de caserne, gérants racistes), mais aussi par une révolte contre l'état d'exception qu'ils subissent quotidiennement.

C'est d'ailleurs le Comité de Coordination qui a impulsé les manifestations les plus significatives contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru, même si cet aspect de la lutte n'a pas eu l'ampleur souhaitée, en particulier en raison du manque de répondant des travailleurs français et des soi-disant organisations révolutionnaires qui ont essayé de canaliser cette question en direction des protestations humanitaires (et oh

combien hypocrites, l'avenir l'a prouvé !) de la gauche. Nous reviendrons dans notre presse sur le bilan de cette lutte, sans négliger ses faiblesses et aussi les erreurs commises à l'époque par notre parti dans son intervention.

On aurait pu penser que face à la répression et à la nouvelle offensive déclenchée cette fois par la gauche au pouvoir, la lutte des foyers allait complètement s'éteindre. Il n'en est rien.

Au cours de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Paris, on pouvait remarquer un cortège de résidents en grève des foyers depuis mars 83, organisés autour du foyer de la Commanderie (dans le 19<sup>e</sup> arrondissement). Les revendications concernent en particulier le renvoi du gérant raciste et la réfection du foyer, qui est dans un état de dégradation avancée.

La riposte de la municipalité (c'est le Bureau d'Aide Sociale qui gère ce foyer) et de l'Etat ne s'est pas fait attendre : le 5 mai au petit matin, c'est la rafle policière avec fichage, arrestation de 4 résidents, brutalités, objets et sommes d'argent disparus. Malgré ces mesures d'intimidation bestiale, la lutte continue.

Il est vrai que les opérations de ce type se multiplient. Le 18 avril c'était la descente au foyer ADEF de Bobigny et précédemment, la razzia de l'îlot Chalon sous prétexte d'opération anti-drogue.

Mais que la bourgeoisie ne se fasse pas d'illusion: même si la lutte Sonacotra a été étouffée, et le comité de coordination disloqué sous les coups conjugués de la gauche et de la droite, la combativité des travailleurs immigrés ne désarme pas, dans les usines comme dans les foyers. ●

## Solidarité avec les ouvriers de la SIDER

Dans l'usine SIDER (45 employés) à Bonneuil-en-Valois (Oise), comme dans beaucoup de petites boîtes règne un despotisme patronal sans frein. Mais depuis mai 82 un groupe d'ouvriers essaye de s'organiser en constituant une section CFDT. La répression ne s'est pas faite attendre: 2 chauffeurs et 3 ouvriers ont été licenciés, des syndiqués français soumis à la pression du patron ont annulé leur adhésion dès que s'est formée la section. Pendant des mois, tout est essayé pour faire plier les ouvriers. Finalement le 13 janvier dernier la grève éclate; elle dure pendant 3 semaines au bout desquelles le patron accepte les revendications et reconnaît la convention collective.

Selon le journal "Libération" qui rapporte les faits la CFDT "modère alors ses positions" et "essaye de contrôler sa section de l'usine". Le mardi 6 mars un des 2 délégués CFDT refuse d'être muté à une machine dangereuse (il lui manque un œil). Le médecin du travail considère qu'il peut rester à ce nouveau poste, avec des lunettes de protection et pour quelques jours seulement.

Le travailleur accepte, mais le jeudi il reçoit un avertissement du patron. Le lendemain 16 ouvriers sur les 18 de l'atelier se mettent en grève pour protester contre cette nouvelle brimade. Pendant le week-end, nous apprend "Libération", "les instances régionales et locales de la CFDT essaient une nouvelle fois de calmer le jeu face à la colère grandissante. Une nouvelle fois elles y arrivent et lundi matin le travail reprend". Mais le patron a fait venir des vigiles musclés de Paris. Les ouvriers débrayent aussitôt et refusent de travailler sur la contrainte.

Les vigiles interviennent, bousculent les ouvriers, frappent un des délégués CFDT, menacent avec un revolver, le délégué et 2 autres ouvriers courent

à leur logement (qui se trouve dans l'usine), reviennent avec des carabines, tirent en l'air pour faire fuir les vigiles, crèvent les pneus de la voiture de la société de surveillance, tirent contre la façade.

Le journaliste bourgeois est effaré: les ouvriers ne regrettent rien. Ils estiment que s'ils n'avaient pris les devants ils se seraient faits massacrer.

Ce n'est pas l'avis du responsable local CFDT qui, comme le patron évoque le "coup de folie". Dans son tract la CFDT parle "des coups de feu regrettables, inacceptables"; "les 3 qui ont tiré ont été présentés au tribunal, ce qui est d'ailleurs normal" écrit-elle avant d'appeler à la solidarité pour les 10 ouvriers menacés de licenciement pour faute lourde, ce qui risque de les priver d'allocations chômage.

Ce petit épisode de la lutte ouvrière illustre de façon saisissante la fonction que remplissent aujourd'hui les organisations syndicales. Elles ne sont plus des points d'appui de la lutte de classe, des centres d'organisation de la résistance ouvrière. Elles se servent des quelques facilités chichement accordées aux travailleurs pour tenter de modérer leur action et de la maintenir dans les limites définies par la loi. Si les travailleurs dépassent ces limites, le syndicat en bon défenseur de la paix sociale laisse les tribunaux sanctionner ce "coup de folie". Les travailleurs ne peuvent compter sur les bureaucraties syndicales pour les défendre réellement. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour organiser la solidarité ouvrière et apporter leur soutien à ceux qui luttent contre l'exploitation et l'oppression capitalistes. C'est là la voie pour que "les coups de folie" de la lutte des classes deviennent la règle et que les patrons à leur tour soient entraînés devant les tribunaux. ●

## Comme à la SNCF, des travailleurs retrouvent leurs armes de classe

Il a suffi qu'une infime partie de travailleurs de la SNCF débraient durant quelques jours pendant la 3<sup>e</sup> semaine de mai sans prévenir ni syndicats, ni gouvernement, ni patronat et s'opposent aux départs de quelques trains afin d'imposer une nouvelle application des 35 H pour que, de la droite à la gauche se forment instantanément un consensus national condamnant la grève comme arme de lutte et de pression. Pour tous ces gens bien intentionnés, il n'est évidemment pas question de remettre en cause l'éternel droit de grève, mais de l'en dépouiller de son efficacité pour la rendre stérile et impuissante dans les heurts entre les classes. On a vu Krasucki et Bergeron condamner ouvertement cette grève sans préavis "qui s'en prendrait plus aux usagers qu'à la direction". Tous ces gens qui prétendent défendre l'usager et le client savent

très bien que prévenir ses camarades de travail prenant le train matin et soir pour se rendre dans les bagnes salariés reviendrait également à prévenir le patronat et le gouvernement qui prendraient immédiatement des mesures pour limiter l'effet réel de la grève sur l'économie nationale — application d'une grille prévue d'horaires de circulation minimum de trains avec priorité aux messageries transportant marchandises et denrées périssables.

Les grévistes ne prennent pas en otage les autres travailleurs, ni ne s'en prennent aux usagers. Ce qu'ils prennent comme otage, ce sont les choux-fleurs et les chevaux des trains de marchandises que la SNCF devra rembourser à ses clients si elle ne se plie pas aux exigences des travailleurs, ce sont aussi les rapides — TGV et autres — de grandes lignes avec supplément qui font son

prestige. Ils s'attaquent aux nerfs vitaux de la SNCF, ce sont ces capitaux qu'ils prennent en otage.

Tout cela, ces messieurs de bonne volonté le savent très bien et veulent l'empêcher à tout prix pour protéger la bonne marche de l'économie nationale en s'appuyant sur l'absence — dont ils sont d'ailleurs premiers responsables — d'un minimum de solidarité ouvrière que les grévistes attendent et demandent des autres travailleurs.

Pour comprendre la portée de cette grève, il faut également saisir le sens du soutien verbal d'Ed. Maire. Celui-ci ne défend pas plus les travailleurs que les 2 autres comparses. La CFDT a cherché à intégrer cette grève dans sa stratégie syndicale et politique qui vise à privilégier une soi-disante défense de l'emploi au détriment du pouvoir d'achat. Sa stratégie consiste à

mettre au chômage partiel tous les travailleurs selon les besoins de chaque entreprise et de branche d'industrie en diminuant pour tous temps de travail et salaire dans l'optique d'un hypothétique partage du travail entre tous. Toute la discussion à gauche consiste à savoir dans quelle proportion seront diminués et l'un et l'autre en vue d'une rentabilité et productivité. La CFDT ne défend en rien une diminution réelle du temps de travail pour soulager les prolétaires de l'exploitation salariée, mais une meilleure répartition du chômage et des licenciements en lançant des appels aux sacrifices à tous pour faire repartir la machine productive et augmenter la productivité qui apporteraient les "lendemains qui chantent": toujours de virtuelles promesses, mais de réels sacrifices, chacun défend le Capital à sa manière. ●

# Lutte ouvrière en Lorraine: interview d'un sidérurgiste

## Comment le groupe 79-84 s'est-il constitué?

Il faut revenir en arrière avec en 1974 déjà la lutte de la tôlerie, puis ce sont les épisodes de lutte de 79: l'expérience des radios locales (radio SOS-emplois, Lorraine Coeur d'Acier), l'insurgé du crasier. Mai 81, c'est l'arrivée de la gauche au pouvoir, et les espoirs vite envolés. Décembre 83, l'atelier de la Fonderie de Gorcey ferme entraînant des réactions: occupation des bureaux et séquestration de deux cadres de haut niveau.

Une série d'actions s'est poursuivie dans les mois suivants: une manifestation de 80-100 personnes a lieu la veille des municipales sur le thème "gauche-droite c'est pareil" avec arrêt devant L'APH (la droite locale), le siège du PS puis du PC. En avril, il y a un appel à se regrouper entre travailleurs, pour une offensive et une solidarité, qui est fait sur la base d'un bilan de la situation (plus de 1 000 licenciements en 1982).

Puis en mai 83, c'est la constitution du Front Commun Syndical (FCS) (CGT-CFDT-FO-CGC) et le 9 juin une AG réunissant 1 500 travailleurs (signe d'une certaine mobilisation) prend une tournure qu'on n'avait pas vu depuis longtemps: des travailleurs prennent la parole, demandent à avoir un contrôle, à être associés à la conduite de la lutte et à son élargissement; et le FCS, prit dans cette dynamique décide de consulter régulièrement en AG les ouvriers. Mais en même temps certains se méfient que cela ne prenne un ampleur incontrôlable. En septembre la même dynamique reprend: 83 assemblées se réunissant sur les chantiers, ateliers, bureaux, décident de faire premièrement une manifestation le 23 septembre à Longwy contre le plan 82 prévoyant de supprimer le train feuillard et 2° si le plan n'est pas annulé, de monter à Paris le 11 octobre (jour de la discussion sur la sidérurgie à l'Assemblée Nationale). Le 23 septembre la mobilisation est importante (8 à 10 000 personnes) mais n'apporte aucune décision au niveau gouvernemental. C'est alors, 5 ou 6 jours avant le 11 octobre, qu'on apprend que le FCS ne veut plus monter à Paris mais envoyer une délégation. ("le 11 octobre n'est pas une fin en soi, la lutte doit continuer..."). En effet la CGT qui ne veut pas rompre avec le gouvernement de gauche fait la première barrière: un responsable de la Fédération Nationale des métaux fait une conférence de presse où on retrouve les mêmes thèmes que ceux du communiqué du FCS! La CGC qui avait déjà crié à la "soviétisation" du mouvement emboîte le pas à la CGT. FO hésite entre jouer la carte de l'agitation contre la gauche et lancer un mouvement de masse incontrôlable. La CFDT quasi inexistante hésite. Si bien que c'est la démobilité et l'écoeurement général des travailleurs et le FCS vole en éclat. La tôlerie, vieux fief de lutte, ferme ses portes sans réactions en décembre. Seuls les gens du feuillard de Rehon, menacés à court terme (courant ou fin 84) restent combattifs mais isolés jusque fin mars.

Le feuillard de Rehon est un fief CGT avec des militants "battants" pas tout à fait dans la ligne mais en même temps très attachés à l'organisation. Durant tout l'hiver, ils font toute une série d'actions: ils déposent du feuillard un peu partout dans la ville...mais sans réussir à déboucher sur des actions marquantes. Au départ l'UL CGT était très réticente mais une fois qu'elle a retiré ses billes du FCS, et que le PC prend de plus en plus de distance par rapport au gouvernement PS, elle chapeaute ces initiatives - quitte à désavouer quand cela va trop loin (par exemple on couvre l'action "jusqu'aux portes du bureau, après ce sont des éléments extérieurs!") - et se présente comme le seul grand syndicat qui défende les travailleurs. Elle est aidée en cela par: une CFDT, reprise en main par la structure, qui s'enlise complètement dans des revendications parcelaires et marginales dans le contexte de la restructuration, qui ne propose pas d'autres alternatives de lutte et met en avant une démarche de négociations sur les pôles de reconversion (positions de "relais rocardien" de la CFDT nationale); une CGC corporatiste et partagée entre les cadres qui défendent le plan 82 et les agents de maîtrise s'y opposant...par des déclarations; enfin FO qui n'apparaît guère sur le terrain des luttes (positions électorales).

C'est dans ce contexte (isolement du feuillard de Rehon, désorganisation du mouvement...) que les décisions gouvernementales tomberont le 29 mars entraînant des réactions violentes (dont on parlera plus loin).

Et en février 84, le groupe "Longwy 79-84 même combat" apparaît. Il naît de la volonté de "faire quelque chose" de recommencer des opérations coup de poing comme en 79 et est constitué de

militants syndiqués (CFDT surtout, CGT et quelques FO et CGC) et de non syndiqués, avec une majorité de gens des Grands-Bureaux et de mensuels, et une minorité ouvrière plus "politique" (c'est-à-dire des militants qui avaient participé à toutes les actions antérieures), mais aussi des jeunes qu'on avait jamais vu. Et le 20 février a lieu le bombage du train Luxembourg-Paris (avec 100-120 personnes), suivi de toute une série d'actions coups de poing: opération "libre-passage" à la douane avec le Luxembourg... , détournement de 4 000 exemplaires du "Républicain Lorrain" distribués gratuitement aux portes de l'usine avec tract explicatif critiquant la presse sur la façon dont elle présentait la lutte.

Les côtés positifs de la démarche du groupe sont: l'aspiration à l'unité de tous les travailleurs et à la solidarité, c'est-à-dire que les problèmes ne sont pas seulement ceux des sidérurgistes, mais aussi de toute la population du Bassin et ont même une dimension internationale, la volonté de relancer une démarche ouvrière indépendante non récupérée par la politiciaillerie et le désir de prendre en charge toutes les dimensions de la lutte. Les faiblesses tiennent dans: une certaine hétérogénéité (tout un travail de clarification des positions du groupe a été nécessaire pour contrecarrer les tentatives de récupération par FO et CGC, et les éléments "récupérateurs" sont partis), une certaine marginalité, un manque de présence massive sur les sites qui limite forcément les possibilités d'action et le peu de contact avec ceux du feuillard.

## Et les événements de mars 84, quelle a été l'attitude des syndicats?

Le 29 mars, c'est l'annonce officielle des décisions gouvernementales qui entraîne des réactions immédiates:

- à 14H10, 200 personnes montent sur le centre des impôts de Longwy-Haut et défont les grilles du bâtiment, c'est le premier affrontement avec les flics.

- à 18H30, ceux de Rehon découpent les voies ferrées qui passent quasiment dans l'usine. Les gardes mobiles interviennent et 2 à 300 gars retranchés dans l'usine essayent de les y attirer.

- à 22H, descente sur Longwy-Bas où les manifestants s'attaquent à l'ULM (chambre patronale), à l'APH puis au siège du PS, les gardes mobiles interviennent et 6 personnes sont arrêtées.



Longwy: le centre des impôts, les locaux du PS, tout ce qui représente et exerce le pouvoir a été pris pour cible par les sidérurgistes et n'a eu que le sort mérité.

Le 30 mars, 10H30, apprenant l'arrestation de leurs 6 camarades 200 gars du feuillards et quelques autres descendent sur Longwy-Bas pour réclamer leur libération. Les flics en face sont aussi nombreux si bien qu'on négocie et qu'on obtient leur libération pour 14H. De son côté la CGT qui distribuait pourtant des tracts ce jour-là sur d'autres secteurs n'a pas appelé à la mobilisation.

Et à 14H, c'est plus de 1 000 personnes qui descendent sur Longwy-Bas (camion et bull en tête) pour s'affronter violemment avec les flics. Une partie du groupe 79-84 prend ceux-ci à revers avec des bouteilles d'acide et la police se retire au commissariat. Il y a à ce moment là une véritable jonction entre ceux de Rehon, 79-84, des gars d'autres secteurs, des chômeurs. C'est alors qu'a couru l'idée chez certains de casser la mairie PC, mais à ce moment là c'était un piège introduisant la division (certains attaquant, d'autres défendant), on a demandé la parole pour expliquer qu'il y avait des choses unificatrices à faire comme attaquer les impôts, mais on (c'est-à-dire le PC et la CGT: barrage d'une trentaine de militants CGT) nous a refusé la parole...

## Comment la CGT en avril réussit-elle à endiguer et à casser le mouvement?

En isolant les gars du feuillard sur leurs problèmes comme si des décisions n'avaient pas été prises. Et en refusant un élargissement de la lutte: ils n'ont rien fait pour casser l'isolement (alors qu'ils en avaient les moyens) ni pour contrecarrer les réflexions du style "en 79 les gars de Rehon n'ont pas bougé, qu'ils crèvent maintenant".

## Les syndicats ont-ils pris des positions contre 79-84?

A chaque fois qu'ils ont pu nous empêcher de parler ils l'ont fait (le 30 mars, le 4 avril...) disant "79-84 connaît pas, vous ne représentez rien" ... "ça me fait penser à une inscription de pierre tombale". La CGT a même fait courir le bruit que 79-84 ne monterait pas dans les trains pour Paris le 13 avril, intimidation!

## Et à Paris?

Dès la gare de l'Est, les cordons de militants CGT traçaient le chemin. La manifestation n'avait pas de perspectives: 12 km de ballade, rien de tel pour raboter l'ardeur. De notre côté on a essayé d'avoir une présence un peu plus dynamique.

Les décisions prises par le gouvernement de gauche comme par le gouvernement antérieur le sont en fonction d'une tactique politique, c'est-à-dire qu'après avoir fait croire à une politique de relance, on tape dans la mesure où le terrain est propice: paralysie suffisante, pas de structures organisées qui résisteront. Ainsi ce ne sont pas des raisons strictement économiques qui jouent mais aussi l'opportunité politique de faire passer un projet (ex: la première attaque était Peugeot-Talbot).

Il faut restructurer la sidérurgie, c'est une nécessité pour le capitalisme français, européen et même mondial, et revoir le plan de la division de la production au niveau mondial et européen. Au niveau français, il faut reconstruire sur des installations modernes comme à Dunkerque et Fos. Il est donc illusoire de penser qu'on puisse faire reculer le gouvernement et le patronat là-dessus. Mais on peut se battre pour obtenir des choses au niveau social comme ceux de Vireux (garantie de salaire jusqu'en 89). Mais les limites de la lutte des travailleurs de Vireux tiennent dans le fait qu'ils ont défendu leur petit truc à eux alors que tout le processus de désertification du Bassin se faisait, si bien que progressivement ils se retrouvent isolés et ce qu'ils ont obtenu est remis en cause. Cela a apporté 2 enseignements: qu'on peut obtenir quelque chose avec une lutte dure et longue mais que le repli sur soi entraîne l'isolement.

79-74 apporte quelque chose de neuf au niveau des idées: il faut prendre en compte la dimension réelle des choses c'est-à-dire que la crise ne touche pas que le bassin sidérurgique et qu'elle est internationale. Le débat est en cours depuis le début à 79-84 sur la nécessité de mettre en route une solidarité dépassant les limites du bassin et du pays. Qu'est-ce que ça veut dire "produisons français", qu'est-ce que ça veut dire d'aller déverser du minerai venant de l'étranger?

Nous voulons concrétiser cela d'abord au niveau du bassin en intégrant à la lutte des travailleurs non-sidérurgistes et les chômeurs notamment qui sont les premiers touchés, car il existe pour les sidérurgistes une convention sociale qui rend la situation meilleure que celle des autres travailleurs.

En effet on prend des mesures un peu spéciales pour un secteur plus explosif en attendant que ça se tasse et on licencie de toute façon tranquillement ailleurs: c'est un instrument très fort de division.

Oui, actuellement il y a 4 000 chômeurs à Longwy pour la plupart des non sidérurgistes et surtout des jeunes. Ces 2 dernières années il y a eu 2 000 licenciements, y compris dans les entreprises sous-traitantes de la sidérurgie, et ces travailleurs qui ne dépendent pas d'Usinor, n'ont pas les "garanties" de la convention sociale. C'est ce qui s'est passé avec les femmes de ménage: en 79 Usinor supprime leur service qui est repris par ICE, une entreprise faisant la sous-traitance pour Usinor, par la suite ICE a licencié sans garantie!

## Quelles sont les perspectives à moyen terme?

Actuellement il y a une démobilité mais à la rentrée quand la perspective de fermeture du feuillard sera plus proche il risque d'y avoir des réactions violentes. Mais ça ne constitue pas une orientation, la colère ne suffit pas, il faut lui donner un contenu.

La lutte doit être prise en compte par l'ensemble des travailleurs et de la population, ce qui va de pair avec la démarche des AG où justement les travailleurs participent à la conduite de la lutte, nous voulons l'unité ouvrière pas celle d'un état-major.

Nous sommes confrontés depuis le début à la question de quelle structure, quelle organisation? D'autant que tout travail avec les structures officielles, même si on continue à avoir des liaisons, devient de plus en plus difficile. Nous ne voulons pas faire un 5° syndicat à côté des autres, mais certains se demandent pourquoi ne pas faire une organisation du type SLT comme à Dunkerque.

Enfin le spectaculaire n'est pas suffisant (ex: occupation de l'ANPE faite avec des chômeurs), même chose avec les actions à portée symbolique sur la question des loyers, la destruction des quittances de l'EDF... il faut les dépasser, et le problème de l'existence de structures de quartiers se pose avec des grèves de loyers envisageables, il faut que quelque chose se passe au niveau du quotidien.

Le besoin de structures combattives permanentes qui persistent entre 2 phases de lutte est très important.

Oui, c'est le problème de la transmission de toutes ces expériences de lutte et, dans un coin comme Longwy, il y a quand même une certaine continuité (pas de masse) mais à travers quelques dizaines de militants et une tradition de lutte, ce qui n'existe pas toujours ailleurs.

C'est aussi dépasser la perspective d'entreprise (voir la campagne CFDT-Denain contre la construction du train universel à Gandrange et son opposition par tous les moyens y compris la violence) et donc chercher des liaisons avec d'autres groupes qui eux aussi essayent de ne pas étouffer.

Cette division, c'est les trucs dont on crève, une triste tradition du mouvement ouvrier français, malheureusement la solidarité est encore une affaire de militant et nous n'avons que des liaisons par des contacts individuels avec Neuves Maisons par exemple.

Quant à la confiance vis-à-vis des groupes, elle se fait en fonction de leur enracinement dans le mouvement réel contre toute récupération politique.

## SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Le développement de notre presse ne dépend pas seulement de notre volonté militante mais aussi des moyens matériels que nous pouvons mettre en oeuvre pour lui assurer son existence et son extension.

Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".  
Souscription par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de:  
VALENTINI,  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 Strasbourg

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

## ABONNEMENTS AU JOURNAL

Pour une année: France: 30 FF  
Suisse: 20 FS.  
Paiement par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de:  
VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 Strasbourg.  
Nous invitons les lecteurs déjà abonnés à renouveler leur abonnement.

# Suisse: les leçons de la grève des nettoyeurs de l'hôpital de Genève

Du jeudi 10 mai au lundi 14, 160 nettoyeurs de l'hôpital de Genève, hommes et femmes, étaient en grève contre l'introduction du travail de nuit et l'augmentation des charges de travail. Cette grève intéresse tous les prolétaires car elle montre comment la paix sociale peut être défendue par l'opportunisme, sans s'appuyer ni défendre forcément la paix du travail conventionnelle. La paix du travail helvétique représente certainement ce qu'il y a de plus parfait dans la pratique de la collaboration de classe, mais elle a le défaut que son maintien dépend de la capacité du capital d'acheter de larges couches ouvrières avec les miettes du festin impérialiste. La crise capitaliste a donc rendu plus aléatoires ses conditions d'existence. La paix du travail des années soixante fait place de plus en plus à d'autres formes de collaboration moins criantes et mieux adaptées au maintien de la paix sociale. Les grandes fédérations syndicales comme la FIMH (métallurgie et horlogerie) et la FOBB (bois et bâtiment) sont encore très attachées à la vieille tradition de paix absolue, mais d'autres fédérations, telles la CRT (autogestionnaire à la façon CFDT) ou la VPOD (au moins dans certaines sections) sont montrées du doigt par la gauche et les anciens gauchistes comme de bon exemple pour sortir des sentiers battus de la collaboration de classe. Or ce sont justement ces deux dernières qui ont "représenté" les grévistes de l'hôpital et c'est en analysant leur conduite de la grève que l'on peut le mieux faire la démonstration qu'elles subordonnent elles aussi la lutte ouvrière au respect de la paix sociale.

Dans cette grève l'objectif de la VPOD et de la CRT n'était pas de faire de cette lutte un exemple et de renforcer l'unité et l'organisation des ouvrières et des ouvriers mais d'en fai-

re un tremplin pour les débats parlementaires qui se mènent actuellement à propos de la privatisation de certains secteurs hospitaliers, dont les services d'entretien. Dans cette optique, les directions syndicales ont fait tout leur possible pour que la grève se déroule dans de telles conditions qu'elle perde totalement son impact propre. Pratiquement pour atteindre leur but, les bonzes syndicaux ont dépossédé totalement les ouvriers de la direction de leur lutte et les ont guidés vers la capitulation, c'est-à-dire à l'arrêt de la grève contre la promesse de négociation "équitable" avec l'arbitrage de l'Etat. L'impression des ouvriers les plus conscients fut, dès le premier jour de grève, que la lutte leur échappait, qu'elle leur passait par-dessus la tête, qu'elle servait d'autres intérêts que les leurs. Le déroulement même de la grève est une parfaite démonstration de ce que signifie désamorcer une bombe.

Rappelons d'abord que les mesures de restructuration ne concernaient que 80 personnes (hommes) affectées au nettoyage des à-fonds (avec les machines) par les 170 nettoyeurs que compte l'hôpital. Les autres travailleurs sont pour la totalité des femmes, qui avaient parfaitement compris que les restructurations imposées aux nettoyeurs hommes n'étaient que le prélude à d'autres restructurations concernant toutes les catégories du service de nettoyage. En conséquence elles avaient lié leur sort à celui des hommes et étaient prêtes à se battre avec les nettoyeurs car barrer la route aux premières attaques de la direction sur les conditions de vie d'une catégorie c'était barrer la route à toutes les restructurations. Le premier acte de sabotage des dirigeants syndicaux fut de faire démarrer la grève sans les nettoyeuses. C'est le jeudi matin par voie d'affiche interne qu'elle furent informées de la grève de leurs ca-

marades masculins et qu'elles décidèrent immédiatement et d'elles-mêmes de s'associer par solidarité à la grève.

Le second acte de sabotage fut de déclencher précipitamment la grève alors que les ouvriers n'étaient pas prêts à l'assumer sur le plan organisationnel. Les ouvriers partirent donc en bataille le jeudi matin sans aucun plan d'attaque. Mais déjà dans les revendications on pouvait décrire la stratégie syndicale, car outre le refus des nouveaux horaires et l'annonce de la grève, le cahier des revendications demande "l'ouverture rapide de négociations" ! Ne figure pas sur la liste, car les bonzes syndicaux s'en moquent bien, les revendications indissolublement liées à l'arme de la grève, à savoir le paiement des heures de grève et l'absence de représailles patronales. Il faudra l'insistance des ouvriers pour qu'apparaissent le lundi ces deux revendications ainsi que celle de salaire égal pour les hommes et les femmes.

C'est sur la question de l'organisation de la grève que la VPOD et la CRT agissent avec le plus d'efficacité pour garder la direction du mouvement. Il fut bien créé un comité de grève des ouvriers (les nettoyeuses faute de préparation de la lutte n'y étaient pas associées), mais bien que sa majorité fut consciente que les syndicats les menaient où ils ne voulaient pas, il n'eut pas la force ni les moyens de contre-carrer leur direction capitulante. Dans les assemblées la VPOD et la CRT monopolisèrent la parole et interdirent par leur attitude toute initiative ouvrière. La majorité des nettoyeurs étant d'origine étrangère (4 ou 5 nationalités sont mélangées) et ne possédant pas correctement la langue française, il fut facile aux syndicats d'exercer le pouvoir de la parole et d'écartier le comité de grève trop inexpérimenté des décisions concernant l'orientation de la lutte.

A cela s'ajoute l'absence de piquet de grève, donc l'absence d'une permanence d'information pour les malades et visiteurs, l'absence même de banderoles à l'entrée de l'hôpital, l'absence d'une réelle popularisation de la grève, l'absence d'un travail pour appeler les autres catégories de travailleurs de l'hôpital à rejoindre la lutte, le chantage de l'indemnité syndicale pour les heures de grève contre la carte d'adhésion, etc.

Dans de telles conditions la direction de l'hôpital pouvait jouer sur du velours et déclarer être prête à ouvrir des négociations "si la grève est levée demain lundi" (lettre du dimanche 13 mai 1984), sans revenir clairement sur la question des changements d'horaires. Il n'en fallait pas plus pour que la VPOD et la CRT se précipitent à la table de négociations en acceptant la condition d'arrêter immédiatement la grève.

Depuis lors les quelques séances de négociations s'enlisent, les ouvriers se découragent, devant un tel aboutissement, la direction fourbit ses armes pour régler la question avec autorité.

A partir d'une volonté de lutte ferme et d'une solidarité exemplaire entre hommes et femmes, la VPOD et la CRT n'ont fait que désorganiser, diviser les travailleurs et anéantir leur capacité de lutte.

Il faut aujourd'hui que cet épisode de la lutte de classe serve de leçon aux prolétaires, qu'il leur permette de comprendre que la grève n'est pas subordonnée aux négociations, mais qu'elle est leur arme fondamentale, et que le grand résultat d'une lutte c'est d'abord d'en sortir renforcé sur le plan de l'unité et celui de l'organisation. C'est ce résultat qu'ont combattu la VPOD et la CRT, piliers qu'elles sont de la paix sociale.

## Pour une lutte prolétarienne indépendante

(Suite de la page 1).

Voyons donc les principaux aspects de la situation présente qui annonce une intensification des heurts sociaux et des initiatives politiques qui y correspondent, c'est-à-dire une tendance à l'exacerbation de la lutte des classes en France.

D'abord l'abstention é levée, surtout dans les fiefs traditionnels de la gauche opportuniste et bourgeoise, abstention qui doit être mis en rapport avec l'important recul, la débâcle, du PCF sans que pour autant le PS parvienne à "plumer" la volaille communiste" ou que l'extrême-gauche puisse en bénéficier. Cela traduit d'une part le désenchantement de très larges couches ouvrières voire leur désarroi face à la politique de la gauche en rupture avec les promesses mensongères et illusoire de celle-ci leur avait à plusieurs reprises faites. C'est pourquoi de nombreux travailleurs sont désorientés (d'où l'absence de gain de l'extrême-gauche). D'autre part cela indique une nette usure des capacités d'encadrement de l'opportunisme (déjà vérifiée par l'effritement de la CGT lors des différentes élections socio-professionnelles. Cette usure ne doit pas faire oublier cependant que si l'influence électorale du PCF s'amenuise sérieusement, celui-ci conserve cependant sur le terrain, notamment avec le relais de l'appareil de la bonzerie cégétiste une capacité d'encadrement qui ne doit pas être négligée (comme l'a démontré le service d'ordre mis en place lors de la montée des sidérurgistes lorrains à Paris en avril 84). C'est pourquoi aussi longtemps que cette capacité existera il sera hors de question pour l'Etat et la bourgeoisie d'envisager un remodelage en profondeur du dispositif politique, idéologique et social de contrôle opportuniste de la classe ouvrière. Pour notre part nous ne pouvons que nous réjouir d'une telle usure en souhaitant qu'elle puisse se confirmer le plus rapidement possible sur le véritable terrain de la lutte des classes qui n'est pas dans les isolements électoraux, mais dans les usines, quartiers et les rues.

Il est encore trop tôt pour préjuger de l'évolution de la trajectoire du PCF. Cela dépend de plusieurs facteurs. D'abord des exigences de la politique économique, qui en est encore essentiellement au stade de la rigueur financière, ce qui se traduit par une baisse du pouvoir d'achat, une augmentation du chômage et des licen-

ciements, etc., avant d'entamer sur une échelle large et systématique une politique de restructuration industrielle d'autant plus impérative que l'Etat à pris du retard pour éviter de trop fortes explosions et qui se traduira par une intensification du chômage des licenciements et de la baisse du pouvoir d'achat. D'ailleurs toutes les prévisions bourgeoises s'accordent pour dire que d'ici 1986 la marge de manoeuvre est trop étroite pour espérer, après avoir restructuré, lâcher quelques miettes afin de préserver efficacement la paix sociale.

Le deuxième facteur est d'ordre politique. Le lecteur comprendra aisément que nous ne soyons pas dans les confidences des "stratégies" politiques de la bourgeoisie et nous en excusera. Pour les forces bourgeoises il s'agira d'utiliser le mieux le terrain politique afin d'intensifier une attaque en règle contre la classe ouvrière ce qui rend plus difficile de garder une stratégie d'union de la gauche et devrait inciter (comme nous l'indiquons dans le numéro précédent) à la recherche d'un recentrage de la vie politique.

L'échec de la liste ERE (MRG et certains écologistes) de centre gauche laisse augurer de frictions plus grandes entre le PS, l'UDF et le RPR dans la recherche d'un tel recentrage dont nous ne pouvons préjuger de la forme (avec un accent plutôt au centre gauche ou au centre droit) avant les résultats des législatives de 1986. Dans ce cas le PCF serait rejeté dans l'opposition, à une place symétriquement opposée à celle du Front National afin de capter et détourner les énergies de lutte des travailleurs. Il sera possible d'y voir plus clair à la lumière de l'orientation adoptée par le PS et de la composition du gouvernement qui succédera à celui de Mauroy. Selon que ce gouvernement arrivera à forger un consensus autour du thème éculé de la défense des libertés républicaines (en utilisant le Front National comme épouvantail) et de la défense de l'entreprise.

Enfin l'évolution du PCF dépendra également des choix de son appareil qui représente une fraction de certaines couches ouvrières matériellement corrompue par la bourgeoisie et dont la survie comme serviteur zélé de l'ordre capitaliste est quelque peu menacée. Pour le PCF le choix ne peut se faire qu'entre deux lignes qui dans l'état actuel comportent plus de

risques que d'avantages. Soit il accentue la participation gouvernementale (mais cela dépend aussi des choix de ses maîtres capitalistes) en agitant la perspective de peser plus fortement sur les décisions prises par l'Etat. Mais le PCF est désormais en mauvaise position à la suite de son important recul pour parader dans cette voie et l'exemple de la CGT dont l'influence aux différentes élections socio-professionnelles a diminué ne laisse pas beaucoup d'espoir d'efficacité de redressement. De plus une social-démocratisation accrue du PCF pose à terme l'utilité de l'existence d'un PC distinct du PS. L'autre ligne consiste à reprendre un profil plus dur et radical pour essayer de coller au plus près à la colère des travailleurs ce qui supposerait l'impulsion de quelques luttes au moins pour la forme. Or dans le contexte actuel des exigences de restructuration ce qui importe pour le Capital, c'est d'enrayer toute lutte d'autant plus qu'elle risquerait de conduire à des dérapages sociaux généralisés. Comme on le voit le PCF subit le retour dialectique du piège qu'il a forgé contre les travailleurs en cherchant à paralyser et à enterrer toute lutte ouvrière. Ce qui semble le plus probable (si du moins l'Etat capitaliste et les forces bourgeoises le décident, ce qui se vérifiera avec la composition du futur gouvernement) c'est que le PCF cherche à poursuivre dans l'immédiat sa participation au gouvernement tout en se préparant à reprendre à moyen terme le chemin d'une opposition loyale. Quoiqu'il en soit le PCF est sur une corde particulièrement raide ce dont nous ne pouvons que nous réjouir.

La poussée de la Pen est le résultat d'une réaction spontanée et naturelle de certaines classes moyennes (notamment celles qui sont le plus menacées d'une prolétarianisation) voire de certaines couches ouvrières particulièrement rétrogrades dans le prolongement de la mobilisation et des manifestations qui se sont déroulées en 82 et 83 (notamment au printemps; cf le "Le Prolétaire": refuser le piège de la défense de l'ordre républicain). Cette poussée combinée avec la mobilisation massive et hystérique du 24 juin sur le thème de l'école privée traduit également, sur la base d'un "réflexe" social des couches moyennes et de la division entre travailleurs (notamment entre français et immigrés) qui sécrète le racisme, la volonté pour la bourgeoisie de

mobiliser le plus grand nombre possible des classes moyennes. Cela permet à la droite en utilisant le Pen de prendre de l'avance par rapport aux luttes ouvrières que tout le monde sent inévitables (nous ne parlons pas de ceux qui ont stupidement théorisé la disparition de la classe ouvrière dans les métropoles impérialistes...) en exerçant une pression critique voire hystérique sur le pouvoir afin de la pousser à intensifier l'offensive anti-ouvrière tout en aidant de la sorte en retour Mitterrand à se présenter vis-à-vis des travailleurs comme une solution de moindre mal alors même qu'il les frappe.

D'ailleurs la droite comme la gauche bourgeoise et anti-ouvrière ont conjointement favorisé la "percée" de la Pen, que ce soit volontairement ou non, cela importe peu seul le résultat compte.

C'est pourquoi au-delà des fanfaronnades de l'opposition demandant la dissolution de l'Assemblée Nationale, vite tempérées par les déclarations de R. Barre selon lesquelles la décision dans ce domaine appartenait à Mitterrand, il semble peu probable que dans l'immédiat il y ait des élections anticipées (sauf dérapage incontrôlé de la situation). La gauche est venue au pouvoir pour paralyser et asphyxier les travailleurs et pour les frapper afin d'assainir l'économie capitaliste par une politique de rigueur financière et de restructuration industrielles. Il lui reste encore du pain sur la planche pour qu'elle accomplisse son travail.

La classe ouvrière n'a évidemment rien à attendre de toutes ces combinaisons et ces manoeuvres politiques, sinon des attaques de plus en plus fortes. Son seul recours est la lutte indépendante de toute influence traîtresse ou illusoire. Pour cela, afin d'orienter sa lutte de la manière la plus efficace, il importe que les prolétaires puissent se doter d'une ligne d'action en rupture avec les pièges tendus par la bourgeoisie et ses laquais opportunistes.

C'est pourquoi la tâche des communistes révolutionnaires est d'oeuvrer dès maintenant sur le terrain, en sachant que l'effort sera long et difficile, pour la constitution d'un pôle alternatif susceptible d'influencer efficacement en attendant de diriger pratiquement la lutte contre toutes les offensives antiprolétariennes.

# Tendances du militarisme français

Le maintien pendant quelques semaines au Liban des soldats participant à la Force Multinationale d'Interposition après le retrait des contingents américains, italiens et britanniques était nécessaire à l'impérialisme français pour effectuer un spectaculaire renversement d'alliances. L'abandon de Gemayel et le rapprochement avec le mouvement chiite Amal de N. Berri était une tentative de se donner de meilleures cartes pour pouvoir peser sur la "conférence de réconciliation" de Genève dans le sens d'une reconnaissance implicite d'une "influence" française dans les affaires intérieures du Liban.

On sait ce qu'il en est advenu; l'échec de la conférence de Genève fût aussi l'échec de cette tentative de revenir à la "belle époque" où l'impérialisme français était le "protecteur" attribué du Liban. Une certaine présence militaire subsiste encore sous la forme de 1 300 soldats de la FINUL dans le sud de Beyrouth.

La relative accalmie de la situation militaire au Tchad, et le silence des moyens d'information peuvent expliquer dans une certaine mesure l'absence de tout mouvement d'opposition à cette guerre coloniale.

Dans les deux cas, et indépendamment de l'absence de résultats militaires tangibles, le militarisme français peut se frotter les mains. Il a réussi à conduire 2 interventions militaires d'une ampleur inégalée depuis la guerre d'Algérie, sans susciter le moindre remous notable en France même. Au contraire, les pertes sensibles essuyées par les corps expéditionnaires (plus d'une centaine de victimes) ont été utilisées pour des campagnes de mobilisation chauvine.

Cet indéniable succès, le militarisme le doit aux forces de gauche qui n'ont pas compté leurs efforts pour repeindre ces interventions aux couleurs du maintien de la paix. La farce des doutes so-disant ressentis par le PCF, loin d'entamer ou d'affaiblir le consensus, le renforçait en fait puisque l'approbation en fin de compte des interventions par un parti prétendument hostile au militarisme, était censé lever les objections parmi le prolétariat.

Il ne faudrait pas en conclure à l'adhésion de la part des larges couches prolétariennes à ces campagnes militaristes. Partout où nos forces limitées nous ont permis d'être présents, nous avons pu constater un sentiment d'opposition larvée mais généralisée aux interventions au Liban ou au Tchad, y compris, au moins dans un cas, parmi des soldats revenant de Beyrouth.

Cependant ce sentiment d'opposition larvée n'a jamais débouché (au contraire de ce qui s'est passé en Italie et que nous expliquons dans un autre article) sur une opposition ouverte et manifeste. La paralysie du prolétariat s'est jusqu'ici vérifiée également sur le terrain anti-militariste.

La bourgeoisie n'en demande pas plus, au moins pour l'instant. De ces 2 interventions, elle a tiré quelques leçons qu'elle va maintenant essayer de traduire dans les faits. Selon le "Nouvel Observateur", "les 2 conflits du Tchad et du Liban ont été l'affaire des professionnels, à leur grande satisfaction. Cela leur a permis en vraie grandeur ou presque, de faire leur métier, explique-t-on au cabinet du ministre de la Défense. Et aussi de montrer aux français et à la gauche, de quoi ils étaient capables. Depuis l'Algérie, ils ont toujours une revanche à prendre. Satisfaction morale? Sans doute, mais "ce n'est pas le plus important", protestent les officiers passés par le Tchad ou le Liban: nous avons beaucoup appris". A Beyrouth ainsi, depuis 18 mois les soldats français ont appris la guerre urbaine. "L'exemple libanais sera utile dans la réforme des écoles militaires" reconnaît Jean Gatel, secrétaire d'Etat à la Défense".

Une des faiblesses actuelles de l'armée tient à ses effectifs relativement peu nombreux. L'essentiel des forces d'intervention était engagé et les experts militaires se sont inquiétés de ce qu'il serait arrivé si la France avait dû envoyer des

troupes supplémentaires réprimer des troubles ici ou là. La Force d'Action Rapide quand elle sera opérationnelle comblera en partie cette lacune. En attendant la restructuration en cours de l'armée va aboutir à la "professionnaliser" davantage, en 1987, le quart des régiments sera totalement ou partiellement professionnalisé. Cela grâce au recrutement d'engagés mais aussi grâce à quelques "astuces". Le chef d'Etat-major de l'armée de terre, le général Imbot a annoncé que des appelés, même non volontaires, pourront quand même être envoyés outre-mer relever des détachements d'engagés en Afrique ou ailleurs pour des séjours dits "d'ouverture sur l'outre-mer" (sic!) de 2 à 4 mois et où "ils s'instruiront". "Nous répondrons ainsi aux besoins d'évasion des jeunes français" dit, sans rire, le général. On imagine assez facilement de quelle ouverture et de quelle instruction il s'agira: ouverture sur l'impérialisme et instruction de la répression néo-coloniale. "Le Monde" du 17/2/84, qui rapporte ces déclarations, ajoute que "cette mesure répond à une nécessité pour l'armée de terre française de dégager des professionnels de postes non-opérationnels qu'ils occupent outre-mer pour les confier à des appelés, et de disposer ainsi de forces plus nombreuses d'engagés sur des théâtres d'opération".

Le recours aux appelés s'imposera de plus en plus même si le général Imbot explique que "lorsqu'il s'agit de sauvegarder des intérêts limités ou de répondre aux appels individuels qui nous sont lancés, il n'est pas possible de compter uniquement sur une armée de conscription qui par essence, relève du concept de la nation en armes levée pour sauvegarder l'ultime intérêt vital".

Pour les militaires une armée de conscription est moins efficace car elle est moins bien entraînée et moins bien préparée qu'une armée d'engagés; mais elle est surtout politiquement et socialement moins sûre et moins disponible parce que malgré tout elle ne peut être coupée de la réalité des affrontements de classe et des luttes politiques.

Rappelons nous lors de la guerre des Malouines la fierté de la bourgeoisie britannique à propos de la combativité de ses soldats professionnels par contraste avec le manque de combativité des appelés argentins en dépit de l'hystérie nationaliste qui régnait dans ce pays.

Sous cet angle aussi, le Liban et le Tchad ont eu valeur de test; pour la première fois depuis longtemps on a fait appel à des soldats du contingent dans des zones d'opération, les volontaires du "service long". L'état-major se dit très satisfait de l'expérience et entend développer la pratique du service long. Les réformes du service militaire en préparation qui visent à adapter la durée selon les besoins de l'armée en portent sans aucun doute la trace.

## LE MILITARISME FRANÇAIS ET L'EUROPE.

Les restructurations de l'armée française (création de la Force d'Action Rapide, développement de nouvelles armes nucléaires tactiques et stratégiques, etc.) correspondent aux nouvelles ambitions impérialistes que nourrit la bourgeoisie. Le général Poirier, qui fût l'inspirateur de la force de frappe gaulliste et qui est le plus réputé des théoriciens français de la stratégie nucléaire, explique le sens de cette restructuration avec la notion des 3 cercles dans lesquels s'exerce l'action militaire. Le premier cercle est le territoire national qui en théorie est "sanctuarisé" par la force de dissuasion nucléaire. Le deuxième cercle est constitué par les pays voisins, le troisième par l'outre-mer.

Le stratège gaulliste cherchait à donner la responsabilité de la défense nationale et donc à s'émanciper ainsi de la "protection" américaine. L'armement nucléaire répond à cet objectif. Il est censé protéger parfaitement le pays (premier cercle) en "dissuadant" tout ennemi par la menace de représailles massives sur son territoire. Dans la réalité les fusées qui visaient Moscou étaient en fait des armes politiques contre Washington. Le réchauffement des relations avec les USA et les autres pays européens ces dernières années ont rendu

bien encombrante la sourcilieuse indépendance de la défense nationale. La bourgeoisie française a toujours voulu utiliser sa force militaire comme source d'influence auprès de ses voisins (deuxième cercle); mais il n'est pas question de réintégrer l'organisation militaire de l'OTAN parce que cela reviendrait à renoncer dans ce domaine vital à son indépendance.

Le général Poirier voit dans la FAR la solution qui "permettrait de résoudre une part des antagonismes qui paralysent notre stratégie en Europe". Elle permettrait en premier lieu de "participer au système de sécurité européen et à travers lui à une stratégie de dissuasion régionale qui est actuellement celle de l'OTAN, mais qu'on pourrait concevoir dans un cadre plus étroitement européen si les conditions politiques de ce système dissuasif unitaire étaient réunies (...). En second lieu, si la dissuasion échouait" elle permettrait de "participer au règlement militaire de la crise et de la défense du sol voisin, si les conditions justifiaient politiquement notre engagement militaire".

Les apétits impérialistes de la bourgeoisie seraient ainsi comblés: elle pourrait participer à la bataille avec la perspective d'être associée à la curée qui suivrait

la victoire; mais si la bataille tournait mal, elle aurait la ressource de se retrancher sur son territoire en principe inviolable car protégé par la force nucléaire de dissuasion.

Nous ne ferons pas ici une analyse détaillée des choix militaires retenus; contentons nous de signaler qu'ils s'harmonisent avec les perspectives stratégiques américaines (doctrine Airland Battle) résolument offensives.

Il faut par contre s'attarder un peu plus sur les conséquences politiques et les rapports de forces au niveau européen. La situation y est caractérisée par la tendance croissante, quoique variable selon les pays, des divers Etats bourgeois européens à s'autonomiser par rapport aux USA, que cela s'exprime par le désir de "renforcer le pilier européen de l'alliance", par des appels plus directs à une force militaire européenne ou par l'utilisation des mouvements pacifistes.

La bourgeoisie française peut espérer jouer un rôle de premier plan dans cette situation. Elle entend en tout cas profiter au maximum de sa plus grande liberté d'action, maintenant que sa ferme position sur les fusées Pershing a dissipé les préventions américaines et a accru son importance aux yeux des alliés européens. "Les temps sont venus pour les européens de s'occuper de leur sécurité" a déclaré Mitterrand. Des projets précis de coopération pour la fabrication d'armes ont été mis sur pied: hélicoptère franco-allemand, projet de satellite franco-allemand, projet d'avion militaire européen, projet de station spatiale militaire. Mais plus significatives sont les initiatives diplomatiques qui se multiplient. La France a poussé à la résurrection de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), un organisme fondé en 1954 lors du réarmement de l'Allemagne et qui n'avait plus fait parler de lui depuis, dans le but de trouver un cadre autre que celui de l'OTAN pour arriver à une plus proche coopération militaire. Les ministres des affaires étrangères de l'UEO se sont rencontrés à Paris les 20, 21 et 22 juin. Des divergences sont apparues en marge de cette revitalisation de l'UEO. Les officiels français ont expliqué qu'un des avantages de cette dernière est qu'elle exclut l'Irlande, le Danemark et la Grèce, 3 pays qui ne partagent pas les positions communes en matière de défense. Les anglais et les hollandais se sont montrés réticents, par crainte de voir la France arguer de sa supériorité militaire pour imposer ses vues.

La réunion a cependant, paraît-il, été un succès et une prochaine se tiendra à Rome fin octobre. Ce sera la première fois que des ministres de la défense européens se rencontreront en dehors de l'OTAN. 4 thèmes majeurs sont à l'ordre du jour:

- analyse des dangers qui menacent l'Europe, en particulier par l'utilisation militaire de l'espace.
- les conséquences des crises internationales sur la sécurité européenne.
- le renforcement du dialogue avec les USA.
- la coopération dans les armements militaires avec ces derniers (ces deux thèmes contrairement aux apparences, sont ceux où le contentieux avec les USA est le plus étendu).

Un autre thème sera abordé: la levée des derniers interdits qui, depuis la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, pèsent sur la production d'armements en RFA. Enfin des initiatives "d'envergure" sont promises ...

Il serait sans aucun doute exagéré d'en conclure au coup d'envoi d'un impérialisme européen. Les rivalités et les divisions entre les différents Etats du continent sont réelles. Au plan strictement commercial et industriel les échecs de la coopération dans la fabrication d'armes sont plus nombreux que les succès. Au plan politique les difficultés à trouver des points d'entente sur les questions internationales ne sont pas moins grandes. L'action de la Force Multi-Latérale au Liban a été révélatrice à cet égard: malgré une unanimité de façade, chaque pays poursuivait des buts plus ou moins personnels, sans hésiter, dans la mesure du rapport des forces, à se démarquer de ses fidèles alliés.

Nous pourrions citer d'autres exemples; mais il nous suffira de rappeler les problèmes quasi insurmontables sur le prix du lait ou sur une politique industrielle commune pour qu'on mesure les obstacles qui se dressent devant la création en bonne et due forme d'un impérialisme européen, d'autant plus qu'il se heurterait à l'opposition conjuguée des 2 super-grands. Seul un bouleversement complet de la carte politique internationale, c'est-à-dire une 3<sup>e</sup> guerre mondiale, permettrait éventuellement à l'Europe de s'émanciper de ces contraintes extérieures, sans pour autant nécessairement aplanir les contradictions "intérieures".

Si donc nous pouvons écarter la perspective à court et à moyen terme de

l'émergence d'un impérialisme européen autonome nous ne devons cependant pas négliger les tendances objectives et les heurts d'intérêts qui poussent à des réalignements dans le "bloc occidental" et qui pourraient demain, dans une situation différente, le faire éclater. En effet ces tendances objectives ont trouvé une expression dans les orientations politiques dominantes du mouvement pacifiste en Europe qui ont montré dans les faits leur capacité à capter les sentiments anti-guerre des masses. C'est donc aussi par ce canal que les Etats bourgeois procéderont, le moment venu, à la mobilisation idéologique des masses pour la guerre, élément complémentaire et nécessaire à la mobilisation générale. L'expérience de deux guerres mondiales et d'innombrables guerres "limitées" a démontré que la bourgeoisie n'avait aucun mal à récupérer à son profit l'élan pacifiste et que les témoins de la lutte pour la paix se transformait du jour au lendemain en va-t-en-guerre enthousiastes. Pour en rester à l'exemple déjà évoqué de la guerre des Malouines, il faut comparer la gigantesque manifestation de 300 000 personnes pour la paix quelques semaines avant le début de la guerre, avec la maigre affluence (moins de 2 000 manifestants à Hyde Park) de la manifestation organisée à Londres sur la base non du défaitisme, mais d'un vague appel à l'arrêt des hostilités. On peut aussi comparer les dizaines de milliers de manifestants rassemblés par le Mouvement pour la Paix ou le Codene contre les Pershing et l'absence de ces organisations dans les rares mobilisations contre les interventions françaises au Tchad et au Liban.

L'explication est simple: le pacifisme se constitue sur la base interclassiste de la défense de l'intérêt général, so-disant commun à toutes les classes et à la nation. Lorsque sonne l'heure de vérité et qu'il apparaît que "l'intérêt supérieur de la nation" est en jeu, le pacifisme abandonne docilement sa chimère de paix et se fait l'auxiliaire zélé de l'Etat pour enrôler dans l'effort de guerre les énergies prolétariennes prisonnières du mouvement. Il ne trahit pas, il reste fidèle à sa nature de classe bourgeoise.

Ces quelques considérations rapides doivent servir à orienter l'action des militants révolutionnaires contre la guerre. Il s'agit avant tout de s'opposer aux orientations interclassistes qui ne peuvent que conduire le prolétariat à de tragiques désillusions. La cible principale ne peut qu'être notre propre impérialisme. La réalité de la lutte sans conditions contre les interventions militaires outre-mer, pour le retrait des troupes stationnées à l'étranger, contre les "modernisations", réorganisations, etc. de l'armée et de l'arsenal français qui visent à les rendre plus adaptés aux prochaines guerres, contre le budget militaire et tout le fardeau croissant que le militarisme fait peser sur les prolétaires, est la pierre de touche qui permettra de dégager les énergies véritablement antimilitaristes. Ce travail antimilitariste de classe (et nous n'avons pas voulu en indiquer ici une plate-forme) est aussi une des conditions pour l'unification des rangs prolétaires non seulement à l'échelle internationale, mais en France même, et à ce titre il devra être repris par les travailleurs et les regroupements de travailleurs combattifs pour être répandu parmi les plus larges masses. ●



Pour les riches l'abondance  
Pour le prolétariat la misère de la guerre.



# Manifestation prolétaire contre la guerre

\* Pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes italiennes et de toutes les troupes d'invasion du Liban.

\* Pour l'auto-détermination du peuple palestinien et de tous les peuples.

\* Contre la logique de la guerre et le rôle de gendarme de la Méditerranée par l'Italie.

C'est avec ces objectifs qu'était convoquée une manifestation à Mestre-Venise, samedi 17 décembre 83. L'objectif principal de la manifestation (le retrait des troupes italiennes du Liban) la différencie des manifestations contre l'installation des missiles à Comiso. La lutte de Comiso était et demeure une lutte contre une guerre future dont l'Amérique est dési-

gnée comme l'agent et l'Etat italien comme un simple serviteur des USA. A la différence de Comiso, la manifestation de Mestre passait d'un antimilitarisme fumeux à une lutte contre une participation réelle à la guerre du contingent italien au Liban, montrant la volonté de l'Etat italien de défendre le gouvernement réactionnaire de Gémayel contre les prolétaires palestiniens et libanais.

## LES CHOIX ET LA PREPARATION.

Divers organismes de base ont travaillé pour populariser la lutte auprès des prolétaires de la région Veneto. Au moyen d'une pétition réclamant le départ des troupes, les promoteurs de la manifestation ont cherché à faire convoquer le conseil municipal de Venise pour qu'il prenne position. Le seul résultat obtenu fut la permission de tenir un meeting Piazza Ferretto à Mestre.

Pendant ce temps la propagande pour la manifestation continuait, grâce aux radios locales.

D'autres part un travail était développé en direction des usines de Porto Marghera qui a conduit à une motion, sur le retrait du contingent du Liban approuvée par le conseil de fabrique du port. Mais là il s'agit de distinguer entre la propagande et l'implication réelle des ouvriers contre le militarisme bourgeois. L'"appui" des conseils de fabrique est très souvent une façade pour masquer leur immobilisme vis-à-vis du travail vers la classe ouvrière.

A côté du travail de propagande la préparation de la manifestation a donné lieu à une bataille politique dans la coordination des divers organismes de base. Celle-ci porta particulièrement sur le parcours de la manifestation.

Deux parcours furent proposés. L'un à la périphérie de Mestre, la

Malcontenta (petite agglomération) ; là se trouvait une caserne d'où 300 soldats auraient du partir pour le Liban, et l'autre au centre de Mestre.

Le choix entre les 2 parcours impliquait des objectifs différents et une méthode de travail politique différente par rapport au prolétariat.

Le choix de Malcontenta impliquait un rapport de force avec l'Etat italien tel qu'il aurait pesé fortement sur un mouvement qui prenait à peine son élan. C'était le choix d'une des conceptions qui, soutenant que le mouvement doit "hausser le tir", ne tient pas compte des différents niveaux entre la situation actuelle (entendu dans le sens de l'ensemble du prolétariat et de sa réelle volonté et capacité de lutte) et celle qui verra demain l'affrontement direct avec l'Etat. Aller à Malcontenta c'était liquider un mouvement qui peu à peu s'affermissait sur le thème du Liban, dans le but illusoire d'"obliger" l'Etat à se démasquer.

Le choix "modéré" de défilé dans le centre-ville de Mestre partait de l'idée qu'il n'y avait qu'une minorité de prolétaires à être acquis à cette lutte. La manifestation devait donc avoir pour but d'élargir le mouvement de classe en gestation et non pas gratifier l'organisme de lutte en allant sur un terrain soi-disant plus radical.

Le climat de relative tranquillité "légale" dans lequel s'étaient développées les initiatives de propagande pour le retrait des troupes s'est brusquement interrompue une semaine avant le 17, quand le police a interdit les récoltes de signature.

D'autre part, face à la propagande pour la mobilisation le 17, l'opportunisme déserta (ce fut le cas aussi bien de la part des partis et des syndicats que des comités qui leur étaient inféodés) et la manifestation fut interdite.

Le 17, la ville était pleine de gendarmes qui interdisaient tout rassemblement même sur la place pourtant autorisée par le conseil communal.

2 000 personnes environ qui arrivaient à la gare malgré la pluie et l'interdiction de manifester ont dû subir des intimidations personnelles. Les rues principales qui partent de la place étaient barrières par des cordons de policiers.

La volonté de rejoindre la place même en défilant silencieusement sur les trottoirs s'est trouvée immédiatement bloquée par des menaces de charges policières et des ordres catégoriques de dispersion. Pendant ce temps le carrousel des voitures de police collaborant avec les vigiles urbains donnaient lieu à un véritable quadrillage militaire de la ville.

Une demi-heure après cette épreuve de force, le théâtre des opérations se déplaçait sur la place où s'étaient rassemblés ceux qui avaient réussi à franchir les barrages et les contrôles.

L'endroit était occupé par les gendarmes et par la police qui avaient commencé à faire des contrôles d'identité, à arrêter et à charger des groupes de manifestants ainsi que des gens de passage.

Le bilan de la journée fut de 5 arrestations, transformées ensuite en incarcération.

Une assemblée tenue à l'intérieur d'une église de la place exprima sa solidarité d'une manière unanime vis-à-vis des personnes arrêtées. Il fut décidé de manifester à nouveau, toujours sur le même thème mais également pour le droit de manifestation.

Les coups de téléphone de

## CHRONIQUE D'UNE REPRESSION.

solidarité, les télégrammes expédiés en prison, la contre-information dans les lieux publics et de travail de la ville furent l'oeuvre des prolétaires ayant participé à la manifestation du 17. Beaucoup de conseils de fabrique ont condamné la répression et ont soutenu les objectifs de la manifestation.

Les partis et syndicats réformistes se sont alors précipités pour prendre le train en marche, en condamnant les charges policières et en développant à leur tour, pour le P.C italien, une campagne pour le retrait des troupes.

Le P.C italien, le syndicat et Démocratie Prolétarienne (groupe ex-parlementaire) ont organisé un rassemblement de protestation naturellement autorisé qui a rassemblé environ 250 à 300 personnes.

La présence du comité pour le retrait des troupes du Liban a bouleversé le caractère pacifique et archi-institutionnel de ce mini-meeting en un cortège interne à la place qui hurlait sa détermination à faire libérer les personnes emprisonnées, à continuer la lutte sur ses objectifs, réussissant même à récupérer une grande partie des présents venus à l'appel des réformistes.

Jusqu'au 24 décembre, jour de la libération des emprisonnés, de nombreuses propositions et initiatives furent mises en oeuvre pour obtenir leur sortie de prison. Le 24 décembre il y avait des centaines de personnes pour les accueillir.

Quelques jours plus tard tombaient 33 inculpations pour participation à une manifestation non autorisée. C'était le prix que l'Etat voulait faire payer au mouvement. Malgré cela, les initiatives et la mobilisation se poursuivent, puisque le 21 janvier c'était 6 000 personnes qui défilaient et se rassemblaient à nouveau sur la place. Alors que la gauche officielle avait tenté auparavant de saboter cette manifestation prévue tout d'abord le 14 janvier, ce fut à nouveau grâce aux radios locales et à la mobilisation de centaines de prolétaires que le sabotage put être contrecarré et transformé en succès une semaine plus tard.

(Correspondance d'Italie).

# Lénine et le défaitisme révolutionnaire

## A PROPOS DU MOT D'ORDRE DE LA DEFENSE DE LA PATRIE.

"Qu'est-ce donc, généralement parlant, que la "défense de la patrie" ? Est-ce une notion scientifique relevant du domaine de l'économie ou de la politique etc. ? Non. C'est tout bonnement l'expression la plus courante, la plus usitée, parfois même tout simplement une expression terre à terre, qui signifie la justification de la guerre. Rien de plus, mais rien de rien ! Le seul élément de "trahison" qu'il puisse y avoir là, c'est que les gens d'esprit étroit sont capables de justifier n'importe quelle guerre en disant "nous défendons la patrie", alors que pour le marxisme, qui ne s'abaisse pas à ce niveau, exige que chaque guerre fasse l'objet d'une analyse historique, tendant à déterminer si l'on peut considérer cette guerre comme progressive, comme servant les intérêts de la démocratie ou du prolétariat, et dans ce sens, comme légitime, juste, etc.

Le mot d'ordre de défense de la patrie est le plus souvent une justification inconsciente de la guerre par le petit-bourgeois incapable d'analyser historiquement la portée et le sens de chaque guerre prise en particulier (...). L'homme du commun ne comprend pas que "la guerre est la continuation de la politique". aussi se contente-t-il de dire que "l'ennemi attaque", que "l'ennemi a envahi mon pays" sans se demander dans quel but on fait la guerre, par quelles classes elle est faite, en vue de quel objectif politique.

(Tome 23, page 32).

## A PROPOS DU DÉFAITISME.

"La classe révolutionnaire, dans une guerre de réaction, ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement.

C'est un axiome. Et il n'y a pour en contester la vérité que les par-

tisans conscients ou les acolytes sans défense des social-chauvins (...)

La révolution en temps de guerre, c'est la guerre civile; or la transformation d'une guerre de gouvernement en guerre civile est facilitée par les revers militaires, par les défaites, des gouvernements; d'autre part, il est impossible de contribuer à cette transformation en guerre civile si l'on ne pousse pas, du même coup, à la défaite.

Le "mot d'ordre" de défaite est bruyamment récusé par les chauvins (...) précisément parce que c'est le seul mot d'ordre qui fasse appel d'une manière conséquente à l'action révolutionnaire contre le gouvernement dont on est sujet, pendant la guerre. Pourtant, s'il n'y a pas d'action de cet ordre, des millions de phrases aussi révolutionnaires qu'on voudra sur la lutte contre "la guerre, les conditions, etc." ne seront jamais que de la monnaie de singe (...)

Les adversaires du défaitisme ont tout simplement peur d'eux-mêmes, n'osant pas considérer en face la toute claire évidence de la relation qui existe entre l'agitation révolutionnaire contre le gouvernement et le concours que l'on doit apporter à la défaite de celui-ci (...)

Une entente pour des actes révolutionnaires même dans un seul pays sans parler de ce qui pourrait être fait dans plusieurs pays simultanément, n'est réalisable que par l'exemple de sérieuses entreprises de cet ordre, bien engagées et qui se développeraient. Or, de semblables entreprises ne sont possibles que si l'on a le désir de la défaite, si l'on concourt à la défaite. La guerre impérialiste ne peut devenir une guerre civile "artificiellement", de même qu'une révolution ne peut qu'être artificielle; la transformation s'accomplit en vertu de phénomène multiformes, d'aspect, traits, valeurs et effect divers, résultantes de guerre impérialiste. Et cette transformation croissante n'est pas possible s'il ne se produit une série d'insuccès et de revers militaires, atteignant les gouvernements que frappent d'autre part les classes opprimées par eux.

Récusé le mot d'ordre du défaitisme, c'est ramener tout l'esprit révolutionnaire que l'on prétend avoir à une phrase vide de sens à de l'hypocrisie (...)

Cette formule (c'est-à-dire: le mot d'ordre "ni victoire, ni défaite" NDR) si l'on y songe, signifie "la paix civile", l'abandon de la lutte de classe des opprimés dans tous les pays belligérants, car il n'y a pas de lutte de classe quand on renonce à porter des coups à "sa" bourgeoisie, à "son" gouvernement; porter des coups en temps de guerre à "son" gouvernement, c'est (...) un concours apporté à la défaite du pays dont on est. Celui qui accepte la formule "ni victoire, ni défaite", ne peut qu'être hypocrite quand il prétend tenir pour la lutte de classe, pour "la rupture de l'union sacrée". En réalité, il renonce à une politique indépendante, prolétarienne, subordonnant le prolétariat de tous les pays belligérants à une tâche absolument bourgeoise: celle de garder contre toute défaite les gouvernements impérialistes. La seule politique qui envisage effectivement, et non pas seulement en paroles, la rupture de "l'union sacrée", la reconnaissance de la lutte de classe, c'est celle qui demande au prolétariat, de mettre profit les difficultés de son gouvernement et de sa bourgeoisie pour les renverser. Et l'on ne peut arriver à cela, l'on ne peut tendre vers cela si l'on ne souhaite la défaite de son gouvernement, si l'on ne concourt à cette défaite.

Lorsque les sociaux démocrates italiens ont posé, avant la guerre, la question de la grève générale, la bourgeoisie leur a répondu, fort justement de son point de vue: ce sera trahir l'Etat et l'on vous traitera comme des traîtres. C'est vrai. Et il est vrai aussi que la fraternisation dans les tranchées, c'est encore une trahison envers l'Etat (...). Le prolétaire ne peut ni frapper dans la lutte de classe son gouvernement, ni tendre (vraiment) la main à son frère, le prolétaire d'un pays "étranger", qui "nous" fait la guerre, sans commettre

"une trahison envers l'Etat", sans recourir à la défaite et sans collaborer à la dislocation de "son" pays, d'une "grande" puissance impérialiste.

Celui qui tient pour le mot d'ordre "ni victoire, ni défaite", est un chauvin conscient ou inconscient, dans le meilleur des cas, c'est un mince bourgeois disposé aux conciliations, mais c'est dans tous les cas, un ennemi de la politique prolétarienne, un partisan des gouvernements actuels, des classes dirigeantes aujourd'hui.

Examinons encore la question d'un autre côté. La guerre doit forcément éveiller dans les masses des sentiments des plus violents, qui tirent les gens de leur ordinaire somnolence. S'il n'y a pas correspondance avec ces sentiments nouveaux, violents, la tactique révolutionnaire est impossible.

Quels sont les principaux courants de ces grandes émotions intimes? Ce sont: 1° l'épouvante et le désespoir; d'où un renforcement des religions; les églises se remplissent, les réactionnaires sont enchantés; 2° là où l'on souffre, dit à peu près l'archi-réactionnaire Barrès, là est la religion; et il a raison; 3° la haine de "l'ennemi", sentiment attisé par la bourgeoisie (non pas tant par les prêtres) et qui n'est avantageux qu'à elle, économiquement et politiquement; 4° la haine du gouvernement qu'on a, de la bourgeoisie qu'on a, sentiment de tous les ouvriers conscients qui comprennent que la guerre est "la continuation de la politique" de l'impérialisme et y répondent par une "continuation" de leur haine de classe, et qui conçoivent d'autre part que la "guerre à la guerre" est une phrase stupide si l'on ne fait pas de révolution contre son gouvernement. On ne peut éveiller la haine envers son gouvernement et sa bourgeoisie sans désirer la défaite de ceux-ci et l'on ne peut éviter l'hypocrisie en s'affirmant adversaire de la "paix civile", de la "paix des classes", si l'on n'attise pas la haine envers son gouvernement et sa bourgeoisie!.

(Tome 21, page 283-289)

# Chronique de la répression en France

Quatre personnes "présümées proches d'Action Directe": Antonio Reino, Marc Toutou, Conchita Gorgora, Christian Gauzens, ont été arrêtées le 27 mai et inculpées de détention d'explosifs. Seule Conchita Gorgora a été laissée en liberté sous contrôle judiciaire, d'après les informations dont nous disposons (le Monde du 31 mai). La presse souligne que Christian Gauzens, accusé d'avoir participé en 83 au saccage du musée de la Légion d'Honneur, est un proche de Frédéric Oriach.

L'Etat et le gouvernement de gauche profitent de la léthargie presque générale de la classe ouvrière et de la désorganisation des militants révolutionnaires pour réprimer individuellement les ouvriers combattifs et la frange remuante de l'extrême-gauche, qui ne lèchent pas servilement les bottes des soi-disant partis ouvriers (1). Sont aussi dans le collimateur les militants politiques de l'immigration, déjà bien touchés par la répression des squatts et par le contrôle de l'immigration qu'on réexpédie dans leur pays d'origine où des tortionnaires les attendent pour achever la besogne commencée "proprement" par les flics français, et les militants italiens et basques, sans parler des célèbres irlandais de Vincennes que nos brillants gendarmes ont réussi à épingle avec tant de ruse et d'imagination (2).

Notre parti à maintes fois mis en pratique (par exemple lors de la répression des comités de soldats en 75, dans le comité contre l'extradition de Schültz en 76, dans le comité RIPRA contre la répression en Algérie ou dans le CSOIRI contre celle qui sévit en Iran) notre conception d'une solidarité inconditionnelle contre la répression bourgeoise et d'une riposte non sectaire (3). Cette conception s'applique aussi, bien sûr, à la défense de militants accusés d'actions violentes, que ces accusations soient fondées ou non, qu'ils les revendiquent devant la justice ou non.

Qu'on n'attende pas de nous face à cette répression des commentaires professoraux sur les bonnes ou les mauvaises formes de violence anticapitaliste, car nous savons trop bien que les révolutionnaires propres, qui n'envisagent la violence de classe, à la rigueur, que pour le "grand soir" (et encore sans bavures et dans l'ordre, s'il vous plaît) et s'en lavent les mains quand elle échappe au contrôle de l'Avant-Garde éclairée qu'ils prétendent incarner, ne sont que des fossoyeurs du communisme à la Kautsky (4).

Bien sûr notre solidarité naturelle n'exclut pas, par ailleurs, une critique serrée des options stratégiques et tactiques de l'activisme terroriste, en n'oubliant pas toutefois que ces expédients apparaîtront inévitablement tant que la classe ouvrière ne se sera pas dotée d'un véritable parti

communiste révolutionnaire agissant et influent.

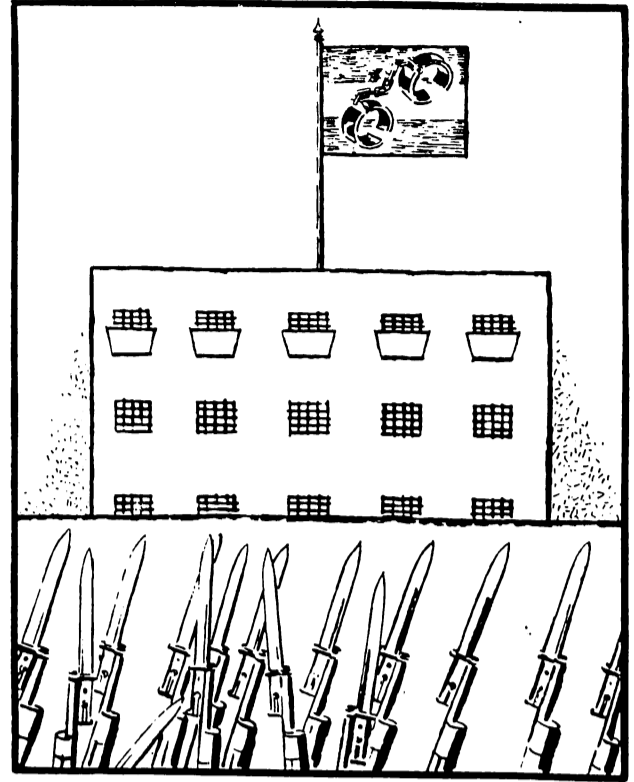
En attendant, il est de notre devoir d'intervenir, là où c'est possible, pour contribuer à une riposte collective dépassant le cadre de notre seule capacité militante.

1) La bourgeoisie frappe d'ailleurs très fort. Selon le journal "Libération", Marina da Silva "vient de se voir signifiée la résiliation d'un sursis de 18 mois de prison, ancienne condamnation infligée pour avoir été trouvée avec deux cocktails molotov qu'elle destinait à un sex shop. Condamnée à 16 mois de prison pour le saccage du musée de la légion d'honneur, Marina da Silva devait sortir incessamment de Fleury-Mérogis" (Libération du 23-24/06/84).

2) Une trentaine de militants politiques se sont vus assignés à résidence lors de la "fête" commémorant le 40<sup>e</sup> anniversaire du défilé armé.

3) Voir le Prolétaire n° 377 "Répression tout azimuth". Signalons que la critique de la position sectaire qui était faite dans ce numéro a été faite sur la base d'un article paru dans "Combattre pour le communisme" intitulé "Victime...?".

4) Ainsi nous pouvons lire dans l'article "Parti et action de classe": "aucun communiste ne peut avoir d'objections contre l'usage de l'action armée, des représailles et même de la terreur, et nier que le parti communiste doit lui-même diriger ces formes d'action qui exigent discipline et organisation. De même, nous considérons comme infantile la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservés à la "grande journée" où sera déclenchée la lutte suprême pour la conquête du pouvoir. Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de "gardes blancs" de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux. Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leurs efforts pour le moment final, car toute lutte nécessite un entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit commencer à se forger et à s'éprouver. (Brochure parti et classe, page 64).



LA DEMOCRATIE EST  
FORCEMENT CARCERALE

## SUISSE: LIBEREZ ET ACQUITTEZ M.S.!

Six mois de prison ferme, telle est la peine infligée à M.S à Zürich pour avoir collé une affiche faisant référence aux actions violentes menées au cours de la lutte des squatters contre la démolition de logements bon marché de la fessinerplatz. Cette sanction s'appuie sur les dernières nouveautés pénales de l'Etat qui permettent de condamner quiconque pour la simple "incitation à la violence". M.S est l'un des premiers à payer pour cette "faute" qui consiste à utiliser les mêmes moyens que ceux qu'exercent quotidiennement la bourgeoisie.

Au tribunal, M.S s'est défendu en démontrant qu'il ne pouvait être condamné par ceux-là même pour qui la violence a largement dépassé le stade de l'incitation et est devenue un acte de routine pour la défense de leurs intérêts.

Dieter Buerhle, le plus important marchand de canons au label de l'arbalète, est aussi un promoteur immobilier de renom à Zürich. Lorsqu'il rase les logements pour faire place à des super-temples de la consommation ou à quelque froide administration, ou lorsqu'il livre à quelque tortionnaire les fusils que l'armée et la police tourneront contre les ouvriers ou les paysans pauvres en révolte, cela n'est pas considéré comme de la violence. Pour la bourgeoisie, pour ses corbeaux de justice, c'est simplement du commerce!

En condamnant M.S de cette manière, la bourgeoisie fait un pas de plus dans la répression. Avant, elle ne condamnait généralement que les actes et la préparation aux actes de lutte violents, maintenant, elle condamne les idées même de violence. Demain, elle condamnera toute indiscipline sociale et plus particulièrement toute lutte ouvrière directe.

C'est cela le vrai visage de la démocratie bourgeoise: tant que les prolétaires sont sages et disciplinés, elle se montre "généreuse" et "large", mais dès qu'apparaissent des temps plus difficiles pour la paix sociale, elle se blinde et frappe à grands coups. Il n'y a pas d'opposition entre démocratie et fascisme, il y a continuité et complémentarité.

L'Etat suisse en est dans une phase de blindage préventif. Les grandes luttes ouvrières sont encore pour demain mais la bourgeoisie ne tient pas à être prise au dépourvu, elle se dote déjà de l'arsenal juridique qui lui permettra d'affronter la classe ouvrière aussi bien qu'un Pinochet ou qu'un Jaruzelski. Le fédéralisme est peut-être une entrave

pour réaliser de manière homogène ce renforcement de l'arsenal juridico-policiers mais il est aussi une facilité puisqu'il permet indépendamment aux cantons secourus par l'agitation sociale, d'adopter séparément des législations plus dures. Tel est le cas de Zürich où une nouvelle législation pénale permet depuis la fin de l'année passée, de réprimer, de contrôler, de surveiller sans aucune entrave légale.

Parallèlement au renforcement du code pénal, l'Etat se dote des moyens de contrôle les plus efficaces. Les écoutes téléphoniques, la surveillance du courrier sont de plus en plus généralisées. Les fichiers informatisés ou artisanaux (comme celui de Cincera) se multiplient en même temps qu'ils se centralisent.

A Lausanne, même les libéraux - qu'on ne peut accuser de menées subversives - ont dénoncé publiquement la Commune pour posséder et mettre à jour un fichier personnel contenant l'appartenance, opinion ou activité religieuse, idéologique, politique ou raciale, "leur sphère personnelle intime", "leur appartenance raciale", etc.

A Lucerne, idem! La commune se nourrissait d'informations notamment grâce aux initiatives et aux référendums (ceci dit pour ceux qui furent à l'origine de l'initiative contre la police fédérale de sécurité).

Quant à la loi sur la protection des données actuellement en discussion au Parlement, c'est tout simplement une supercherie de plus de la démocratie! Les communes, les cantons, les flics, les militaires continueront de stocker les données et de les utiliser pour la répression.

Contre le blindage de l'Etat contre le renforcement de la répression, les prolétaires ne doivent pas rester indifférents. La répression qui s'abat sur les éléments isolés aujourd'hui s'abattra sur les luttes ouvrières demain.

Les criminels, ce sont le capital et tous ses agents, les patrons, les parlementaires, les juges, les flics, la hiérarchie militaire et tous leurs complices qui au nom du "socialisme" maintiennent la classe ouvrière dans l'esclavage salarié.

C'est pour cela qu'il faut défendre M.S et exiger sa libération et son acquittement immédiat et sans condition!

Cet article a été repris du supplément suisse de mai 1984.

LISEZ ET DIFFUSEZ NOTRE REVUE GRECQUE !

**Κομμουνιστικό πρόγραμμα** 11

ΕΥΡΕΚΑΛΟΓΕΣ και πολιτική κατάσταση • ΚΙΝΗΜΑΤΑ ΕΙΡΗΝΗΣ

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΗΣ ΔΙΑΜΟΡΦΩΣΗΣ • ΔΕΙΞΕΙΣ ΠΡΟΒΛΕΠΟΜΕΝΟΥ

• Η κρίση στην οργάνωση

ΓΑΛΛΙΑ: η Αρστέρα συνάγει στην οργάνωση της

ΙΣΠΑΝΙΑ 36: Ο αντιπροσωπικός ρόλος της Δημοκρατίας

AU SOMMAIRE DU SUPPLEMENT  
SUISSE DE MAI 1984.

- A bas le parlementarisme vive la lutte de classe.
- La mort du capitalisme sera l'oeuvre du prolétariat.
- Il n'y a pas un bon et un mauvais PSS il n'y a qu'un parti contre-révolutionnaire.
- Le service civil est impuissant contre le militarisme bourgeois.
- Chef d'accusation: "lutte de classe contre la guerre".
- Les sans-papiers.
- SIPA.
- Le racket syndical.
- Le fric des pompiers syndicaux.
- Syndicats et salaires.
- Robotique et rebours du marxisme.
- Initiative 40 H.
- St-Dominique.
- Pologne.
- France.
- Libérez et acquittez M.S.!

IMPRIMERIE:

ICAI  
5, rue de la Division Leclerc  
67000 Strasbourg.

Contribué par les NMEP.  
Inscription à la commission  
paritaire de presse: 52926.

Faute de place, nous ne pouvons inclure l'article prévu sur la question du Parti et intitulé "Ce qui nous distingue aujourd'hui" qui a pour objectif, comme cela était indiqué dans le numéro précédent, de prolonger et de préciser l'article "Ce que nous voulons".

# Non au contrôle de l'immigration

Annoncées l'été dernier après la vague de crimes racistes, arrêtées à l'automne, les mesures anti-immigrés du gouvernement ont été rapidement suivies d'effet.

Refolements, expulsions battent leur plein. Dans les prisons françaises, 10 % des détenus sont des travailleurs étrangers qui attendent d'être expulsés. Comme à l'époque de Marcellin les bouclages de quartiers, les perquisitions dans les foyers pour dépister les travailleurs en situations irrégulières sont redevenues monnaie courante. Les offices HLM multiplient les obstacles au logement des étrangers ou des ressortissants des DOM-TOM. Les mairies de gauche ne sont évidemment pas les dernières à refuser le droit au logement pour les immigrés au nom du "refus des ghettos" (en fait: refus des immigrés). Il y a quelques semaines encore la municipalité du PCF de Vitry accusait le foyer de travailleurs immigrés d'être "devenu un véritable dépotoir" composé "d'anciens pupilles de la nation, malades mentaux ou sortant de prison".

Lorsqu'elles avaient été annoncées, ces mesures avaient été présentées comme visant uniquement les sans-papiers. Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat aux immigrés disait que "les clandestins gênaient l'insertion des immigrés". Le but était de diviser les travailleurs face à une offensive qui, certes de façon différente, les visait tous.

## LA CARTE UNIQUE DE 10 ANS.

Lors de la Marche pour l'égalité en novembre, G. Dufoix et Mitterrand lui-même avaient promis entre autres choses, l'instauration de la carte unique de 10 ans. C'est là une revendication reprise par les travailleurs immigrés et qui représenterait une amélioration réelle, si elle était appliquée à tous les travailleurs sans distinction et sans clauses restrictives sur le regroupement familial, le civisme des personnes, l'exclusion des DOM-TOM de ce

droit, les revenus des bénéficiaires, etc.... Bref, si elle était sanctionnée comme un droit égal pour tous et non accordée suivant le cours tortueux des intérêts économiques et sociaux de l'impérialisme français.

6 mois après, la nouvelle réglementation est tombée (1). La carte unique de 10 ans remplace le titre de séjour et la carte de travail. Cependant la carte temporaire d'un an renouvelable 3 fois est maintenue. Les travailleurs algériens sont exclus du droit général; ils ont un statut particulier. Les étrangers des départements d'outre-mer ne bénéficient pas de ce droit (exemple: les haïtiens de Guyane). Les "déliquants" qui cumulent un an de prison et plus n'ont pas le droit au séjour. Le regroupement familial reste soumis à des considérations d'ordre économique et social (le fameux ordre public!). Cette carte est renouvelable automatiquement tous les 10 ans et elle est informatisée. Mais d'ici 1994 beaucoup de choses peuvent changer. D'autre part la mise en fichier informatique permet d'accroître le contrôle de travailleurs immigrés.

Loin de représenter une unification des conditions de séjour de tous les immigrés, cette carte consacre les divisions avec création d'une catégorie "privilégiée" d'immigrés. Cela est confirmé par le fait que le conseil des ministres du 4 avril (2) a parallèlement adopté des mesures d'incitation au retour des travailleurs immigrés présentées comme "généreuses" alors qu'il s'agit en réalité de verser aux candidats au départ une partie des allocations-chômage auxquelles ils auraient eu droit en restant en France (3).

La création de cette carte est caractéristique de la politique du gouvernement de gauche. Au contraire des autres gouvernements de la V<sup>e</sup> République qui se préoccupaient essentiellement d'assurer les meilleures conditions à l'accumulation de profits "faciles", les circulaires Fontanet-Marcellin cherchaient à éliminer sans autre

forme de procès les travailleurs immigrés jugés inaptes à la production (chômeurs, malades, excédentaires), le gouvernement Mauroy, en conformité avec le fond de cette politique, a pour objectif de fortifier l'économie nationale dans son ensemble face à la concurrence internationale; ceci nécessite des mesures économiques globales (plan acier, automobile, etc.) accompagnées aussi de mesures sociales (lois Auroux, stages de reconversion et de formation, etc.) moins bestiales que les précédents dans la mesure où elles ne sont liées directement aux impératifs immédiats de la production mais cherche à donner une certaine sécurité à une partie des travailleurs qui ont "bien mérités" de la France, par leur travail, comme aiment à le claironner tous les opportunistes de tout bord. La gauche prétend rationaliser l'économie nationale (lire l'anarchie capitaliste) grâce à l'état promu grand organisateur du "dialogue social" entre "partenaires sociaux" et grâce aussi au soutien des organisations syndicales représentatives. Aujourd'hui on ne licencie plus, on recycle, nuance !

Les aspirations et les revendications des travailleurs sont donc jugées et acceptées dans les limites définies de la "rationalisation économique" et de la "concertation sociale". Mais concrètement, la classe ouvrière a perdu 2 batailles dans l'immigration. L'opération de régularisation des sans-papiers et la carte unique de résident montrent la faiblesse des réactions du prolétariat français qui renforce la capacité de la gauche à canaliser ces luttes sur le terrain des réformes; c'est dans les deux cas, le gouvernement qui par en-haut impose les conditions de la régularisation et la réglementation de la carte unique et fait en sorte qu'elles soient compatibles avec sa politique d'austérité. La conséquence ultime est l'accroissement de la division entre "bons" et "mauvais" immigrés et entre immigrés et français. Concrètement, l'exemple de la marche contre le racisme montre qu'un rassemblement imposant de dizaines de milliers de personnes ne pèse à lui seul d'aucun poids s'il ne s'inscrit pas dans une perspective de lutte, s'il ne s'accompagne pas de la mise sur pied d'un réseau organisationnel chargé de relayer, d'entretenir, de démultiplier la mobilisation sur des bases combattives: c'est ce que nous avons essayé de faire là où nous le pouvions. Quand ce sont les appels aux personnalités, les rassemblements humanitaires, la confiance dans les bonnes paroles des hauts personnages qui dominent la scène sociale et politique, les revendications sont réduites au minimum acceptables par la bourgeoisie et ses représentants multi-raciaux et pluri-partitiques.

Les organisateurs de la marche ont justement réussi à contrer toutes perspectives de lutte en se faisant les défenseurs de la paix sociale. Ils ont répandu parmi les jeunes dit de la "2<sup>e</sup> génération" l'illusion que s'ils faisaient la preuve de leur "responsabilité", de leur "maturité", c'est-à-dire de leur soumission à l'ordre établi par le refus de la politisation et de la "récupération", ils recevraient leur récompense sous la forme de l'acceptation de leurs demandes. Ceci mérite d'être mis en lumière si on tient compte du fait que la question des jeunes d'origine immigrée tracasse aujourd'hui tous les bourgeois d'Europe. Le BIT (Bureau International du Travail) a publié en janvier une étude sur l'immigration où on lit à propos des jeunes immigrés que c'est "une bombe à retardement sociologiques (...) peut-être prête d'exploser dans plusieurs pays d'Europe Occidentale".

## LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION DIVISE LA CLASSE OUVRIERE !

L'attitude des différents gouvernements européens, quelle que soit leur coloration politique est fondamentalement la même. Les mesures anti-immigrées se multiplient de l'Espagne à la Belgique, de l'An-

gleterre à l'Allemagne, de la Hollande à la Suisse. Elles ne reposent pas sur des préjugés culturels ou un manque d'informations (comme le disent certaines organisations d'immigrés qui ont entamé une semaine de "sensibilisation" des parlementaires européens !): ce qu'on pourrait appeler le "racisme d'Etat" est l'expression d'un antagonisme de classe et une manifestation particulière de l'offensive anti-ouvrière que la prolongation de la crise contraint les bourgeoisies européennes à accentuer.

En France même le problème est de faire passer les licenciements massifs. L'Etat désigne les immigrés comme les victimes toutes trouvées qui épargneraient ainsi des sacrifices aux travailleurs français. Il exacerbe ainsi les divisions au sein de la classe, paralysant du même coup la riposte des travailleurs. D'autre part les travailleurs immigrés ont montré des signes inquiétants (pour les bourgeois) de combativité: voir les luttes chez Talbot. L'impayable Georgina Dufoix s'est écriée lors d'une réunion du PS: "les immigrés ont des réactions de la classe ouvrière du siècle dernier", à l'époque où le réformisme et l'opportunisme n'avaient pas encore étouffé les traditions et les méthodes de la lutte des classes. La pression anti-immigrée vise donc à freiner cette combativité et en même temps à isoler cette fraction de la classe du reste des travailleurs pour empêcher toute contagion.

## SEULE LA LUTTE PAIE !

Constater cela, c'est indiquer que la solidarité avec les travailleurs immigrés doit être une solidarité de classe et que la lutte contre le racisme parmi les travailleurs français doit s'appuyer sur la reconnaissance des besoins objectifs de la lutte prolétarienne. C'est dans la lutte contre le patron et l'Etat que les travailleurs prennent conscience de la nécessité de surmonter les divisions et les corporatismes et qu'il est donc possible de dépasser les préjugés répandus par la bourgeoisie et ses alliés. Le combat contre les discriminations envers les travailleurs immigrés est une condition de la résistance victorieuse à la bourgeoisie. Il doit faire partie des objectifs permanents de la classe ouvrière et le rôle des travailleurs d'avant-garde est d'utiliser toutes les occasions pour convaincre leurs camarades, y compris, donc, la marche contre le racisme même si cette initiative ne dépasse pas les limites de l'opportunisme.

**NON AUX REFOULEMENTS ! NON AUX EXPULSIONS !  
DROIT AU REGROUPEMENT FAMILIAL!  
NON AUX QUOTAS DANS LE LOGEMENT!  
REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS ! CARTE UNIQUE DE 10 ANS  
POUR TOUS LES IMMIGRES !  
EGALITE DES DROITS ENTRE FRANCAIS  
ET IMMIGRES !  
NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !**

1) Ajoutons qu'à cette occasion, le gouvernement de gauche (grand défenseur des droits de l'homme, comme chacun sait!) en profite pour supprimer la carte de séjour de 10 ans à certaines catégories comme les réfugiés politique par exemple. Craxi et Gonzalez doivent se frotter les mains, Tonton est bien de la même bande.

2) Voir l'article "la gauche remercie les travailleurs immigrés".

3) L'Humanité du 25/5 affirme que Bérégovoy aurait donné l'assurance à Akka Ghazzi (CGT-Citroën) que les allocations chômage seraient versées à l'étranger. Il serait pour le moins étonnant de voir l'état verser des indemnités à des travailleurs rentrés définitivement dans leur pays ou n'étant pas en mesure de rechercher un travail. ●

## Le gouvernement de gauche remercie les travailleurs immigrés

Au cours d'un récent conseil des ministres, le gouvernement a adopté le principe d'une "aide" au retour d'un montant égal à 20 000 FF pour les travailleurs étrangers. Au 20 000 FF devrait s'ajouter des primes relativement substantielles aux dires de certains. Mais voyons ce qu'il en est.

D'après le communiqué officiel du conseil des ministres du mercredi 4 avril, il est dit, sans rire, que "faute de pouvoir conserver un emploi stable dans des secteurs économiques en difficultés (sidérurgie, automobile, par exemple! NDR), un certain nombre d'immigrés souhaitent être mis en mesure de se réinsérer dans leur pays d'origine" (1). Alors que les mesures Stoleru dite du million a été un véritable fiasco de la part des travailleurs immigrés qui sont loin de souhaiter de pareilles mesures basement mercantiles et attendent au contraire des droits égaux à l'égal des ouvriers français, le gouvernement de gauche double la mise, espérant sans doute que le découragement et la résignation au départ augmentent le nombre de candidats à la "réinsertion" au pays d'origine. Une telle mesure qui se veut sans doute, de justice sociale, eu égard, comme ils le disent, aux travailleurs étrangers qui ont "participé" à la construction de "Notre Economie" (celle des bourgeois, évidemment !). Est en fait révélatrice de la manière dont le système capitaliste considère ceux qu'ils emploient: une marchandise soumise aux impératifs du marché.

Outre les 20 000FF, on parle de primes à rajouter à ce pécule de la mauvaise conscience social-impérialiste. Il s'agit des primes de l'employeur; en fait elles pourraient être éventuellement versées par le dernier employeur dans le cadre d'une convention avec le Fonds National de l'emploi et "d'autre part, le versement capitalisé des droits du travailleur immigré à l'assurance-chômage, selon un taux et des modalités qui seront fixés par les partenaires sociaux en application de l'ordonnance du 21 mars 84" (communiqué du conseil des ministres). Là encore, rien de mirabolant et notons la présence des syndicats dans ce maquignonnage de bas étage.

Enfin l'aide de l'Etat sera subordonnée à la conclusion d'une convention entre l'entreprise ou la branche et l'Etat; cette aide sera modulée en fonction des frais de déménagement et de réinsertion professionnelle.

En faisant un calcul rapide ça fait dans les 70 000 FF ou un peu plus pour un travailleur ayant derrière lui 15 à 20 ans de travail (si toutes les clauses prévues ci-dessus sont mises en application) ce qui est rien moins que certain si on se souvient des réactions patronales par rapport aux charges sociales).

En tenant compte de l'augmentation du coût de la vie depuis 1978, année du million, à aujourd'hui, on peut conclure que la gauche est peu moins pingre que la droite; ce qui est normal, sans cela elle ne serait plus la gauche n'est-ce pas mon cher ministre ?

On pourrait doubler ou tripler ce chiffre, cela ne changerait rien à l'affaire. Ce simple fait montre tout le fossé qui sépare la gestion capitaliste et bourgeoise de la vie d'avec l'intérêt réel des travailleurs qui s'exprime au travers de la lutte pour poser et résoudre les questions relatives aux conditions de vie et de travail.

Cet argent n'est pas fait pour "aider" les travailleurs étrangers mais pour s'en débarrasser. C'est le prix payé par l'Etat et les classes qui en vivent pour assurer la survie d'un système social condamné et qui se combine avec le statut à part des travailleurs étrangers.

Non messieurs les camarades-ministres, on ne résoud pas les problèmes des travailleurs et de leurs familles en sortant le carnet de chèques, et la lutte de classes se chargera de démontrer que vos méthodes sont incompatibles avec les intérêts de classe de ceux que vous prétendez représenter.

**NON A LA CHARITE PUBLIQUE !  
DROITS EGALX POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !  
LUTTONS CONTRE LA DIVISION !  
TRAVAILLEURS FRANCAIS-IMMIGRES UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !**

1) La réinsertion dans le pays d'origine qui paraît si simple aux yeux du gouvernement et des défenseurs de la politique de gauche reste dans les conditions de la crise économique mondiale, aléatoire et de toute façon très difficile. On présente la réinsertion comme une solution idéale alors que les récents événements de Tunisie et du Maroc démontrent la précarité des conditions de vie et de travail des masses laborieuses. ●

## Crac... boum... unanimes

8 députés (4 PS, 2 PC, 1 RPR, 1 UDF) ont approuvé à l'unanimité le projet de loi concernant la carte de 10 ans. Paul Mercieca, maire-bulldozer de Vitry, n'a pas pu s'empêcher de rappeler qu'il était pour l'arrêt de l'immigration.

L'enthousiasme parlementaire s'est sans doute communiqué à la presse puisqu'on peut, en comparant le journal "Le Monde" du 27-28/5/84, "Le Matin" du 26-27/5/84, "la Croix" du 26/5/84, "Lutte Ouvrière" du 2/6/84, "Sans-Frontières" n°87 de juin, douter que tous ces journaux parlent du même projet de loi. Et encore, ils en par-

lent ! A la différence de l'Humanité du 26/5 et de Rouge du 1<sup>er</sup> au 7/6/84 qui laissent à leurs lecteurs le soin sans doute de s'en rapporter à la presse qu'ils qualifient de bourgeoise. Mais il est vrai qu'on ne peut pas, décemment, comme Rouge, faire l'éloge du gouvernement une semaine avant sur cette question et rendre compte de l'unanimité indifférente de la gauche et la droite vis-à-vis d'un projet de loi qui, somme toute, sanctionne ce qui est déjà mis en oeuvre depuis 81 et qui tendait à dépasser l'"incohérence" des mesures de contrôle de la main-d'oeuvre étrangère, pour parler le langage des négriers modernes. ●

# La guerre Iran-Irak une boucherie contre-révolutionnaire

(Suite de la page 1)

internationale du conflit en s'attaquant à des pétroliers venant s'approvisionner au terminal iranien de Kharg. Il s'agit pour l'Irak d'empêcher une extension du conflit sur son territoire en poussant les pays riverains du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, etc.) à coordonner une force d'intervention militaire susceptible de faire pression sur l'Irak, et dans le prolongement en poussant les impérialismes occidentaux (USA, France, G-B) à élaborer eux aussi des plans d'intervention qui d'après certaines sources auraient été mis sur pied lors du sommet de Londres. Cette "dramatisation" est d'ailleurs, semble-t-il autorisée par les grands Etats impérialistes d'une part les risques d'une pénurie de pétrole sur les marchés ne sont pas proches, puisqu'au contraire il y a plutôt surabondance de pétrole brut. Un regain de tension et un ralentissement de la production pétrolière de l'Irak a même permis une stabilisation des prix du brut pour le plus grand soulagement des compagnies pétrolières. De plus en ralentissant la production quotidienne de pétrole de l'Irak il est possible de freiner le vieillissement de cet Etat dont les ressources sont de plus en plus dépendantes des exportations de pétrole (les recettes pétrolières représentaient 75 % du budget national iranien durant les 4 années précédant la chute du Shah, en 1982-83 elles en ont représenté près de 84 %).

Cette "dramatisation" voulue par l'Irak s'accompagne d'une dose certaine de bluff: l'Irak ne peut s'attaquer aux navires des pays arabes qui subventionnent son effort de guerre à raison de 1 milliard de dollars par mois; les bateaux coulés par Baghdad appartiennent, d'après Jeune-Afrique (du 13/06/84), à des armateurs privés susceptibles d'être dédommagés par les assurances, qui précise que les attaques présumées n'ont fait qu'une victime ce qui paraît étonnant à moins que les équipages aient été avertis.

On voit donc que le conflit Iran-Irak ne risque pas de provoquer dans l'immédiat l'explosion de contradictions incontrôlables pour les forces impérialistes et les Etats bourgeois de la région. Il permet aux uns et aux autres de prendre des dispositions pour l'avenir: préparation de forces d'intervention militaire des pays du Golfe, et des impérialismes occidentaux, accélération de la construction d'un pipe-line de contournement du Golfe permettant d'accéder à travers l'Arabie Saoudite à la Mer Rouge. Ce conflit constitue également un formidable marché pour les industries d'armement du monde entier: l'Irak est fourni

par l'URSS et la France comme on l'a vu mais aussi par l'Egypte, la Chine, le Portugal, le Brésil, l'Irak étant approvisionné par l'Espagne, la Suisse, la Turquie, le Chili et Israël (pays qui servent le plus souvent d'intermédiaires aux USA) par le Vietnam (pour les pièces récupérées sur les Phantom américains de la guerre du Vietnam) mais aussi par la Corée du Nord, la Pologne, la RDA, la Syrie et la Lybie (pays qui servent d'intermédiaire à l'URSS). Au total d'après les estimations le conflit Iran-Irak aurait constitué un marché de 60 milliards de dollars d'armements vendus.

Par ailleurs ce conflit sert de point de cristallisation permettant de fixer les innombrables contradictions qui minent l'ordre contre-révolutionnaire du Golfe et du Proche-Orient qui a été défini par les impérialismes avec l'appui des bourgeois et réactionnaires de la région. Il permet aux Etats du Golfe de se renforcer pour pallier tout débordement du conflit susceptible de menacer leur intérêt, il permet à tous les Etats impérialistes y compris l'URSS bien qu'elle soit dans une position moins favorable, de renforcer les moyens de surveillance et de pression dans la région, il permet à Israël d'atténuer sa rivalité avec les autres Etats arabes (comme la Syrie et l'Irak), il permet à la Syrie de renforcer son pouvoir en jouant sur l'affaiblissement de l'Irak. Quant à ce dernier, il peut renforcer au nom de la défense de la patrie, sa domination sur les masses arabes et kurdes qu'il opprime. Enfin l'Irak après avoir supporté le coup de l'offensive irakienne peut utili-

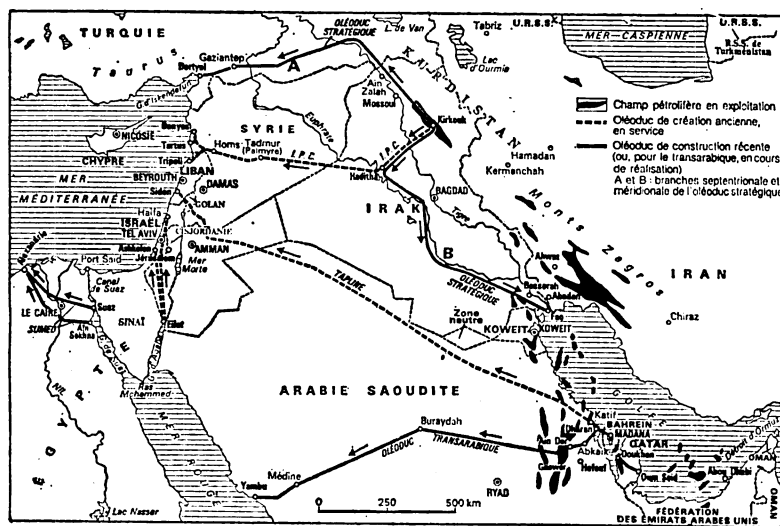
ser la guerre pour détourner l'énergie des masses d'Irak plongées dans un appauvrissement accru en les saignant à blanc au moyen d'offensives particulièrement sanglantes et coûteuses en vies humaines au nom de la défense de la "révolution islamique". Il est utile de rappeler que l'Irak pour une population active de 10 millions de personnes compte plus de 6 millions de chômeurs ce qui représente un des taux de chômage les plus élevés du monde, supérieur à 60 % !

La complexité des contradictions qui se nouent autour de cette guerre est accentuée par le caractère lui-même complexe des alliances dont bénéficient les deux Etats. L'Irak est soutenue par la Jordanie, l'Arabie Saoudite (qui par ailleurs finance 40 % du budget de la Syrie qui appuie l'Irak...) les Emirats arabes unis, l'Egypte, mais aussi la France. L'Irak est soutenu par la Lybie, la Syrie et Israël (qui est sous la dépendance financière totale des USA). Enfin les USA, les impérialismes européens comme la G-B, la RFA, le Japon, l'impérialisme russe ainsi que le Japon s'efforcent pour leur part de peser par leur influence économique sur les deux Etats tout en étant prêt à éviter en dernière analyse un effondrement de l'Irak, sans pour autant, pour ce qui concerne en tout cas Moscou, désirer l'écroulement de l'Irak... On le voit, le caractère inextricable de la situation est l'expression de l'accumulation de contradictions incompressibles que toutes les forces

impérialistes et bourgeoises ont de plus en plus de mal à contrôler.

Les communistes révolutionnaires internationalistes ne peuvent que se réjouir de l'accumulation de facteurs susceptibles de déstabiliser l'infâme ordre contre-révolutionnaire installé dans la région pour museler les masses. Mais il convient de noter deux choses. C'est que d'abord il n'y a aucune solution automatique (et donc aucun expédient pseudo tactique) susceptible de faire évoluer la situation dans un sens véritablement révolutionnaire sans une mobilisation indépendante des masses de la région et pour commencer du prolétariat. Il convient de remarquer ensuite que pour l'instant ce sont précisément les forces politiques bourgeoises et réactionnaires qui monopolisent toutes les initiatives et que ce sont les masses d'Irak et d'Irak qui sont envoyées à la boucherie pour le grand profit des Etats anti-prolétariens qui les asservissent.

C'est pourquoi la seule perspective qui soit à l'ordre du jour pour les masses d'Irak et d'Irak et donc en premier lieu pour les forces prolétariennes de ces deux pays est celle du **défaitisme révolutionnaire**. Cette perspective est la seule qui puisse leur permettre de se dégager de l'emprise anti-ouvrière et contre-révolutionnaire des Khomeiny et des Saddam Hussein afin de prendre l'initiative en retournant leurs armes contre leurs propres oppresseurs ainsi que toute intervention extérieure bourgeoise ou impérialiste destinée à les maintenir au rang de simple chair à canon. D'après les informations incomplètes qu'on peut avoir nous savons qu'en Irak des initiatives ont pour objet d'empêcher le départ des jeunes mobilisés de force pour le front et pour aider les insoumis à se réfugier au Kurdistan. Elles représentent des initiatives qui indiquent la voie pour l'émergence d'un mouvement de lutte se plaçant sur une véritable orientation de combat prolétarien et anti-impérialiste. C'est cette perspective qui doit se généraliser de tous côtés, pour transformer cette boucherie contre-révolutionnaire en une lutte indépendante des masses exploitées d'Irak et d'Irak.



## L'Etat syrien: un gendarme antiprolétarien

Depuis le début de la guerre du Liban et notamment à partir de 1976 par une intervention aux côtés des phalangistes chrétiens pour cautionner les massacres de Tell-EI-Zaatar, l'Etat syrien s'est efforcé de mener une politique régionale qui lui a permis de s'imposer comme un interlocuteur obligé de toutes les manoeuvres sionistes, impérialistes et réactionnaires. Nous avons déjà à plusieurs reprises montré dans ces colonnes qu'à chaque fois de 1976 à décembre 1983 lors de l'encerclement des forces loyalistes de l'OLP à Tripoli, l'intervention de l'Etat syrien s'est faite dans le sens d'un étranglement systématique de la lutte des masses palestiniennes et libanaises: qui n'excluait pas des affrontements limités avec l'Etat d'Israël, (ou des frictions avec les troupes impérialistes) dont la véritable fonction était de déterminer une zone et une capacité d'influence respective sur place sur la base d'une **volonté contre-révolutionnaire convergente** d'empêcher tout débordement de la lutte des masses. Une telle orientation ne commence évidemment pas en 1975 mais est déjà en gestation depuis la fin des années 1940 lorsque les différents pouvoirs qui se sont succédés à la tête de l'Etat syrien menaient une politique de répression contre les tentatives de lutte des militants palestiniens tout en se cachant derrière un discours panarabe: c'est également dans les geôles syriennes que nombre de militants palestiniens et arabes prirent conscience de la cause révolutionnaire palestinienne. C'est donc le plus logiquement, (cf le Prolétaire n°377, le facteur national palestinien) que l'Etat syrien se fit le complice direct des massacres de sep-

tembre 1970 perpétrés par le roi Hussein de Jordanie avant d'intervenir directement en 1976, 1978, 1982 et 1983 contre les masses libanaises et palestiniennes.

De plus la trajectoire de cette politique régionale s'est combinée avec une politique intérieure d'oppression et de répression accrue comme l'ont montré, pour prendre les exemples les plus récents: les massacres de Jisr el Chorjior (1980), de la prison de Tadmor à Palmyre (1980) de Sarmada (1980), d'Alep (1980) et de Hama (1981 et 1982) où plusieurs dizaines de milliers de personnes (30 à 40 000) ont été tués sous les bombardements de l'aviation et de l'artillerie lourde.

Il faut remarquer qu'une telle trajectoire est déterminée par des conditions historiques, politiques et économiques bien précises. Ainsi au début du 20<sup>e</sup> siècle la Syrie était sous la domination de l'empire ottoman. Ce dernier s'appuyait sur les privilèges des grands propriétaires fonciers de la région (absentéistes en grande majorité) leur laissant, en contrepartie de leur soumission exprimée bien entendu sous forme d'impôt en nature ou en argent, la liberté d'exploiter à leur gré le travail des masses paysannes. Les notables et les grands propriétaires de la province de Syrie quant à eux se préoccupaient exclusivement de collecter la rente foncière et non pas de développer la production agricole en y introduisant des améliorations quantitatives et qualitatives. Avec la défaite de l'empire ottoman et son démantèlement à partir de 1918 la province de Syrie fut confiée sous forme de mandat à l'impérialisme français, tandis que l'Irak, la Transjordanie et la Pa-

lestine revenaient à l'impérialisme britannique. Très rapidement la France fut obligée de diviser son mandat syrien en deux: la Syrie et le Liban (où la France s'appuyait sur les possédants maronites chrétiens) afin de contrer les tentatives menées par la G-B pour lui ôter la Syrie. En effet la G-B poussait en avant l'émir Fayçal (qui deviendra plus tard avec sa bénédiction roi d'Irak) en jouant la carte du panarabisme pour que celui-ci réunisse toutes les provinces arabes de l'empire ottoman en un seul royaume, afin d'évincer la France d'une région stratégiquement (étapes sur la route des Indes, voisins qui plus est du canal de Suez) et économiquement (pétrole de Mossoul, etc.) importante et de contrôler ainsi une grande partie du Proche-Orient. Pour s'opposer à cela l'impérialisme français s'appuya sur les divisions ethniques et religieuses existant en Syrie proprement dite, tout en maintenant les structures économiques et sociales largement précapitalistes en place.

La présence française va progressivement gêner les notables fonciers et commerciaux de Syrie qui parviendront à exercer une influence politique prédominante sur les masses paysannes restant prisonnières d'un morcellement les empêchant de se hisser à une indépendance d'action. En 1943 la G-B et les forces françaises du général de Gaulle prennent le contrôle de la Syrie en évinçant l'administration vichyssoise. Sous la pression et avec l'aide de la G-B, les classes dominantes de Syrie (com-

(Suite en page 13)

## A propos de la destruction de l'Etat d'Israël

A la suite de certaines interrogations et pour répondre à l'avance à d'autres, il nous semble utile de confirmer que la destruction de l'Etat d'Israël est un objectif central du point de vue d'une stratégie révolutionnaire prolétarienne au Proche-Orient. Il convient de noter, pour être encore plus précis qu'une telle perspective loin de signifier qu'elle se substitue à l'objectif de la révolution prolétarienne est bien évidemment un des aspects principaux.

Comme nous l'avons rappelé dans le "Prolétaire" précédent l'Etat sioniste est le maillon central de la chaîne impérialiste et contre-révolutionnaire qui asservit les masses prolétariennes et sans réserve de la région. C'est pourquoi l'objectif de sa destruction permet de tracer une ligne de lutte indépendante excluant nécessairement tout compromis aussi bien avec les forces impérialistes (occidentales et russe), avec Etats arabes tous anti-prolétariens, au-delà de leur masque réactionnaire ou "progressistes", qu'avec les forces politiques bourgeoises ou interclassistes qui dirigent l'OLP. Cet objectif ne signifie nullement une quelconque étape intermédiaire sur la voie de la révolution prolétarienne dans la région mais suppose au contraire le développement de cette révolution en marche de manière ininterrompue sur le chemin de la victoire internationale sur la base d'une rupture totale et irréversible avec toutes les forces de conciliation qui sont autant de faux amis de la lutte des masses ouvrières et sans réserves du monde entier.

Cet objectif permet enfin d'indiquer la condition à laquelle les masses ouvrières d'Israël pourront tendre à s'intégrer dans cette révolution en permanence dans l'union avec les masses ouvrières et opprimées de tous les Etats arabes et plus généralement des métropoles impérialistes sans lesquelles l'Etat d'Israël ne pourrait poursuivre sa politique d'asservissement et d'expansion contre-révolutionnaire.

# L'Etat syrien...

(Suite de la page 12).

posées, rappelons-le, de grands propriétaires fonciers et des couches commerçantes de Damas notamment) et du Liban obtiennent l'organisation d'élection et la création d'administrations autonomes. Les forces françaises de De Gaulle sont obligées d'accepter tout en conservant seulement le contrôle des forces armées. En 1945 une nouvelle crise éclate, le gouvernement syrien (et libanais) revendiquent le droit de créer des armées nationales alors que les autorités françaises demandent la signature préalable de traités garantissant leurs intérêts colonialistes et impérialistes. En mai 1945 des troubles malheureusement contrôlés par les "élites" dominantes éclatent en Syrie où la France envoie des renforts. Aussi la G-B prend-elle directement en main le contrôle de "l'ordre public" dans le pays et ordonne aux troupes françaises de se retirer dans leurs casernes en menaçant de les y bombarder en cas de refus. Finalement le 7 juillet 1945 la France impérialiste, en position de faiblesse par rapport à la G-B, accepte la création d'une armée nationale en Syrie et au Liban. Elle évacuera définitivement la Syrie et le Liban en 1946. Comme on le voit l'indépendance de la Syrie s'est en définitive constituée sous l'influence de l'impérialisme, surtout britannique, sans être le résultat d'une mobilisation autonome des masses et d'une lutte radicale permettant le bouleversement des structures économiques et sociales (1).

Il faut également noter que l'édification de l'Etat syrien en l'absence d'une lutte radicale des masses et en dehors d'un bouleversement radical des structures économiques et sociales du pays se fait de manière simultanée avec la première guerre israélo-arabe de 1948. C'est pourquoi la dénonciation du sionisme deviendra une ligne d'orientation permanente du nouvel Etat non pas pour développer une action intérieure radicale susceptible de mobiliser sur des bases réelles les masses afin d'orienter leur énergie de lutte dans une perspective réellement antisioniste et anti-impérialiste mais pour au contraire justifier le contrôle de l'Etat syrien sur les masses et repousser aux calendes grecques toute transformation interne conséquente, ne serait-ce que dans un sens progressiste bourgeois radical. La mise en place de l'Etat syrien s'articule autour d'une dénonciation verbale et formelle du sionisme pour éviter tout débordement des masses. Ainsi en maintenant l'alignement des rapports sociaux et économiques à travers la consolidation des clivages religieux au profit de la domination des élites alaouites, l'Etat syrien ne fait que consolider les clivages hérités de la période française.

C'est pourquoi la stabilisation d'une telle domination se fera à travers une série de coups d'Etat tous menés au nom de la revendication de l'unité arabe et de la dénonciation du sionisme. Mais derrière ces références ce qui se profile c'est d'abord et surtout la recherche d'une défense efficace et stable des intérêts nationaux de l'Etat syrien dans une région où les contradictions sont accentuées par l'établissement d'un ordre parachuté par en haut avec l'approbation plus ou moins explicite des impérialismes et par une tendance à la mobilisation des masses (victimes d'un appauvrissement croissant) à travers le développement d'un sentiment national arabe ce qui met davantage encore en relief la fragilité des bases sur lesquelles reposent les différents Etats arabes.

Ainsi l'Etat syrien a du mal à se doter d'un régime politique stable: de 1945-46 à 1949 il y a un régime civil, renversé en 1949 par l'armée qui dirige le pouvoir jusqu'en 1954 pour céder la place à nouveau à un pouvoir civil. Cette fragilité encourage les ambitions du voisin irakien dont la défense des intérêts nationaux passe par une rivalité avec la Syrie. C'est pourquoi la Syrie pour échapper à l'emprise de l'Irak avantagée par le découpage territorial imposé par les puissances impérialistes joue à la fois la carte de l'unité panarabe et celle du rapprochement avec l'Egypte. Cette perspective de l'unité arabe est surtout défendue par le parti de la Résurrection arabe ou le Baas fondé en Syrie en 1947. Ce parti qui ne deviendra jamais un parti de masse choisit de fonder son action non pas sur la mobilisation des couches populaires mais sur la recherche d'une influence auprès des différentes couches qui se disputent le pouvoir en Syrie et notamment auprès de l'armée. La crise de Suez provoquée par l'intervention combinée du sionisme et des impérialismes français et britanniques va entraîner une effervescence légitime au sein des masses du Proche-Orient arabe.

Aussi le pouvoir syrien auquel participent à partir de juin 1956 des mem-

bres du Baas va chercher à activer le rapprochement avec l'Egypte nassérienne afin de désamorcer la montée d'un mouvement de masse qui aurait pour objectif de ne pas se limiter à une politique extérieure radicale (du moins en apparence) mais d'arracher une amélioration substantielle de ses conditions de vie et de travail. Cette orientation sera accentuée par l'intensification d'une menace de plus en plus pressante des USA qui soutiennent le pacte de Bagdad dans lequel est engagé le rival irakien en poussant la Turquie à masser des troupes à la frontière syrienne en 1957. D'où en 1958 la proclamation d'une union avec l'Egypte baptisée République arabe unie qui durera à peine 3 ans et sera rompue en 1961. De 1961 à 1970 le pouvoir syrien sera secoué par plusieurs coups d'Etat (1963 puis 1966 toujours menés sous l'influence des différentes fractions du Baas au nom de l'unité arabe. Il est intéressant de noter que le Baas recrutera essentiellement parmi les couches alaouites et druzes alors que la majorité de la population est sunnite. De là à dire que la référence à l'unité arabe est un moyen pour les groupes dirigeants de ces minorités de monopoliser le pouvoir il y a un pas que nous franchissons sans hésiter...

Sur le plan économique jusqu'à la fin des années 1950 l'Etat syrien n'entreprend, et pour cause, aucune réforme radicale des structures agraires car il s'appuyait sur les forces sociales des grands propriétaires fonciers et d'une bourgeoisie commerçante peu nombreuse. Cela se traduisait par un appauvrissement des masses paysannes (la petite propriété de moins de 10 hectares reculait régulièrement passant de 20 % du sol cultivé en 1920 à 15 % en 1945 et 13 % en 1955) sans que cela s'accompagne d'un développement rapide de la production agricole, ce qui limitait les possibilités d'accroissement de l'industrie et du commerce. Cela rendait bien évidemment de plus en plus difficile la possibilité de concilier un discours unitaire arabe sur le plan politique et diplomatique (discours auquel étaient condamnées les couches dominantes qui monopolisaient le pouvoir d'Etat) avec un renforcement des bases matérielles de cet Etat. Ce qui explique la tendance des différentes factions baathistes qui se succèdent au pouvoir à partir des années 1960 à chercher à transférer le contrôle de la terre des propriétaires fonciers défaillants sous l'autorité directe de l'Etat, ainsi que la cascade de coup de force qui ont affecté la direction de l'Etat syrien. En entreprenant une réforme agraire modérée il s'agissait pour les différentes tendances baathistes non pas d'améliorer le sort des paysans mais de les soumettre à une pression économique accrue afin de les ponctionner davantage pour accélérer l'industrialisation.

Comme le note à travers tout un fatras d'analyses crypto-marxistes, Samir Amin dans son livre "Irak et Syrie" (Editions de Minuit) "des conflits nouveaux devaient naître de ce projet baathiste. La résistance des grands possédants et les espoirs qu'avaient fait naître dans la paysannerie du principe de la réforme le contraignirent à rechercher une alliance avec certaines couches rurales pour isoler les propriétaires. On pensa un moment confisquer les terres au profit de l'Etat qui les aurait louées à des "grands exploitants modernes" - ou tout au moins à des koulaks - tirant de cette location un revenu appréciable... La pression paysanne amènera alors parfois - surtout en Syrie - à céder à la parcellisation. Mais l'Etat veillera à ce qu'elle n'aille pas trop loin et bénéficie surtout aux couches moyennes de koulaks, mieux capables, selon lui, de la mettre en valeur que les paysans les plus pauvres. Il a tenté d'organiser cette nouvelle paysannerie en lui imposant de lourdes coopératives bureaucratiques. Mais là encore, la résistance paysanne à ce type d'encadrement conçu pour l'exploitation a fini par le faire reculer. On s'orienta alors de plus en plus ouvertement vers l'extraction du surplus par des formules plus classiques telles que l'octroi de crédits, etc." Le résultat d'une telle orientation économique fut le laminage de la paysannerie à travers l'exode rural (de 70 % de la population totale en 1920 la population rurale est passée à 60 % en 1960 et 50 % en 1980).

Parallèlement le processus d'industrialisation bourgeois de la Syrie se développa sur la base d'un marché intérieur limité en raison des caractéristiques de l'évolution de la production agricole dont on vient de parler. C'est pourquoi le développement des industries lourdes sur l'initiative d'investissements massifs menés par

l'Etat obligé de recourir à l'aide technique extérieure (au départ surtout celle de l'impérialisme soviétique et de ses satellites), ne pouvait qu'alimenter des industries légères essentiellement tournées vers la satisfaction des besoins des couches aisées et moyennes qui sont relativement peu nombreuses en Syrie; d'où des excédents qu'imposent le recours à une exportation. C'est la raison pour laquelle l'économie syrienne fut poussée à s'intégrer davantage dans le marché mondial selon une division internationale du travail quine fait que renforcer la dépendance de tout pays périphérique.

C'est dans ce contexte que se déroula le coup d'Etat dirigé par Hafez El Assad, qui prit le pouvoir le 14 novembre 1970 après avoir imposé en septembre 1970 une action de soutien de la politique de sauvage répression menée par le roi Hussein de Jordanie contre la résistance palestinienne. Sous sa direction la politique de l'Etat syrien deviendra immédiatement et ouvertement plus modérée et gagnera en continuité, condition indispensable pour mener une action d'envergure régionale quitte à jouer des coudes, si nécessaire par des moyens militaires avec l'Etat sioniste, afin de s'insérer dans l'ordre impérialiste et réactionnaire qui musèle et opprime les masses du Proche-Orient. Ainsi dès 1972 la Syrie accepte la résolution 242 de l'ONU qui revient à reconnaître implicitement Israël, et se rapproche en 1973 de l'Egypte de Sadate. La guerre de 1973 aura pour but de récupérer les territoires perdus en 1967 et si par la suite la Syrie gardera un discours apparemment dur c'est parce que, lâchée par l'Egypte à l'occasion de la guerre du Kippour, l'impérialisme US et le sionisme refusent de lui céder les territoires occupés (le Golan) et de lui reconnaître une place digne de ses ambitions.

Ainsi dès 1975 la Syrie se rapprochera de la Jordanie du boucher Hussein et en 1976 se lancera dans une intervention ouvertement réactionnaire au Liban afin de museler la résistance palestinienne et la lutte des masses libanaises dans l'espoir de se voir reconnaître une place conforme à ses intérêts nationaux et digne de ses ambitions dans la région.

Sur le plan économique il s'agissait pour l'Etat syrien dans les années 70 de se renforcer pour se donner les moyens de mener une politique régionale. La politique économique de la Syrie consista à intensifier sous la conduite de l'Etat le programme d'industrialisation à grande échelle dans le domaine des industries lourdes (industries mécanisées pétrochimie, industrie textile, construction) tout en ouvrant le pays aux investissements étrangers. Au fur et à mesure que ce programme avançait l'Etat eu tendance, dans le cadre d'une libéralisation économique, à se dégager pour laisser la place aux investisseurs privés locaux ainsi qu'aux capitaux étrangers. Cette orientation eu pour effet d'accroître davantage les clivages sociaux ce qui se traduisit notamment par des inégalités régionales qui expliquent en partie les émeutes de 1981, et de 1982. Pour réduire les tensions ainsi provoquées l'Etat syrien a donc choisi, tout en renforçant une politique répressive féroce, de favoriser une amélioration de la productivité agricole afin de permettre un enrichissement des couches paysannes aisées et moyennes au détriment des masses de paysans pauvres.

Tout cela a conduit la Syrie à entretenir des relations économiques et financières de plus en plus étroites avec les pays occidentaux (France, Italie, USA engagées dans la construction d'usines lourdes et le développement de la production pétrolière) avec l'impérialisme russe et ses satellites (comme la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie particulièrement bien placés pour les projets d'irrigation et d'aménagement agricole alors que l'URSS et la RDA jouent un rôle important dans programmes d'électrification rurale) mais aussi avec des pays comme l'Arabie Saoudite, la Lybie ou l'Iran avec lequel la Syrie a engagé dès 1976 une coopération agricole poursuivie et élargie à d'autres domaines après la chute du Shah (cf le "Monde Diplomatique" de janvier 1984).

Cette dépendance accrue de l'Etat syrien à l'égard de nombreux partenaires étrangers combinée avec des luttes de clans favorisées par la question d'Assad explique les tensions qui au sein de l'Etat ont débuté 1984 opposé le frère d'Assad, Rifaat, chef des "Brigades de Défense" (40 000 hommes) à un groupe composé de Ali Haydan, commandant des "unités spéciales", Ali Douba, Abdel Halim Khaddam, ministre des affaires étrangères (groupe surnommé les "Ali").

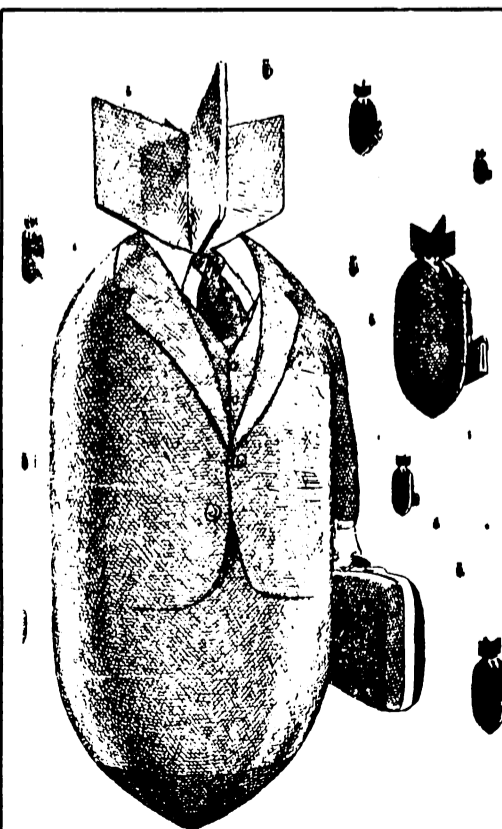
Ces affrontements sont probablement soutenus par la volonté de privilégier la "coopération" économique et politique plutôt qu'avec l'Arabie Saoudite et les USA pour ce qui concerne Rifaat el Assad alors que pour les "Ali" préféreraient maintenir des liens plus étroits avec les pays de l'Est; ils se seraient même soldés par des batailles rangées le 19 avril entraînant de nombreux morts et la destruction de plusieurs tanks. Ce ne sont là en réalité que des "péripiétés" qui accompagnent inévitablement la dépendance de la Syrie vis-à-vis de l'extérieur et les choix recherchés pour s'insérer, au prix du meilleur compromis possible du point de vue des intérêts nationaux et contrerévolutionnaires tels que les conçoivent les différentes fractions de la bourgeoisie dominante en Syrie (différentes fractions toujours prêtes à s'épauler pour réprimer les troubles comme le démontre le fait que les répressions de Hama ont été menées conjointement en 1981 et 1982 par les "Brigades de Défense" et les "unités spéciales").

Si nous avons trop longuement essayé d'analyser les principales caractéristiques de l'Etat syrien c'est essentiellement pour démontrer que le lien dialectique existant entre le développement interne de la Syrie et sa politique régionale dans le cadre d'une dépendance accrue vis-à-vis des différents impérialismes et Etats réactionnaires de la région réduit à néant toute crédibilité au discours pseudo anti-impérialiste et panarabe agité par Damas. Cela conduit à dénoncer le vide de toute analyse au mieux puérile et dont les conséquences sur le plan stratégique et tactique seraient criminelles qui consiste à accorder à l'Etat syrien une quelconque capacité antisioniste et anti-impérialiste "populaire" radicale. Les masses ouvrières et sans réserve de Syrie, de Palestine, du Liban et plus généralement du Proche-Orient n'ont rien à attendre de l'Etat syrien sinon que de puiser dans toute son action des motifs supplémentaires de lutte pour sa destruction dans le cadre de la lutte antisioniste et anti-impérialiste pour la victoire de la révolution prolétarienne. ●

## Un homme d'affaire trop bavard

La presse s'est fait largement l'écho de "l'enlèvement" en France pendant plusieurs jours d'un certain Ahmad Heidan, riche homme d'affaire iranien, proche du Shah puis pourvoyeur d'armes de Khomeiny. Il apparaît que ses relations avec la République Islamique se sont dégradées car Heidan a publiquement révélé le trafic d'armes entre Israël et l'Iran. Ne déclarait-il pas dans une interview au "Monde" dès 1982 (et ces faits ont été confirmés par la suite du côté israélien par Sharon): "près de 80 % des armes, munitions et matériels sophistiqués que j'ai négocié pour Khomeiny proviennent d'Israël".

Il est des vérités qui ne sont pas bonnes à dire et il est probable que son "enlèvement" a été simulé pour obtenir une protection de la police française contre d'éventuelles représailles. En tout cas les faits révélés par ce marchand de canons témoignent de la qualité de l'anti-impérialisme et de l'antisionisme de la République Islamique ! ●



# Affrontements de classe au Maghreb

Comme il était facile de la prévoir, et comme nous l'avions prévu (cf le Prolétaire n° 376), la reculade de l'Etat tunisien sous la pression des masses a eu un puissant écho dans tout le Maghreb. Si en Algérie, les masses n'ont pas bougé, la solidarité affichée immédiatement par les bourgeois algériens aux bourgeois tunisiens indique assez que le danger était réel. La priorité à l'agriculture affirmée par le gouvernement ne peut se comprendre qu'à la lumière des événements du Maroc et de la Tunisie. Partout et toujours, le capitalisme sacrifie l'agriculture au profit d'investissements plus rentables, car ce qui le guide, c'est la recherche du profit et non la satisfaction des besoins humains. Il faut vraiment que la menace contre le maintien de la paix sociale se précise pour qu'on se préoccupe tout à coup de l'alimentation de la population et qu'on parle de priorité à l'agriculture !

Mais c'est au Maroc que les masses exploitées et déshéritées ont été les plus sensibles aux manifestations de Tunisie.

Dès le 4 janvier des manifestations de lycéens, rejoints par une partie des habitants ont eu lieu à Marrakech. Le 9 janvier de nouvelles manifestations y étaient sauvagement réprimées avec plusieurs dizaines de morts. Les 12 et 13 les manifestations gagnaient le Nord; le 20 janvier tout le pays était touché. Seule Casablanca, quadrillé par la police à cause du sommet islamique, n'a été qu'à peine touchée par des petites manifestations dans les quartiers populaires et "elle n'a pas explosé" soupiraient, soulagés, les bourgeois.

La férocité de la répression

contre des manifestants désarmés a eu raison des émeutes: 60 morts à Nador, plus de 40 à Hoceima, plus de 160 à Tétouan, des centaines au total sur tout le territoire, des milliers d'arrestations... La chape de plomb de l'ordre établi est retombé sur les masses marocaines.

Quelques semaines plus tard, lors du discours du trône, Hassan II a annoncé que les paysans étaient désormais exemptés d'impôts jusqu'en l'an 2000. Toute la presse a loué la générosité du Roi... Mais il faut savoir qu'en réalité près de 75 % des paysans sont trop pauvres pour payer des impôts. Cette mesure n'aura d'effets appréciables que pour les grands propriétaires terriens, piliers traditionnels de la monarchie. Voilà à quoi aura abouti le fameux recensement des fortunes dans lequel certains voyaient le premier pas vers une redistribution des richesses !

La loi des régimes réactionnaires, disait Engels, est que lorsque la situation est calme ils jugent les réformes inutiles, et lorsque la situation devient tendue ils les jugent dangereuses.

## LE ROLE DE L'IMPERIALISME

Les travailleurs et les exploités du Maghreb n'ont pas seulement à supporter leurs classes dominantes, ils ont aussi à souffrir de l'exploitation supplémentaire qui résulte de la pression de l'impérialisme, soit directement, soit sous la forme du FMI. La politique du FMI lorsqu'il prend en charge l'économie d'un pays est très simple: elle a pour objectif d'augmenter de degré d'exploitation des travailleurs afin de dégager les bénéfices nécessaires au paiement de la

dette et à l'accumulation capitaliste. Un de ses moyens de choix est la suppression des subventions aux produits alimentaires de base. Pour la froide raison économique qui tient lieu de credo y compris aux oppositions démocratiques, ces subventions représentent du capital improductif qui pourrait s'investir ailleurs dans l'économie et y créer des entreprises, des emplois, des richesses (air connu !).

En fait ces subventions jouent un rôle essentiel dans la formation du salaire: grâce aux bas prix des denrées alimentaires de base, les capitalistes peuvent payer des bas salaires à leurs ouvriers. Les hausses brutales des prix sont donc l'équivalent de baisses brutales du salaire. Le FMI compte sur les autorités locales pour réprimer les troubles provoqués par sa "remise en ordre". Parfois il pousse dans ce but à l'avènement de régimes plus autoritaires: c'est le cas actuellement du Nigéria où la venue au pouvoir des militaires a été unanimement saluée par la finance internationale. Les nouvelles autorités n'ont pas perdu du temps pour interdire les grèves et pour se lancer, sous prétexte de lutte contre le fanatisme religieux, dans de sanglantes opérations de répression contre les populations exploitées. Puis, dans ce climat "assaini" ont pu s'ouvrir les négociations avec les banques internationales.

Au Maghreb, l'impérialisme français, qui y a de puissants intérêts économiques, s'est senti menacé par les manifestations de colère. Il s'est empressé de témoigner son soutien aux régimes marocains et tunisiens en interdisant les manifestations de solidarité à Paris. Il a accordé une aide "urgente"

de 560 millions de francs (un peu plus que pour les reconversions en Lorraine!) à la Tunisie en février.

"Libération", le quotidien le plus proche du gouvernement explique: "selon les dirigeants US, la France ferait bien de se préoccuper du Maghreb avant qu'elle se retrouve concernée avec les mêmes problèmes qu'eux en Amérique Centrale. Depuis 2 ans l'entourage diplomatique de Mitterrand et les spécialistes du Quai d'Orsay scrutent avec effroi les moindres dépêches en provenance d'Alger, de Casablanca ou de Bizerte. Et en privé personne ne nie que l'avenir sera sans doute pire encore que prévu par les experts de Washington. L'un des rendez-vous les plus noirs des années prochaines pour la France qui sera directement touchée par les soubresauts et les drames qui se profilent au Maroc, en Algérie et en Tunisie (...). Et ces crises et ces émeutes provoquent des ondes de choc qui convergent pour la plupart vers la France" (23/01/84).

La bourgeoisie française prévoit donc de grandes explosions prolétaires au Maghreb et se prépare en conséquence. Cette prévision doit être perçue par les travailleurs des 2 côtés de la Méditerranée et doit sonner comme un appel à préparer dès maintenant la lutte commune des prolétaires français et maghrébins. Pour les révolutionnaires français il en découle qu'une de leurs tâches primordiales est la lutte ici pour surmonter les divisions entre travailleurs français et immigrés et pour rompre les liens, entretenus par l'opportunisme, qui relient une partie du prolétariat à l'impérialisme sous couleur d'unité et de solidarité nationales. ●

## Algérie: une clémence très sélective

Dans le style grandiloquent qui lui est habituel pour les grandes occasions, El Moudjahid du 14 juin annonce la libération par Chadli d'environ 90 détenus politiques "ayant commis des erreurs vis-à-vis de la Révolution et de la Patrie. (...). Une des plus grandes vertus d'une Révolution est de savoir accorder son pardon à ceux qui ont pu douter d'elle jusqu'à l'égarément et à l'inconséquence".

En réalité cette clémence attendrissante concerne presque exclusivement des bourgeois (des ben bellistes, dont deux anciens ministres, et des intégristes). Les ouvriers, les jeunes révoltés, les militants révolutionnaires, sont laissés pour compte et croupissent toujours dans les prisons, livrés à la torture et à l'isolement.

L'Etat bourgeois algérien cherche à présenter une façade libérale et sans faille après une vague massive d'arrestations de militants du mouvement culturel et syndical, du mouvement de femmes, de 11 présumés militants de l'OSI (Organisation Socialiste des Travailleurs), de ben bellistes, et aussi, pour faire bonne mesure, de quelques extrémistes religieux.

Ces arrestations visaient à désamorcer préventivement une éventuelle flambée sociale (comme celle qui a secoué le Maroc et la Tunisie récemment), avant de nouvelles mesures d'austérité.

Le nombre exact de détenus politiques sociaux en Algérie est impossible à évaluer. De nombreuses personnes sont gardées au secret pendant des années, sans même être inculpées. C'était le cas de plusieurs de nos camarades, emprisonnés en 78, torturés par la Sécurité Militaire, et emprisonnés à Lambèse.

Ce n'est que par le travail du comité RIPRA (Riposte à la Répression en Algérie) et de notre parti (qui était à son origine et qui l'a influencé jusqu'en 82) que leur cas a été connu, qu'ils ont été jugés en 80 et enfin tous libérés en 82.

Mais RIPRA a également fait connaître et a pris la défense de nombreux autres emprisonnés, oeuvrant pour que le mouvement social, en particulier depuis le printemps 80, reprenne la revendication de leur libération (1). L'agitation pour la libération des prisonniers politiques est devenu une réalité dont l'Etat est obligé de tenir compte et qu'il cherche à désamorcer par des mesures sélectives.

Même si la lutte sociale en Algérie subit un reflux et une dure répression, l'aggravation de la situation des masses laborieuses sur tous les plans (emploi, salaire, logement, nourriture, santé), l'arrogance et la richesse de plus en plus ostensibles de la bourgeoisie engendreront forcément de nouvelles explosions sociales.

La tâche prioritaire des révolutionnaires dans ces conditions est de promouvoir parmi les masses ouvrières et déshéritées des formes d'organisation aptes à résister à la répression et à coordonner les manifestations de révolte et les grèves. Faire connaître les prisonniers politiques et exiger leur libération, sans s'arrêter aux vedettes qui viennent de connaître la grâce présidentielle, constitue un des axes de ce travail d'agitation et d'organisation. ●

1) Signalons pour la prison de Lambèse, les cas de:  
HAROUN Mohamed, condamné à perpétuité.  
KACI Lounès, condamné à 20 ans.  
CHERADI Hocine, condamné à perpétuité.

الشيوعيون  
ومسألة الحريات السياسية  
كراسات الاممي

بيان الحزب  
الشيوعي الأممي

من امانة الراسالية الثورة الشيوعية الصالحية

CRITIQUE DE LA THEORIE  
DE LA "REVOLUTION  
NATIONALE-DEMOCRATIQUE  
POPULAIRE  
DE TYPE NOUVEAU"

## Maghreb: la répression n'arrêtera pas la colère des masses

Après les manifestations et les émeutes de janvier, les Etats marocains et tunisiens se déchaînent pour terroriser les masses exploitées.

Au Maroc sur plus de 1 500 personnes arrêtées, un millier ont déjà été condamnées dans des procès qui se tiennent presque en permanence à des peines de 10 à 15 ans de prison. Les motifs sont "atteintes à la sécurité de l'Etat", "trouble de l'ordre public", "incitation à des grèves ou à des manifestations illégales".

En Tunisie ces derniers mois l'Etat a voulu faire étalage de sa force en soumettant les quartiers de Tunis à de véritables occupations policières; sous prétexte de lutte contre le banditisme, c'étaient en fait des opérations d'intimidation, voire des expéditions punitives. La vague de grèves de ce printemps a donné l'occasion aux forces de répression officielles ou officieuses de sévir: utilisation de l'armée pour briser la grève des postes, utilisation des milices du Destour pour attaquer les syndicalistes de l'enseignement (à Tataouine), utilisation de la police pour tabasser les lycéens ou les étudiants.

De nombreux manifestants de janvier ont été condamnés à des peines de 5 à 30 ans de prison. Le 21 mai le tribunal de Tunis a condamné à mort 10 jeunes qui faisaient partie d'un groupe qui lançait des pierres contre des voitures (il y avait eu 2 morts). L'accusation n'a pas voulu entendre les témoins de la défense et n'a pas cherché à prouver ce qu'elle avançait.

Il est clair qu'il s'agissait de faire un exemple, et peu importe alors la réalité des faits puisque le but est de frapper des membres des classes exploitées. Le premier ministre a énoncé la devise de la bourgeoisie: "d'abord la sécurité, ensuite le pain", c'est-à-dire que la sécurité des bourgeois est plus importante que la nourriture des masses.

Le journal du parti Destourien a commenté le procès du 21 mai en ces termes: "les procès en cours donnent aux citoyens une garantie de sécurité et consolident leur foi dans l'inviolabilité de la loi et dans la pérennité de la justice, bases fondamentales de la liberté, de la démocratie et de la stabilité".

En fait de justice, cette mascarade des procès de Tunisie ou du Maroc démontre que ce n'est que la guerre de classes qui continue. En janvier

l'armée et la police tiraient sur la foule pour défendre l'ordre bourgeois; aujourd'hui la violence du capitalisme s'exprime par ce simulacre de justice.

Bourguiba a commué finalement les condamnations à mort en prison à vie, c'est-à-dire à la mort lente, pour paraître-il, montrer sa "magnanimité" et "renouer le dialogue avec l'opposition" (qui ne demande que cela).

Mais ce que les travailleurs et les masses ressentent c'est la haine contre cette société d'exploitation et de terreur. Ce qu'ils savent, c'est qu'ils n'ont rien à attendre de ses juges et de ses institutions. Ce seront eux seuls qui pourront ouvrir les prisons et venger les martyrs de la bourgeoisie (1). ●

1) Un "homme d'affaire", cité par "Jeune-Afrique du 27 juin avouait: "le régime aurait tort d'exécuter ces voyous. Ce sont les enfants des femmes de ménage qui travaillent dans les villas de Notre Dame. Elles nous regardent vivre, nous servent. Un jour ou l'autre, tous ces gens se vengeront sur nous" Bien vu !



Ceux que la mitraille n'a pas pu atteindre seront détruits par la justice bourgeoise.

# En marge du sommet de Londres : l'endettement du Tiers-Monde

Giscard nous l'avait annoncé au début de l'année: la crise est finie. Aux dires des bourgeois, la reprise économique aux USA que les spécialistes attendaient en vain depuis 3 ans, est enfin là et elle va faire redémarrer l'économie mondiale.

Cette opinion semble au premier abord confirmée par les faits; la reprise aux USA dépasse même les prévisions les plus optimistes pour atteindre au premier trimestre un rythme annuel d'expansion de plus de 7 %. Les experts de l'OCDE (toujours optimistes il est vrai) révisent en hausse leur prévision de la croissance dans les pays occidentaux: 4 % pour 1984. Le GATT annonce une augmentation de 5 à 6 % du marché mondial cette année. Emporé par l'euphorie le FMI se laisse aller à déclarer que le problème de l'endettement des pays du Tiers-Monde se serait un peu améliorer ces derniers temps. Un accord avait été conclu avec l'Argentine, certes avec quelques difficultés et après beaucoup de suspense: n'a-t-il pas été signé quelques heures à peine avant le 31 mars à minuit, permettant ainsi in extremis aux banques US de classer dans leurs bilans les prêts à l'Argentine comme "performants" et donc de présenter des bilans équilibrés ou positifs? Grâce à un savant montage financier (ce sont les pays déjà surendettés du continent, Mexique, Brésil, Vénézuéla et Colombie qui ont accepté de prêter 300 millions de dollars à l'Argentine sous la pression des USA) le problème argentin paraissait momentanément réglé (c'est-à-dire pour les 3 mois suivants).

Mais il n'est pas besoin d'être très attentif pour percevoir les sinistres craquements de l'économie mondiale et la bien relative euphorie des économistes a brutalement laissé place à l'inquiétude, quand ce n'est pas à la panique.

La progression elle-même de l'économie américaine préoccupe les experts bourgeois. A Wall Street, nous apprend la presse économique US ils se divisent en 2 camps: les optimistes et les pessimistes. Les optimistes espèrent que l'économie va ralentir sans tarder. Le chômage restera élevé, l'inflation modérée, les taux d'intérêt diminueront un peu ou du moins n'augmenteront pas. Cette croissance lente pourrait ainsi se maintenir jusqu'à la fin de l'année et l'an prochain. Les pessimistes, eux, pensent que l'économie US va continuer sa croissance rapide du début de l'année. Le taux de chômage va diminuer jusqu'à 7 % (7,8 % à l'heure actuelle); l'activité économique soutenue va stimuler les luttes ouvrières et les hausses de salaires; l'inflation va augmenter ainsi que les taux d'intérêt. Dès la fin de l'année ou le début de l'an prochain l'économie entrerait en récession. Plus rapide sera la croissance, plus rapide sera le risque qu'elle se transforme en un "boum incontrôlable", et plus dure sera la chute. Rien n'effraie autant nos économistes que les informations sur la bonne marche de l'économie! Peut-on rêver une meilleure condamnation de l'absurdité d'un tel système? La croissance de l'économie américaine produit dans une certaine mesure cet effet "locomotive" tant espéré par les bour-

geois européens; les importations américaines augmentent et donc les exportations des autres pays, stimulant ainsi leurs économies. Reagan s'exclame que, après tout, la meilleure façon de venir en aide aux pays du Tiers-Monde est d'aider à la progression de l'économie US; les pays du Tiers-Monde sont devenus les premiers fournisseurs industriels des USA (28 % du total, soit 45,7 milliards de dollars en 1983). Le déficit commercial américain qui tournera cette année autour de 100 milliards de dollars serait ainsi la preuve tangible du rôle positif des USA pour l'économie mondiale, puisqu'ils achèteront au reste du monde 100 milliards de dollars de plus que ce qu'ils lui vendent.

En réalité ce déficit du commerce extérieur, comme la reprise économique sont financés par des flux de capitaux venus du monde entier et notamment des pays du Tiers-Monde sous la forme du paiement des intérêts de leur dette. La hausse des taux d'intérêts qui en est le corollaire alourdit le service de la dette de ces pays. D'après le FMI une hausse de 1 % du taux d'intérêt augmente la dette de 3,5 milliards de dollars; or ces taux ont augmenté de près de 3 % depuis le début de l'année: un milliard de dollars supplémentaires à payer pour le Brésil, 600 millions pour l'Argentine 300 pour le Mexique, etc. D'autre part, la majeure partie des importations industrielles vient des pays exportateurs d'Asie, et non d'Amérique Latine. En conséquence une nouvelle aggravation des politiques d'austérité, de nouvelles pressions sur le niveau de vie des travailleurs et des masses de ces pays sont à prévoir.

Les opérations de "sauvetage" des pays qui ne peuvent plus payer sont autant d'épisodes fructueux pour les organisations financières et les banques qui y participent. Le FMI y joue le rôle de gendarme qui contrôle et supervise la politique économique du pays dans le but de dégager des ressources; les moyens sont toujours les mêmes: augmenter le degré d'exploitation des travailleurs, s'attaquer aussi aux couches petites-bourgeoises qui avaient pu vivre des miettes de l'exploitation capitaliste à l'époque de la prospérité. Une fois qu'un accord a été atteint avec le FMI, les banques arrivent pour prêter de l'argent frais; mais en raison du "risque" elles le prêtent à un taux d'intérêt supérieur à ceux du marché. On a calculé que ces opérations de rééchelonnement ont rapporté plus de 100 millions de dollars aux neuf premières banques US et ont contribué à leurs profits dans une proportion parfois supérieure à 25 %: en véritable vampire, la finance internationale se nourrit ainsi de la crise d'endettement des pays sous-développés!

Rééchelonnements, moratoires, permettraient de traiter le problème de la dette et d'éviter qu'avec la faillite d'un gros débiteur il entraîne l'écroulement du système bancaire international. Le Brésil et le Mexique n'ont-ils pas été sauvés de la faillite? C'est oublier que le Brésil ou le Mexique ne sont que des malades en sursis; toutes les opérations de rééchelonnement n'ont pour résultat que de repousser les problèmes à plus tard, et en les aggravant. La plupart des prêts viendront à échéance en

86; la dette globale du Tiers-Monde serait alors de l'ordre de 1 000 milliards de dollars: la véritable crise de l'endettement n'est pas derrière nous, elle est encore à venir.

Les économistes bourgeois les plus lucides le reconnaissent mais espèrent que d'ici là l'économie mondiale aura vraiment repris la route de la croissance. Le FMI a établi un "scénario de base" qui permettrait une certaine amélioration de la situation d'ici à 1990, pour cela il suffirait que l'économie mondiale progresse à un rythme soutenu pendant toute la décennie, que les mesures protectionnistes diminuent, que l'austérité dans les pays du Tiers-Monde ne se relâche pas, que les taux d'intérêts baissent, que l'aide et les investissements dans les pays sous-développés se poursuivent.

Malheureusement pour les bourgeois aucune des conditions décrites par le FMI ne semble pour l'heure avoir des chances de se réaliser. Les participants du sommet de Londres n'ont pu accoucher d'aucune mesure nouvelle: les intérêts immédiats de chaque pays capitaliste entrent en contradiction avec les intérêts généraux et à long terme de l'économie mondiale. Les réunions internationales, discrètes (comme la réunion des dirigeants des banques centrales) ou à grand spectacle se succèdent sans aucun résultat en raison des intérêts divergents et donc des divergences dans les "points de vue".

Les banques européennes, peu exposées en Amérique Latine, préconisent des solutions à long terme qui passeraient inévitablement par la renonciation au paiement de certains intérêts; elles ont en outre en mémoire la mauvaise volonté des banques US lors de la crise polonaise (qui, peu enga-



Rien ne peut mieux symboliser l'anarchie capitaliste que les grandes bourses; véritable foire de la folie affairistes des bourgeois.

gées, étaient tentées de bloquer le rééchelonnement) et ne seraient pas mécontentes de rendre la monnaie de la pièce.

Pour les banques américaines, l'essentiel est d'éviter le défaut de paiement d'un pays d'Amérique Latine, car cela entraînerait des graves risques de faillite pour elles.

Les dernières semaines ont démontré la fragilité du système bancaire américain et donc du système mondial. Le krach de la Continental Illinois, 8<sup>e</sup> banque des Etats-Unis, n'a pu être stoppé que par la garantie sans précédent de la réserve fédérale US de se porter garant des dépôts après qu'une première aide de 4,5 milliards de dollars de 16 grandes banques se soit révélée insuffisante et ait été épuisée en 3 jours. Ce krach, déclenché par le retrait massif de capitaux suisses et japonais, était en partie due à des créances douteuses sur l'Amérique Latine, mais surtout à des faillites de grosses sociétés américaines (Penn Square, Nucorp, etc.): l'endettement des pays développés fait courir autant de risques au capitalisme mondial que l'endettement des pays du Tiers-Monde.

La semaine suivante une tempête financière semait la panique dans les bourses de New-York et de Londres après les fortes pertes enregistrées par la 4<sup>e</sup> banque des USA, Manufacturers Hanover dont une grosse partie des bénéfices vient des prêts à l'Angleterre.

Le président de la Banque des règlements internationaux de Zurich dut reconnaître que, contrairement à ce qu'il avait prévu, le problème de l'endettement avait empiré et que "la situation économique et financière mondiale s'était détériorée ces dernières semaines". Depuis les défauts de paiement de la Bolivie, de l'Equateur, de l'Argentine (le suivant pourrait être la Colombie) ont secoué les marchés financiers. Cela n'empêche pas qu'il reste des optimistes; le PDG du Crédit Lyonnais estime que: "il y a des craquements, oui, mais le système ne peut se permettre de craquer et on fera tout pour le sauver". La méthode Coué ne suffira pourtant pas à guérir le capitalisme. Nous ne pouvons prédire si le krach monétaire mondial redouté par certains économistes se produira; mais le cours cahotique de l'économie mondiale, l'âpreté croissante des contradictions et des heurts d'intérêts, l'incapacité manifeste

à régler les problèmes les plus brûlants nous donnent la certitude de nouvelles crises et de nouvelles catastrophes économiques.

Nous n'en attendons pas l'effondrement du capitalisme, parce que le capitalisme ne s'effondrera que sous les coups du prolétariat international; mais nous en attendons la disparition des conditions économiques qui, grâce aux différents systèmes d'amortisseurs sociaux, ont permis d'acheter la paix sociale et la paralysie du prolétariat. La révolution est impossible en période de prospérité économique, disait Marx. Si la crise ne donne pas la clé de la révolution, elle tend du moins à créer le terrain et les conditions matérielles de la lutte révolutionnaire. Aux communistes d'en tirer les leçons...

## Lettre du Vénézuéla: rompre avec le pacte social

Le récent sommet de Cartagène (Colombie) qui s'est terminé le 24 juin, après les alarmes au sujet du système monétaire international causées par les quasi-faillites de grandes banques américaines a jeté une lumière crue sur le problème de la dette des pays du Tiers-Monde et en premier lieu des pays sud-américains. Cependant, le sommet de Cartagène n'a pas débouché, comme le laissaient craindre les journalistes de la presse à sensation, sur un cartel des pays débiteurs qui auraient refusé de payer leur dette, au risque de plonger l'économie mondiale dans le chaos.

Nous ne sommes plus en 1870 à rappeler le ministre colombien, à l'époque où l'Italie envoyait ses navires de guerre pour contraindre la Colombie à payer ses dettes (ou en 1902 où l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne faisaient de même vis-à-vis du Vénézuéla, etc.); mais il a oublié de dire qu'en 1984 la puissance de la finance internationale et de l'impérialisme mondial est incomparablement plus forte qu'il y a 100 ans et que l'économie des différents pays de la planète a atteint un degré d'interdépendance inconnu jusqu'ici. Le sommet ne pouvait donc pas se conclure sur une rupture avec le système financier international, qui aurait signifié en fait une rup-

ture avec le marché mondial - ce que seule une révolution prolétarienne sera capable de faire, à l'instar de la révolution d'octobre annulant toutes les dettes contractées par la Russie tsariste - mais il a été l'occasion pour les Etats bourgeois sud-américains de lancer un nouvel SOS à l'impérialisme et de tenter de le fléchir en démontrant leur incapacité croissante à remplir leurs engagements, et les menaces grandissantes de déstabilisation de l'ordre établi que fait peser la poursuite des politiques économiques actuelles. Un dirigeant de la banque centrale du Vénézuéla, Felipe Pazos, déclarait le 28 mai à l'hebdomadaire économique américain "Business Week": "si 53 personnes sont mortes dans les émeutes de la République Dominicaine, il pourrait bien y en avoir 53 000 si les mexicains se rappellent qu'ils sont un peuple avec une histoire de rébellions. Et si cela arrive, le capitalisme en Amérique Latine entrera en enfer".

Nous reviendrons sur la situation en Amérique Latine et en Amérique Centrale placée sous le signe de la maturation d'une vague sociale aux traits nettement plus prolétariens que les vagues précédentes, et dont les premiers effets se couent tout le continent. Nous reproduisons

pour l'instant un article de nos camarades de Espartaco à propos d'une des premières manifestations d'opposition au nouveau gouvernement vénézuélien.

La démocratie vénézuélienne, marquée par l'alternance régulière au pouvoir du Copei ("social-chrétien") et de l'Action Démocratique (AD, "social-démocrate"), lubrifiée par les substantielles bénéfices de la rente pétrolière, est aujourd'hui soumise à un défi redoutable en raison de la disparition de cette rente (qui assurait 95 % des exportations) et de la montée de l'endette-

ment. Le nouveau président, membre de l'AD, Lusinchi, est arrivé au pouvoir avec la promesse de réaliser, après la démocratie politique, la "démocratie sociale" en proposant un "pacte social", concocté par les bonzes de la CTV (1), et avec l'appui de la Fedecamaras (le CNPF du Vénézuéla), qui est un mélange de mesures d'accords avec le patronat sur les salaires et les prix, de propositions utopiques d'un "système économique de coopération", et de mesures de réforme fiscale visant à moderniser le capitalisme vénézuélien.

### TRACT DES CAMARADES DE ESPARTACO.

Il ne s'est pas passé deux mois avant que les espoirs et les illusions dans le gouvernement Lusinchi s'effondrent comme un château de cartes. La violence de l'ensemble des mesures économiques a mis à nu la profondeur de la crise économique qui ne frappe pas seulement le Vénézuéla, mais tout le monde capitaliste, qu'on l'appelle occidental et démocratique ou oriental et "socialiste" et autoritaire.

Sur toute la planète les classes dominantes lancent un seul appel aux sans-réserves et aux affamés: austérité! sacrifices! production!

Lusinchi, ou Caldera (ou, pourquoi pas? les "socialistes", éventuellement à la mode dans des pays comme l'Espagne, la France, l'Italie ou la Grèce) ne pouvait pas sortir une autre recette de son sac. Pour

(Suite en page 16)

# Turquie: galonné ou en civil le pouvoir massacre nos camarades dans les geôles capitalistes

Enfin la Turquie qui n'avait jamais été exclue du Conseil de l'Europe a vu ses députés réintégrer timidement au mois de février 84 puis officiellement à partir de mai 84 les réunions de l'Assemblée du Conseil de l'Europe. Nous avons déjà rappelé dans ces colonnes que les élections du mois de novembre 83, organisées à l'ombre des baïonnettes de la dictature bourgeoise turque et de ses maîtres impérialistes, s'inscrivent dans le cadre d'un retour à la démocratie, c'est-à-dire d'un replâtrage parlementaire de l'ordre social bourgeois. Pour nous cela signifie non pas qu'il faudrait dénoncer ces élections pour en préférer des soi-disant plus libres mais bien qu'il faut d'abord souligner la complémentarité qui existe entre les méthodes de domination militaire ouverte et les méthodes parlementaires démocratiques dans la défense de la dictature de la bourgeoisie turque et de ses maîtres impérialistes. Si le badigeonnage parlementaire apparaît comme encore "superficiel" en Turquie c'est bien parce qu'après avoir frappé sauvagement la lutte des masses ouvrières et opprimées de Turquie le pouvoir militaire bourgeois s'efforce de forger un consensus autour de la défense des intérêts bourgeois de la société turque. Or cela n'est possible qu'en complétant la domination matérielle, militaire des forces bourgeoises par une domination idéologique et politique totale afin d'empêcher toute expression politique indépendante de lutte des masses opprimées et en premier lieu des forces prolétariennes.

L'obtention d'un tel consensus est d'autant plus délicat pour la bourgeoisie que la Turquie se retrouve dans une situation économique difficile : endettement croissant, reprise d'une forte inflation de l'ordre de presque 40 %, etc. Cela est dû bien sûr à l'aggravation de la crise mondiale mais aussi au rôle qui est dévolu à la Turquie dans la division internationale du travail par les impérialismes occidentaux. Ceux-ci veulent accroître la dépendance économique et financière de la Turquie (ce qui leur permet de prendre des gages durables pour l'exploitation à bon marché des ressources de ce pays et en premier lieu de la force de travail des masses ouvrières et sans réserves), qui est un pays périphérique, en l'ouvrant à la pénétration des capitaux étrangers pour l'exploitation d'une main-d'oeuvre abondante et peu chère (de plus rendue "docile" grâce au coup de force militaire du 12 septembre 1980) et pour utiliser la Turquie comme relais permettant l'exportation de produits montés ou fabriqués à bas prix vers le Proche-Orient ou l'Afrique du Nord (par exemple l'Irak et la Libye). Il est d'ailleurs intéressant de noter que le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 (qui a été annoncé au monde par un communiqué émanant de l'ambassade turque de Washington avant même que cela le soit par la junte installée à Ankara ce qui est une maladresse résultant d'un manque de coordination, mais particulièrement significative...) avait été précédé par l'adoption le 24 janvier 1980 de mesures directement dictées par le FMI pour soumettre l'économie turque à la pression économique et financière des impérialismes occidentaux (USA et RFA en tête). Il est encore plus intéressant de noter que les responsables des affaires financières en janvier 1980 était Turgut Ozal, devenu par la suite, du 12 septembre 1980 à 1982, ministre des finances et revenu aujourd'hui au poste de premier ministre après les élections de novembre 1983. Cette continuité dans la personne illustre et confirme parfaitement la complé-

mentarité entre les méthodes ouvertement militaires et parlementaires de domination des intérêts bourgeois en Turquie.

Evidemment la condition de l'intégration accrue, c'est-à-dire d'une dépendance renforcée de l'économie turque au marché mondial pour le plus grand profit des impérialismes occidentaux était, et demeure, la mise au pas féroce de la lutte des masses ouvrières et sans réserve qui avaient fait preuve d'une courageuse combativité accrue par le développement chaotique du capitalisme turc.

De la même manière le retour à la démocratie pronée par les militaires, c'est-à-dire l'acquisition d'un consensus national et bourgeois suppose la docilité totale des masses.

C'est pourquoi le coup d'Etat militaire qui avait pour but de terminer le travail entrepris par l'Etat bourgeois alors qu'il agissait sous un masque parlementaire s'est accompagné d'une répression systématique pour briser durablement toute capacité de lutte des travailleurs, notamment des couches les plus conscientes et les plus combattives ainsi que des militants révolutionnaires d'avant-garde: d'où les massacres collectifs, les exécutions, la torture et les arrestations massives. De la même manière le retour à la démocratie a pour objectif de maintenir durablement la classe ouvrière et les masses travailleuses et opprimées sous la dépendance politique et militaire de la domination capitaliste en emprisonnant derrière les barreaux moins visibles mais réels d'un "consensus" bourgeois et interclassiste pour assurer une stabilité à l'infâme ordre bourgeois. Seulement l'Etat turc dont l'économie ne dispose pas de moyens pour chercher à corrompre matériellement certaines couches de travailleurs, ce qui au contraire l'oblige à s'attaquer sur une échelle toujours plus large aux conditions de vie et de travail du prolétariat et plus généralement de toutes les masses opprimées et sans réserve, sait que l'obtention d'un tel consensus est difficile voire impossible. Aussi s'efforce-t-il conjointement au "badigeonnage" parlementaire entrepris, de briser préventivement toute capacité de reprise de la lutte en tenant en otage 100 000 prisonniers politiques et en les soumettant à des tortures sauvages et à des conditions de détention particulièrement bestiales. Aussi le retour à la démocratie s'est-il accompagné d'une aggravation de la situation des prisonniers politiques auxquels d'ailleurs le statut de prisonniers politiques est refusé aussi bien par le pouvoir militaire que par le pouvoir civil pour reprendre une distinction chère en Europe à tous les bourgeois et petits-bourgeois spécialisés dans les pleurnicheries hypocrites et les bêlements humanistes mensongers.

C'est pourquoi depuis les élections de novembre 83, l'installation d'un gouvernement civil dirigé par Turgut Ozal s'est accompagné d'un durcissement dans les geôles turques notamment à Diyarbakir, Ankara (prison de Mamak) et à Istanbul. En janvier 84, 15 détenus politiques, membres de l'organisation séparatiste PKK sont morts à la suite d'une grève de la faim. En juin 4 autres militants sont morts des suites d'une grève de la faim entreprise depuis le 11 avril. Il s'agit de Abdullah Meral, militant du groupe Dev-Sol, de Haydar Basbag (association communiste révolutionnaire - TIKB) Fatih Oktulmus (TIKB) et de Hasan Telci (Dev-Sol). On est sans nouvelles d'un cinquième gréviste, Sermet Parkin (1). De plus une dizaine de grévistes seraient dans le coma, notamment une jeune fille de 20

ans, Aysel Zehir. Le mouvement de grève concerne 266 détenus des prisons d'Istanbul, Ankara et Elazig.

Cette courageuse et désespérée lutte se poursuit alors que les députés turcs siègent à nouveau au Conseil de l'Europe grâce à l'appui des députés conservateurs notamment du député RPR Jacques Baumel. Cela montre bien l'inanité et la légèreté criminelle de ceux qui attendent une quelconque solution d'une intervention du Conseil de l'Europe, institution bourgeoise défendant les intérêts des Etats impérialistes européens, France et RFA en tête, bien décidés au-delà des critiques verbales ou des remontrances de pure forme, à soutenir l'Etat turc parce qu'ils espèrent le voir jouer un rôle de défense de leurs intérêts dans une région stratégiquement vitale mais terriblement agitée: le Proche-Orient. Cela montre encore plus l'imbécillité politique (et l'idiotie criminelle) d'une ligne d'action qui consiste à revendiquer auprès de ces mêmes Etats l'exclusion de l'Etat turc du Conseil de l'Europe, comme s'ils pouvaient sacrifier leurs intérêts de classe pour sauver des militants qu'ils ne peuvent qu'instinctivement haïr. Au contraire, ces Etats et notamment les forces social-démocrates et opportunistes (PS, PC) qui sont à leur service, s'efforcent de faire croire à la possibilité de faire des remontrances et de prendre des sanctions sans effet pour enliser tout mouvement de protestation et de solidarité dans les ornières des illusions légalistes et démocratiques.

La grève de la faim et la lutte des prisonniers politiques de Turquie concerne au premier chef les communistes révolutionnaires et plus généralement la classe ouvrière et les masses exploitées du monde entier. C'est pourquoi les communistes révolutionnaires ne peuvent se contenter de dénoncer l'oppression menée par l'Etat turc et l'inanité criminelle des mouvements de protestation en Europe qui se placent sur des bases politiques petites-bourgeoises et démocratiques.

Ils doivent au contraire dès maintenant contribuer à l'émergence pratique d'un mouvement de mobilisation et de solidarité réelle qui compte sur ses propres forces sans s'en remettre au bon vouloir de forces ou d'institutions qui parce que puissantes ne pourront qu'être de faux amis de la lutte du prolétariat et des masses et de leurs avant-gardes combattives. C'est pourquoi les communistes révolutionnaires doivent faire entendre leur voix à l'occasion des manifestations de protestation aussi confuses et opportunistes soient-elles pour essayer d'en arracher les éléments les plus combattifs à toute forme d'influence bourgeoise et petites-bourgeoise afin de les regrouper autour d'orientation de lutte et de mobilisation réelle. Mais pour que cela soit possible ils doivent s'efforcer de faire avancer des objectifs véritablement efficaces parce que correspondant aux exigences concrètes de l'heure, car la lutte contre la répression ne saurait se limiter à une lutte contre les orientations petites-bourgeoises des initiatives de solidarité.

Ainsi la solidarité active avec les grévistes de la faim et les prisonniers politiques de Turquie exige non pas la revendication de l'exclusion de l'Etat turc du Conseil de l'Europe mais la revendication de la reconnaissance du statut politique des détenus, de la cessation de la torture comme premiers pas sur la voie d'une amnistie politique totale.

Cela signifie, en attendant l'é-

mergence d'un vaste mouvement de solidarité internationaliste, et pour contribuer à avancer sur cette voie, qu'il faut commencer par compter sur la force d'initiatives concrètes indépendantes, sans rien espérer des Etats, des institutions ou des forces bourgeoises et opportunistes en France ou en Europe qui au-delà de leur discours, comme la réalité se charge de le démontrer, soutiennent en définitive l'Etat turc. Ces actions peuvent se concrétiser par des prises de parole à la porte des usines, dans les quartiers ouvriers, par des motions de solidarité, par des mouvements d'occupation, etc.

Travailleurs, militants politisés, syndiqués ou pas, ce n'est qu'en comptant sur nos propres énergies, en œuvrant dans le sens de l'éclosion de la force active de couches de plus en plus larges des masses ouvrières et laborieuses et en nous regroupant autour d'orientations de lutte indépendante que nous pourrions commencer à lutter efficacement pour tous nos camarades emprisonnés dans les geôles de Turquie !

1) D'après "Libération" du 28/06/84 Sermet Parkin serait mort. Cette mort a été annoncée seulement par des avocats.

VIENT DE PARAITRE EN TURC

**RUSYA'DA  
DEVİRİM  
VE KARŞI DEVİRİM**



Enternasyonal Komünist Partisi

**Enternasyonalist  
Proleter**

Enternasyonal Komünist Partisi

DÜNYADA BİR HEYULA KOL GEZİYOR :

KOMÜNİZM HEYULASI !



TURKIYE DE BURJUVA DİKTATÖRLÜĞÜ KARŞI.  
DEVİRİMİ PROLETARYANIN YENİ SAVAS NARASİ.  
"FERRAR GELECEĞİZ VE  
YENEĞİZ !" OLACAKTIR.

AVIS AUX LECTEURS:

NOUS ATTIRONS L'ATTENTION DES LECTEURS SUR LE CHANGEMENT D'ADRESSE ET NOUS SIGNALONS QUE LE CHANGEMENT DE DIRECTEUR DE PUBLICATION A POUR BUT DE NOUS METTRE A L'ABRI DE TOUTES PRESSIONS JURIDIQUES OU ADMINISTRATIVES EVENTUELLES ET POUR PERMETTRE D'ASSURER AU MIEUX LA CONTINUITÉ DU TRAVAIL MILITANT.

ADRESSE UNIQUE (pour la France)  
VALENTINI  
7, AVENUE DE LA FORET-NOIRE  
67000 STRASBOURG.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions programme. 12, rue du Pont  
1003 LAUSANNE.

## Lettre du Vénézuéla: rompre avec le pacte social

(Suite de la page 15)

des raisons de logique capitaliste, ce gouvernement ne devait ni ne pouvait rien offrir aux masses travailleuses.

Et voilà que l'opposition parlementaire avec ce réseau sans égal de contrôle social appelé "associations de voisins", poussés à rétablir le juste équilibre de la sacro-sainte et inviolable démocratie, appelle nos maîtresses de maison à frapper des casseroles sur la voie publique. En quelle sorte cette farce archi-rebattue, cette parodie de "féroce opposition" dans l'enceinte législative, ou de "fermeté classiste" des dirigeants de la CTV, s'est transportée dans la rue. Et la rue, la "jungle de béton" n'est pas très confortable pour ceux qui ont l'habitude de fréquenter, encravatés, les frais couloirs et les confortables salons du parlement vénézuélien.

Alors, quand les choses vont un peu, même un tout petit peu au-delà du cadre et de la stabilité démocratique et bourgeoise, que les travailleurs, poussés par la violence des faits économiques, font irruption avec colère dans les rues, alors la situation pourrait bien prendre un tour inattendu, comme les événements actuels. Et cela ne peut être qu'un motif de joie pour nous, communistes révolutionnaires, parce que nous y voyons tant la menace latente de la destruction ou de l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste que la nécessité de la renaissance du travail d'organisation de la lutte prolétarienne et une possibilité, si cette condition arrive à mûrir, pour que la force et l'organisation des masses acquises dans la lutte directe ne soit pas manipulées et détournées de leur but.

Cet appel à manifester, très civiquement bien sûr, est l'oeuvre de sec-teurs complètement liés à la démocratie

capitaliste; mais un appel de ce genre, d'autant plus quand il exprime dans une certaine mesure les besoins des travailleurs, ne doit ni ne peut être indifférent au prolétariat et ses avant-gardes. La crise capitaliste et ses symptômes ne peuvent pas ne pas frapper d'autres classes sociales qui malheureusement ne pourront pas jouer un rôle vraiment indépendant et historiquement révolutionnaire. Mais nous, les prolétaires, devant notre ennemi irréductible, nous sommes ceux qui peuvent et doivent arrêter la marche à l'abîme et à la destruction que nous destine la société bourgeoise totalement absurde et vouée à l'effondrement. Nous les prolétaires, nous sommes les fossoyeurs de la société capitaliste: c'est notre tâche inévitable !

1) CTV: confédération des travailleurs vénézuéliens (dirigée par des bonzes de l'AD).